

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

COMMENT COMBLER LE FOSSÉ ENTRE
LES SCIENTIFIQUES ET LES JOURNALISTES EN ENVIRONNEMENT ?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT

PAR
MARIE-ÈVE MAILLÉ

MAI 2006

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce mémoire n'aura pas été rendu possible sans le soutien intellectuel et les bons conseils de Marc Lucotte, professeur à l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université du Québec à Montréal, et de Johanne Saint-Charles, professeure au Département de communication publique et sociale de l'Université du Québec à Montréal. Je remercie particulièrement Marc Lucotte d'avoir osé laisser une étudiante explorer des sentiers qui étaient pour lui plutôt inconnus et nouveaux. Son approche scientifique, mais aussi son ouverture d'esprit et l'importance qu'il accorde à la communication de ses recherches au grand public m'ont donné tous les outils nécessaires pour mener à bien ce projet de recherche. Par contre, sans les vastes connaissances en communication et la disponibilité de Johanne Saint-Charles, ce projet de recherche n'aurait certainement pas la profondeur et la rigueur qu'elle a su lui insuffler.

Je tiens également à remercier Pierre Plante, technicien informatique à l'Université du Québec à Montréal et concepteur du logiciel d'analyse sémantique *Sémato*. Pierre Plante s'est montré très disponible et patient et m'a permis d'assimiler un peu mieux les rouages de ce puissant outil qu'est *Sémato*. Je remercie aussi Stéphanie Vandelac et Annie Béliveau, toutes deux étudiantes en sciences de l'environnement, à l'Université du Québec à Montréal, qui m'ont aidée à retranscrire les 19 entrevues réalisées dans le cadre de cette recherche. Elles ont su s'acquitter de cette tâche longue et fastidieuse avec justesse et efficacité.

Je remercie aussi Marc Amyot, Richard Carignan, Anne-Louise Champagne, Charles Côté, Fabien Deglise, Éric Dewailly, Dominique Forget, Jean-Philippe Fortin, Louis-Gilles Francoeur, Judith Lachapelle, Jean Lebel, Michel Legault, Sophie Malavoy, Donna Mergler, Gina Muckle, Émilien Pelletier, Mathieu Perreault, Laurier Poissant et Charles Santerre pour le temps qu'ils m'ont consacré. Leur généreuse collaboration est au cœur de ce projet de recherche, qui aurait été tout simplement impossible sans eux et sans elles et je les en remercie infiniment.

Également, je tiens à remercier le Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN) et le Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie pour m'avoir donné les moyens financiers de me consacrer uniquement à mes études pendant un an et demi. Un soutien financier peut faire toute la différence pour un étudiant ou une étudiante des cycles supérieurs. Dans mon cas, il m'a permis de mettre toute mon énergie sur cette recherche qui me passionnait.

Je tiens aussi à remercier l'Université du Québec à Montréal, qui offre un programme de maîtrise en sciences de l'environnement des plus novateurs. Avec une formation en communication, j'ai pu entrer dans ce programme de sciences qui a su intégrer l'approche multidisciplinaire. Durant ce projet, j'ai compris quelle audace c'était pour une université de permettre à une étudiante de faire une recherche en communication dans un programme de sciences. À ce titre, l'Université du Québec à Montréal fait figure de pionnière et je suis reconnaissante d'avoir pu bénéficier de sa vision multidisciplinaire de la connaissance.

Aussi, à mes côtés tout au long de ce processus de recherche, où j'ai connu des moments de découragement et de frustrations comme des moments de grande excitation, je remercie Simon, Charles-André, Benoît et Karine. Ils ont su me soutenir quand c'était nécessaire et m'aider parfois de leur grande science, informatique ou autre. Ils ont aussi accepté que je disparaisse dans mes pensées ou derrière mon ordinateur pour travailler, en négligeant peut-être d'autres choses qui auraient aussi mérité mon attention. J'espère pouvoir leur rendre la pareille un jour. Et finalement, je ne peux passer sous silence le soutien inconditionnel de mes parents, Paule et Pierre, qui ont su m'encourager à aller là où je me voyais déjà tout en me ramenant sur terre quand j'oubliais l'essentiel.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
TABLE DES MATIÈRES	iv
LISTE DES FIGURES	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION.....	1
1. Plan du mémoire	6
CHAPITRE I	8
LA PROBLÉMATIQUE	8
1.1 La culture scientifique de la population	8
1.2 Les questions environnementales dans les médias	12
1.3 Le contexte du COMERN	14
1.4 La question générale de recherche	15
1.5 Les objectifs de recherche.....	16
CHAPITRE II	17
LE CADRE THÉORIQUE	17
2.1 Le modèle triangulaire de la communication	17
2.2 Les acteurs de la communication des questions environnementales	19
2.2.1 Le grand public.....	19
2.2.2 Le ou la scientifique.....	21
2.2.3 Le médiateur ou la médiatrice	24
2.3 Le fossé entre les journalistes et les scientifiques.....	26
2.3.1 L'inexactitude des journalistes dans leur travail	27

2.3.2 Les mauvaises perceptions entretenues à l'égard de l'autre	31
2.3.3 Les jeux de pouvoir	32
2.3.4 Le langage.....	35
2.3.5 Le rapport à l'actualité	36
2.3.6 Le sensationnalisme des médias	39
2.3.7 Le reportage équilibré.....	41
2.3.8 La relecture du texte du journaliste par le scientifique	44
2.4 Le besoin de travailler ensemble ou la négociation.....	45
2.5 Questions spécifiques de recherche	48
CHAPITRE III	50
LA MÉTHODOLOGIE.....	50
3.1 La revue de presse et l'échantillonnage	50
3.2 Le logiciel d'analyse sémantique Sémato	55
CHAPITRE IV	57
LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....	57
4.1 Portrait de la situation révélé par l'étude	57
4.1.1 La relation entre les journalistes et les scientifiques	58
4.1.2 La formation.....	59
4.1.3 La préparation avant la communication.....	66
4.1.4 L'identification de la nouvelle.....	69
4.1.5 Le traitement de la nouvelle	70
4.1.6 La révision du texte du journaliste par le scientifique	72
4.1.7 La rigueur dans les reportages.....	78
4.1.8 La vitesse des médias	83
4.1.9 Le reportage équilibré.....	88

4.1.10 Le contrôle de l'information par les scientifiques	89
4.1.11 La personne la mieux placée pour vulgariser la science	90
4.1.12 Les subventions.....	93
4.1.13 L'absence de certains scientifiques des médias	96
4.1.14 Les objectifs du journaliste et du scientifique quant au public.....	98
4.1.15 Le rôle des médias en environnement	103
CHAPITRE V	108
LA DISCUSSION.....	108
5.1 Les sources de frustrations et les pistes de solutions	108
5.1.1 La personne la mieux placée pour communiquer la science.....	110
5.1.2 La révision des textes par les scientifiques	113
5.1.3 La formation scientifique des journalistes.....	116
5.1.4 La formation en communication des scientifiques	119
5.1.5 La rigueur des reportages scientifiques.....	123
5.2 Le rôle des médias et les besoins du public dans le cas des sciences de l'environnement	127
CONCLUSION	132
1. Les limites de la recherche.....	136
BIBLIOGRAPHIE.....	138
APPENDICE A	145
LISTE DES RÉFÉRENCES DE LA REVUE DE PRESSE	145
APPENDICE B	162
GUIDE D'ENTREVUE (JOURNALISTES).....	162
APPENDICE C	164
GUIDE D'ENTREVUE (SCIENTIFIQUES)	164
APPENDICE D	167
ARTICLE SCIENTIFIQUE POUR PUBLICATION.....	167

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
1	La pyramide des niveaux de compétences du public.....	10
2	Le modèle triangulaire de la communication scientifique.....	18
3	Le flux de l'information.....	33
4	Réseaux de similitude, thème : formation.....	61
5	Pourcentages des gains en similitude, thème : formation.....	62
6	Réseaux de similitude, thème : subvention.....	94

RÉSUMÉ

Ce projet de recherche de maîtrise vise à comprendre les relations entre les journalistes et les scientifiques, dans le contexte de la problématique de la pollution par le mercure, pour en analyser les sources de frustrations et identifier des pistes de solutions pouvant améliorer les relations entre ces deux acteurs de la communication des questions environnementales.

Le fossé qui existe entre les journalistes et les scientifiques nuit à l'objectif de bien vulgariser la science des problématiques environnementales au public. À partir de la problématique du mercure couverte par le Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN), nous avons mené 19 entrevues semi-dirigées (avec dix journalistes et neuf scientifiques). L'analyse sémantique de ces entretiens visait à déterminer quelles sont les perceptions des journalistes et des scientifiques les uns par rapport aux autres et les expériences, positives et négatives, qu'ils ont vécues en travaillant ensemble. L'échantillon de journalistes et de scientifiques a été constitué à partir d'une revue de presse sur la question de la pollution par le mercure, contenant 257 textes publiés dans *La Presse*, *Le Devoir*, *Le Droit*, *Le Soleil* et dans *L'actualité*. L'analyse a été réalisée à l'aide du logiciel *Sémato*.

Cette recherche a permis d'identifier différentes sources de frustrations pour les journalistes ou les scientifiques, notamment la question de la révision du texte du journaliste par le scientifique, le manque de rigueur des journalistes et le problème de la vitesse des médias. Cette étude a aussi permis d'identifier des pistes de solutions partielles pour combler le fossé qui sépare les journalistes et les scientifiques, comme une formation scientifique pour le journaliste, une formation en communication pour le scientifique et la prise en compte de l'intérêt de l'autre pour un véritable partenariat entre les journalistes et les scientifiques.

JOURNALISTE – SCIENTIFIQUE – COMMUNICATION – FOSSÉ –
ENVIRONNEMENT

INTRODUCTION

Cela m'arrive fréquemment. Un collègue furieux ou, à tout le moins frustré, brandit devant moi un journal en soupirant : « Tant d'années de travail consciencieux, pour ça ! » Le collègue qui cogne à ma porte se sent trahi par un journaliste auquel il s'est généreusement confié au cours d'une entrevue qui semblait s'être déroulée comme une conversation entre adultes raisonnables. Comment se peut-il que des résultats de recherche pourtant si simples aient fait l'objet d'une telle distorsion ?

Il est facile de blâmer le journaliste : après tout, il n'a probablement pas suivi de cours de statistiques multivariées ou d'interprétation de données épidémiologiques. Mais, au grand désespoir de mes collègues assommés par leurs « 15 minutes de gloire », c'est plutôt eux que je blâme (gentiment, quand même). Quand ont-ils lu les journaux pour la dernière fois ? Eux, si attentifs aux structures et aux formes du discours, n'ont-ils pas remarqué la différence entre celles des grands quotidiens et celles des revues scientifiques ? Les chercheurs qui ont la volonté (ou la vanité) de diffuser leurs résultats de recherche dans les journaux, ou les magazines, ont trois options : ne rien changer à leur discours et être fâchés chaque fois qu'ils découvrent leurs propos « déformés » dans les médias ; boudier les journalistes ; ou apprendre à parler à cet auditoire intermédiaire.¹

De plus en plus de scientifiques, comme Brigitte Gemme, le constatent : travailler avec les médias est peut-être souhaitable, mais ce n'est certes pas facile. Un fossé semble séparer ces deux acteurs de la vie publique et fait en sorte que les relations qu'ils entretiennent sont difficiles et souvent insatisfaisantes. Cette recherche, réalisée dans le cadre d'une maîtrise en sciences de l'environnement, propose d'explorer le fossé dans les relations entre les scientifiques et les journalistes dans le contexte de la communication des questions environnementales.

¹ GEMME, Brigitte. 2004. « Malentendu médiatique », *Québec Science*, novembre 2004, vol. 43, no 3, p. 15.

Notre réflexion sur la façon dont les journalistes et les scientifiques travaillent ensemble a été initiée par le discours de certains scientifiques qui ont déjà eu des contacts avec les médias et qui semblaient en retirer souvent bien peu de satisfaction.

Ce projet de recherche a commencé par une immersion dans le monde de la recherche sur le mercure, essentiellement à travers le Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN). Il aurait été impensable d'envisager un tel projet sans comprendre les dimensions scientifiques de la problématique du mercure, sans en connaître les acteurs et sans être au courant des derniers résultats de la recherche de pointe dans ce domaine. Ce projet de recherche est véritablement le résultat d'une formation hybride entre la communication et les sciences environnementales, un champ d'études peu exploré encore, mais dont l'importance sera illustrée dans ce mémoire.

Il est devenu de plus en plus essentiel de comprendre la science, notamment pour bien saisir les enjeux des problématiques environnementales dont nous sommes parties prenantes. La culture scientifique des individus leur permet de comprendre davantage la façon dont une problématique environnementale affecte leur santé et leur quotidien et comment ils peuvent devenir eux-mêmes un facteur de solutions à cette situation. Du politique au simple citoyen ou à la simple citoyenne, nous avons tous besoin d'une culture personnelle, notamment scientifique, pour appréhender et comprendre le monde dans lequel nous vivons et où les technologies sont de jour en jour plus présentes. Selon le Rapport de conjoncture 2004 du Conseil des sciences et de la technologie (CST) du Québec, « la culture scientifique et technique tend à devenir essentielle aujourd'hui pour la construction d'une conscience citoyenne, c'est-à-dire d'une capacité pour une personne de porter des jugements, d'adopter des comportements responsables et de s'engager de façon active dans l'exercice de son rôle citoyen » (CST, 2004, p. 10).

Pour susciter le débat public sur des enjeux tels les changements climatiques, les organismes génétiquement modifiés, la pollution de toutes sortes, etc., il est

primordial que la science soit expliquée, diffusée et vulgarisée à la population de telle sorte que celle-ci puisse se l'approprier.

À l'extérieur du système d'éducation ou des lieux parallèles d'éducation populaire, les lieux institutionnels ou formels où le public peut avoir accès à la science vulgarisée ne sont pas très nombreux : il y a, notamment, les musées et les médias en général. Dans ce deuxième cas, le peu de place réservée à la science dans les pages des journaux et à la télévision est jugé insuffisant par le CST, particulièrement quand il est comparé à la capacité des médias « à former l'opinion publique et à façonner les représentations dans la société » (*Ibid.*, p. 48). Toujours selon le Conseil des sciences et de la technologie, les médias en général pourraient faire bien davantage pour diffuser et vulgariser la science; « il semble [...] qu'il y ait place dans les médias pour davantage de contenus [scientifiques et technologiques], mais les journalistes et les chefs de pupitre ne sont pas toujours aussi sensibles qu'ils le devraient à l'importance des sciences et de la technologie » (*Ibid.*).

Le public a besoin d'une communication efficace pour comprendre les enjeux des questions environnementales et poser les bons gestes pour préserver l'environnement et sa santé. Les problématiques environnementales entraînent bien souvent d'importants débats de société. Tous ces débats rendent nécessaire la consultation des scientifiques (Perreault-Labelle, 2005, p. 54). Les scientifiques sont donc au cœur de cette meilleure communication.

Pour faire le pont entre les scientifiques et les citoyens, les journalistes interviennent et font en sorte, en principe, que l'information soit transmise des milieux du savoir à la population en général, en situant cette information dans son contexte social, politique, économique et environnemental. Ainsi lancé, le débat public, où intervient le citoyen, alimente en retour le scientifique dans ses travaux. Le scientifique, le journaliste et le public ont donc chacun leur place dans la situation triangulaire de la communication; le premier génère les connaissances, le second les place en contexte et les diffuse au plus grand nombre et le dernier les reçoit et les assimile (ou non) pour justifier (ou non) le travail du premier et y réagir. Il s'agit généralement

d'un modèle dynamique, et non d'un modèle linéaire, où il y a rétroaction entre les acteurs (voir la section 2.1 du Chapitre II).

Malheureusement, la réalité est souvent bien loin de cette situation théorique idéale. En effet, il semble qu'il existe un profond fossé entre les scientifiques et les journalistes qui nuit à leurs relations et qui résulte, à notre avis, en une mauvaise information du public, premier perdant de la situation. Déjà en 1967, Krieghbaum écrivait qu'il existe entre les scientifiques et les journalistes un « golfe d'incompréhension mutuelle » (Krieghbaum, 1967, p. 35). La nature du fossé qui sépare les journalistes et les scientifiques sera abordée dans le détail dans la section 2.3 du chapitre II).

Malgré tout, les scientifiques ont depuis quelques années davantage de contacts avec les médias, et ceux-ci sont parfois insatisfaisants. Les scientifiques sont par ailleurs de plus en plus conscients que la communication pour le grand public –et non seulement la diffusion de leurs travaux auprès de leurs pairs ou des communautés auprès desquelles ils travaillent– est devenue une activité à laquelle ils ne peuvent pratiquement plus échapper, surtout s'ils traitent de questions qui suscitent des débats sociaux, comme peuvent le faire les sciences de l'environnement. Entre toutes leurs activités de recherche et d'enseignement, quand c'est le cas, les scientifiques sont souvent à court de temps. Cependant, et essentiellement parce qu'ils bénéficient couramment de fonds publics, de nombreux scientifiques se font un devoir de diffuser au public le fruit de leurs recherches.

Le gouvernement canadien, notamment par l'entremise des Instituts de recherche en santé du Canada, a aussi réalisé l'importance d'investir ce champ des communications et cherche à prendre sa place dans ce domaine. Pour valoriser cette étape de la recherche, il utilise notamment le terme « application des connaissances », qui regroupe les différentes activités qui suivent la génération de connaissances. Depuis 2000, la volonté du gouvernement canadien d'investir le domaine de l'application des connaissances est clairement inscrite dans la loi, notamment la *Loi sur les instituts de recherche en santé du Canada*. En agissant de la sorte, le gouvernement a indiqué son intention de voir les chercheurs et la

population se rapprocher, mais surtout son intention de voir diffusées à la population les recherches qu'il finance dans le but d'améliorer la santé de la population canadienne. Par contre, même si le Canada prend nettement position sur le sujet, dans ce cas-ci, il ne précise pas qui, exactement, sera chargé de l'application et de la diffusion des connaissances. Dans le domaine de l'environnement, il est stipulé dans la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (revue en 1999) que la tâche de diffusion de l'information revient au ministre de l'Environnement.

Il est légitime de supposer que ce n'est pas le ministre lui-même qui générera les connaissances à diffuser à la population. La première tâche de vulgarisation revient donc à ceux qui génèrent le savoir, soit les scientifiques. Ainsi, les chercheurs héritent d'une nouvelle mission : celle de la communication. En effet, selon Skrotzky (1989), parce que le public paie la recherche, il est en droit de savoir à quoi et comment est dépensé cet argent (Skrotzky, 1989, p. 56 et 57). Chez les jeunes chercheurs, comme chez les scientifiques chevronnés, certains se prévalent avec enthousiasme de cette nouvelle tâche de communication, d'autres trouvent ce défi un peu grand et ne savent pas comment le relever. Certains scientifiques désormais très connus du public, comme Hubert Reeves, Pierre Dansereau et David Suzuki, se consacrent presque uniquement à la communication de leurs connaissances des questions environnementales auprès du public, parce qu'ils ont décidé à un moment de leur carrière scientifique de prendre le temps de le faire. Cependant, la majorité des scientifiques qui demeurent très actifs en recherche ou en enseignement, à moins qu'ils fassent le choix de s'investir dans la communication directe auprès de la population, se retrouvent souvent à vulgariser la science « par le truchement du médiateur avec lequel il[s] se trouve[nt] en relation » (Skrotzky, 1989, p. 57).

Cette citation de Skrotzky présente le troisième acteur de la communication des questions environnementales : le médiateur, celui ou celle qui a le mandat de faire le pont entre le milieu scientifique et le public, un rôle souvent, mais non exclusivement, dévolu aux journalistes. Les trois acteurs de la communication des questions environnementales, soit « le public », « l'homme [ou la femme] de science » et « le médiateur », sont désormais présentés et leurs interrelations, plus

particulièrement celles entre les journalistes et les scientifiques, seront étudiées dans le présent mémoire.

De nombreux auteurs, dont nous présenterons les propos plus en détail dans le cadre théorique (Chapitre II), se sont penchés sur la question du fossé entre les journalistes et les scientifiques et ont identifié différentes sources à ce problème. Si nous avons des pistes de réflexion qui nous laissent supposer des points de rupture de cette relation, nous ne pouvons identifier de prime abord l'importance de ce fossé et les façons d'y remédier.

1. Plan du mémoire

Dans le premier chapitre de ce mémoire, nous présenterons la problématique à l'origine de ce projet de recherche avant de définir la question générale et les objectifs du projet.

Dans un second temps (chapitre II), nous présenterons le cadre théorique qui soutient ce projet de mémoire. Il a été réalisé à partir d'une revue de la littérature de la situation de la communication scientifique². En effet, la communication scientifique inclut systématiquement la communication des questions environnementales, dès qu'une problématique environnementale implique une dimension scientifique. En outre, il existe encore très peu d'ouvrages portant spécifiquement sur la communication des questions environnementales, qui est un domaine de la communication somme toute assez nouveau, comme en témoignera la littérature explorée. À la fin de ce chapitre, les questions spécifiques de recherche, qui découlent du cadre théorique, seront présentées.

²Souvent, le terme « vulgarisation », fréquent dans la littérature sur la communication scientifique, sera utilisé dans ce mémoire au sens de « communication ». La vulgarisation, définie comme « le fait d'adapter un ensemble de connaissances techniques, scientifiques, de manière à les rendre accessibles à un lecteur non spécialiste » (Le Petit Robert, 2001), est incluse dans le concept de communication, que nous lui préférons cependant parce que plus englobant et moins condescendant.

Dans le chapitre III, la méthodologie de cette recherche sera exposée dans le détail. Dans le chapitre IV, nous présenterons les résultats de recherche tandis que dans le chapitre V, nous procéderons à la discussion des résultats présentés au chapitre précédent. C'est dans la discussion que nous ferons le lien entre les résultats obtenus et le cadre théorique présenté au chapitre II.

Ce document se terminera par une conclusion qui sera la synthèse de notre analyse ainsi que la présentation des limites de notre recherche.

CHAPITRE I

LA PROBLÉMATIQUE

Avant tout chose, il est essentiel de situer le contexte de ce projet de recherche. Si nous avons très succinctement abordé en introduction le sujet de ce mémoire, nous n'avons pas encore exposé la situation qui, à nos yeux, justifie que l'on s'intéresse aux relations entre le scientifique et le journaliste dans le cas particulier des sciences de l'environnement. Nous présenterons d'abord ici la situation générale de la problématique de la communication de la science et ensuite, nous exposerons le contexte particulier dans lequel s'est déroulé cette recherche, c'est-à-dire, celui du Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN). Les raisons qui justifient ce choix seront présentées au même moment. Ce chapitre se veut une occasion de dresser un premier portrait de la situation.[‡]

1.1 La culture scientifique de la population

Dans son Rapport de conjoncture 2004, le Conseil des sciences et de la technologie du Québec (CST) déplore : « Sans être totalement absents de la scène publique, les membres de la communauté scientifique [...] hésitent souvent à déployer les énergies nécessaires non seulement pour informer la population de l'avancement de leurs travaux, mais pour se mettre davantage à l'écoute de leurs préoccupations »

[‡] N.B. Pour faciliter la lecture du texte, le genre masculin est souvent utilisé sans aucune intention discriminatoire.

(CST, 2004, p. 73). Ce faisant, les scientifiques offriraient une « ouverture insuffisante [...] aux demandes formulées par les autres acteurs sociaux » (*Ibid.*), à l'intérieur desquels on compte les médias. Le Conseil des sciences et de la technologie affirme qu'il faut donner au public les moyens d'une responsabilité citoyenne, notamment en lui permettant d'acquérir « un bon niveau de culture scientifique et technique ». Ainsi outillé, le public est « en mesure de participer aux discussions et aux décisions » et peut « orienter les projets de recherche et les démarches innovantes dans le sens d'un développement responsable ». En échange, la communauté scientifique serait à même de mieux « exploiter la « voie de retour », c'est-à-dire de mieux capter les demandes sociales » (*Ibid.*). Pour que le public accède à ce « bon niveau de culture scientifique », il est nécessaire de vulgariser les connaissances que génèrent les scientifiques.

La pression est forte sur le public; on n'attend pas seulement de lui qu'il s'informe passivement, on espère qu'il passera à l'action, qu'il se responsabilisera. La pression est tout aussi forte sur le projet communicationnel parce que c'est lui qui doit induire cette action et cette responsabilisation. Ainsi, la communication en environnement ne vise pas seulement à informer le public, à lui diffuser une information, mais aussi à initier une transformation individuelle et même sociale. De Rosnay (1994) croit que, par l'approche systémique, il est possible d'amener le public à avoir une vision plus globale de sa place dans l'environnement et par conséquent, des gestes qu'il pose qui peuvent nuire à l'environnement.

À la base, la vulgarisation est un « travail de médiation entre spécialistes et non-spécialistes » et une « action de simplification et de traduction d'informations complexes de façon à les rendre accessibles à un plus grand nombre » (Bélisle et Aït El Hadj, 1985, p. 151).

La vulgarisation est la diffusion des connaissances, du fruit des recherches des scientifiques. Il ne s'agit pas d'une communication entre pairs d'un même domaine. La vulgarisation implique en effet l'idée d'un transfert de connaissances entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas; c'est une communication « de haut en bas, verticale, qui consiste en une « descente » d'un contenu abstrait, élaboré et d'accès

difficile, à un niveau concret, en adéquation avec les connaissances générales » (Calsamiglia, 2000, p. 35).

Dans l'étude *The Public Understanding of Science and Technology in the United States 1990*, l'auteur Jon Miller constate un « illettrisme scientifique ». Selon Miller, si la population est « illettrée » scientifiquement parlant, il est légitime de se demander « comment dans ces conditions, le public p[eut] participer aux grands choix scientifiques et technologiques de la société » (Tristani-Potteaux, 1997, p. 42). À partir de ses constations sur les connaissances scientifiques de la population américaine, Miller a établi une pyramide où sont représentés les « différents niveaux de compétences des publics », qui portent sur les champs scientifiques précis du nucléaire, du spatial, de l'environnement et de la santé (Figure 1).

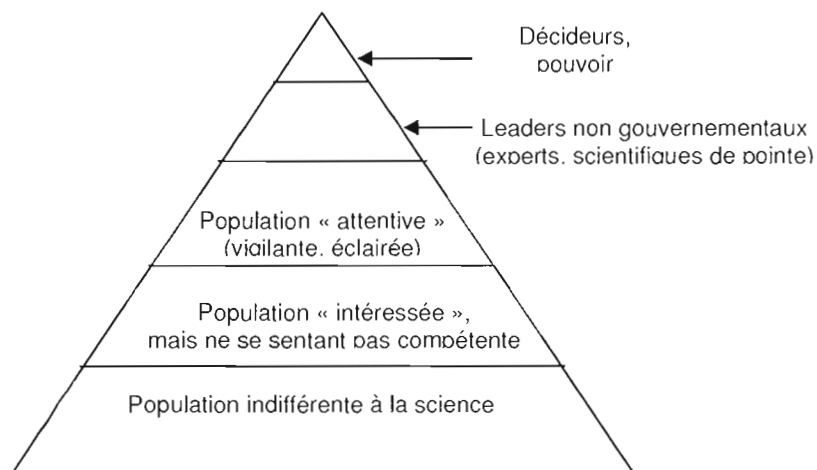


Figure 1 : La pyramide des niveaux de compétences du public
(source : Tristani-Potteaux, 1997, p. 42)

Selon Tristani-Potteaux, le rôle des médias, si l'on en croit cet exemple, serait de faire passer une partie de la population « intéressée » à la population « attentive », c'est-à-dire de leur faire acquérir une bonne culture scientifique de base, grâce à une communication efficace. Mais pour cela, « il ne suffit pas de se dire intéressé mais de le prouver par une attitude active : se tenir informé, recycler ses

connaissances, lire des articles et des revues scientifiques » (*Ibid.*). Ce groupe dit « attentif », dont l'importance est cruciale, selon l'auteur, « constitue une sorte d'armée de réserve »; les citoyens qui le constituent doivent être suffisamment nombreux pour « juger » et « se prononcer » de façon significative quand un conflit éclate à la tête de la pyramide « entre politiques » ou « entre politiques et experts » (*Ibid.*). Pour exercer une bonne participation citoyenne sur des sujets controversés, comme le sont souvent les problématiques environnementales, la population doit être bien informée et les médias ont une grande responsabilité en ce sens.

Skrotzky (1989) maintient que le journalisme scientifique est né du besoin de comprendre la science.

Le journalisme scientifique s'est développé de manière bien pragmatique, tout simplement parce que la situation l'exigeait. Ce phénomène socioculturel n'était pas l'effet d'un hasard ou d'une volonté délibérée, mais une réponse nécessaire à une situation donnée. Les chroniqueurs scientifiques ne se sont pas imposés parce qu'ils cherchaient du travail ou qu'ils n'avaient rien de mieux à faire, mais parce que l'on avait besoin d'eux. (Skrotzky, 1989, p. 55)

Ce raisonnement est aussi valable pour la communication des questions environnementales; le public et les décideurs, notamment, ont besoin de comprendre les enjeux des problématiques environnementales, qui deviennent omniprésentes, pour prendre les décisions et poser les gestes qui s'imposent. Pour informer le public et les décideurs, il est nécessaire qu'un médiateur fasse l'intermédiaire entre le public et les milieux qui produisent les connaissances, et le journaliste –bien qu'il ne soit pas le seul– peut s'acquitter de cette tâche.

La communication scientifique et, par extension, celle des questions environnementales, a en somme une fonction sociale : « Définie comme vecteur essentiel de la diffusion de la culture scientifique, [la vulgarisation scientifique] joue un rôle de ciment social qui unit les partenaires sociaux. » (Jacobi et Schiele, 1988, p. 18).

Pour ce faire, les universités et les instituts de recherche ont un grand rôle à jouer « en facilitant les contacts [de leurs scientifiques] avec les médias » : « Elles ont avantage à rendre les sciences et la technologie plus familières au grand public, tout en offrant de celles-ci une représentation plus juste » (CST, 2004, p. 78).

C'est donc, entre autres, à travers les médias que la communauté scientifique pourra augmenter sa présence sur la scène publique. En travaillant mieux ensemble, les journalistes et les scientifiques atteindront l'objectif d'une meilleure communication.

Or, malheureusement, parce qu'elle « se développe en vase clos, loin de la population », la science « court le risque de se voir mal comprise, mal soutenue ou injustement critiquée » (*Ibid.*, p. 8). Même si le CST ne croit pas que tous les chercheurs doivent défendre individuellement leurs travaux sur la place publique, il espère malgré tout que ceux-ci considèrent un peu plus « la communication publique comme faisant partie de leurs principales tâches » (*Ibid.*).

1.2 Les questions environnementales dans les médias

L'environnement constitue un domaine où les questions éthiques sont nombreuses et donc, où les débats sociaux –parfois houleux– sont tout aussi nombreux et où les chercheurs et la population sont souvent appelés à trancher entre des préoccupations d'ordre social, politique ou économique (ou même les trois) et le respect et la protection de l'environnement. Suivant cette logique, les connaissances nécessaires aux débats des enjeux environnementaux doivent être efficacement vulgarisées au grand public.

Surtout que, comme le prétend le Centre français de formation et de perfectionnement des journalistes, une mauvaise communication ou une « non-information » entraîne parfois la peur, surtout dans le cas de catastrophes environnementales comme celles de Tchernobyl, de Minamata ou de Bhopal. Par

conséquent, il est primordial que soit mises en contexte les découvertes scientifiques, que le public en connaisse les « conséquences possibles, [l]es avantages et [l]es inconvénients », car « c'est dans la mesure où le lecteur aura la possibilité de connaître cette vérité qu'il réagira avec sa raison, et non plus avec son instinct » (Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 1985, p. 10).

Nous plaçons incontestablement les questions environnementales dans cette catégorie d' « événements » qui engendrent sinon la peur, au moins une incompréhension, couplée d'appréhension. Les problématiques environnementales gagnent à être mieux vulgarisées pour que le public cesse d'avoir des craintes parfois injustifiées et commence à envisager les solutions pertinentes pour lui, pour sa santé et son environnement. L'utilité de bien vulgariser la science dans ce contexte est d'autant plus probante que c'est souvent la science et la technologie elles-mêmes qui ont contribué à créer nombre de problématiques environnementales. Selon Myers (1979), le journalisme scientifique est une façon de diffuser auprès du public les informations scientifiques, environnementales et techniques (Myers, 1979, p. 1).

En effet, les médias, écrits ou électroniques, sont de bons canaux pour la communication des questions environnementales. Cela est particulièrement vrai si, comme l'ont notamment révélé des études réalisées aux États-Unis en 1959 (Krieghbaum), en 1965 (Cohn) et en 1977 (Logan), le citoyen (américain) adulte type, une fois sa scolarisation terminée, tire ses connaissances scientifiques des médias (Hsieh, 1984). L'importance accordée à la science dans les médias influence grandement sa compréhension par le public.

1.3 Le contexte du COMERN

Les sciences de l'environnement sont particulièrement riches et multidisciplinaires. Il aurait été irréaliste d'analyser les relations entre les scientifiques et les journalistes œuvrant dans différents champs et n'ayant rien en commun, si ce n'est de travailler avec les médias. L'environnement, déjà, nous offrait divers axes de recherches intéressants, mais nous avons décidé d'utiliser l'opportunité unique de travailler avec le Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN) pour comprendre les relations entre les scientifiques et les journalistes. La volonté de travailler de concert avec la population a été clairement exprimée dès les débuts du projet de recherche COMERN et fait partie de ses objectifs.

En outre, la problématique de la pollution par le mercure incluant les effets de celui-ci sur la santé de la population, puisqu'elle est vaste et complexe, se prête très bien à un projet de recherche sur la communication des questions environnementales. Nous espérons pouvoir tirer des enseignements généraux de l'opportunité que cette problématique nous fournit d'analyser les relations entre les scientifiques et les journalistes.

Le COMERN est un vaste réseau pancanadien mis sur pied en 2001 et grandement financé par le Centre de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada (CRSNG). À l'intérieur de ce réseau, œuvrent plus de 60 scientifiques de différentes disciplines qui travaillent ensemble dans le but de comprendre la problématique du mercure dans toute sa complexité, de sa présence dans l'atmosphère à sa présence dans la chair des poissons, en passant par les effets d'une exposition chronique au contaminant, même à faibles doses, sur la santé des consommateurs de poissons.

Les scientifiques du COMERN travaillent notamment à déterminer le danger de l'exposition au mercure de la population canadienne à travers la consommation de poissons. Le but de ces chercheurs est de comprendre de quelles façons les gens sont exposés et quels risques cela peut poser à leur santé, mais aussi de comprendre tout le cycle biogéochimique du mercure, de ses sources à son devenir,

pour se faire une bonne idée sur ce qui concrètement peut être fait pour résoudre ou du moins amoindrir le problème. Pour ces raisons, il apparaît primordial que le public soit le destinataire des connaissances générées par le COMERN, encore une fois, financé par le CRSNG. De par sa nature même, ce réseau implique la nécessité de vulgariser les connaissances mises au jour par les scientifiques. Si la première étape consiste à diffuser les derniers résultats de recherche auprès des autres chercheurs du COMERN, le pas suivant est de transmettre ces connaissances au public. Une réflexion sur les façons de favoriser la diffusion des connaissances du COMERN a déjà été amorcée par plusieurs des membres du réseau et des actions concrètes ont déjà été entreprises (site Internet, courts films explicatifs, conférences grand public, atelier avec les communautés impliquées dans les études de cas, etc.). Ce projet de recherche s'intègre tout à fait dans ce processus.

Cette recherche se veut l'occasion, à partir d'une problématique diffusée dans les médias (voir la bibliographie de la revue de presse à l'annexe A), de déterminer comment des scientifiques travaillent avec les journalistes, et inversement. Ce sera également une opportunité unique de réfléchir à la façon de diffuser la connaissance scientifique générée par un groupe de recherche comme le COMERN. Le contexte de la pollution par le mercure nous sert essentiellement de prétexte pour nous attarder aux relations entre les scientifiques et les journalistes.

1.4 La question générale de recherche

Il semble qu'il existe très souvent un fossé entre les journalistes et les scientifiques, malgré l'importance que ces derniers accordent à la diffusion de leurs travaux au grand public. En effet, l'exemple de la chronique de Brigitte Gemme (citée en introduction de ce mémoire) laisse entendre que nombre de scientifiques trouvent insatisfaisantes les relations qu'ils entretiennent avec les médias et se plaignent des résultats de leurs tentatives de communication auprès du grand public. Au bout du compte, c'est le public qui paie le prix de ces mauvaises relations, s'il en résulte une

mauvaise communication des problématiques environnementales, puisqu'il s'en trouve mal informé.

Si nous prenons pour acquis qu'un fossé existe entre le journaliste et le scientifique, comment combler ce fossé ? Comment faire en sorte que les relations entre journalistes et scientifiques soient satisfaisantes au point où la communication des questions environnementales devienne efficace et induise des changements d'attitudes et de comportements chez le public ?

1.5 Les objectifs de recherche

En plus de faire avancer les connaissances dans le domaine relativement nouveau de la communication de l'environnement, l'objectif général de ce projet de recherche est de comprendre les dynamiques sociales entre les scientifiques et les journalistes, dans le contexte particulier de la pollution par le mercure.

Cependant, au niveau social, nous visons à atteindre les objectifs plus spécifiques suivants :

- Fournir les premières pistes de solutions aux scientifiques du COMERN pour mieux travailler avec les médias dans le but que ceux-ci deviennent des complices de leur volonté de mieux informer le public;
- Fournir aux journalistes impliqués dans cette recherche, des informations sur les perceptions, les motivations et les façons de travailler des scientifiques dans le but de les aider à mieux comprendre ces derniers pour qu'ils travaillent ensemble plus efficacement;
- Atteindre, dans un second temps, un public plus large (de scientifiques et de journalistes scientifiques en général), en leur communiquant les résultats de cette recherche.

CHAPITRE II

LE CADRE THÉORIQUE

Dans ce chapitre, nous présentons la littérature qui sous-tend ce projet de recherche et qui lui fournit un cadre d'analyse pertinent. Nous commencerons par exposer le modèle triangulaire de la communication ainsi que ses acteurs, qui sont au cœur de notre projet de recherche. Dans un second temps, nous nous attarderons aux différents éléments qui creusent le fossé entre le scientifique et le journaliste. Finalement, nous réitérerons le besoin du journaliste et du scientifique de travailler ensemble, avant de présenter les questions spécifiques auxquelles cette recherche tâchera de trouver des réponses.

2.1 Le modèle triangulaire de la communication

La communication scientifique, tout comme celle des questions environnementales, peut être représentée par un triangle dont les pointes sont occupées par le scientifique, le journaliste et le grand public (Figure 2). Ce modèle sous-tend la théorie du « troisième homme » (Moles et Oulif, 1967) ou du médiateur, qui est « gestionnaire discursif entre l'univers de la science et celui du public présumé » (Moirand, 2000, p. 45). Les trois acteurs dont ce modèle tient compte seront décrits plus longuement dans la section suivante.

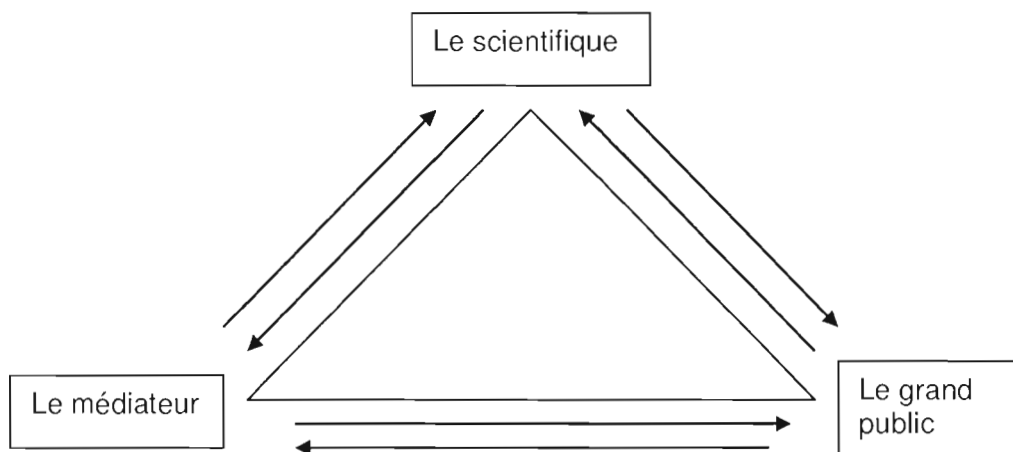


Figure 2 : Le modèle triangulaire de la communication scientifique
(Figure inspirée par Moirand, 2000)

En principe, les relations, celles entre le journaliste et le scientifique, celles entre le scientifique et le public, et celles entre le journaliste et le public, sont bidirectionnelles. Cela implique que les trois acteurs apportent mutuellement aux autres des éléments fondamentaux dans leur travail et leurs activités quotidiennes.

Ainsi, le public alimente les scientifiques avec ses expériences personnelles, ses attentes et ses critiques et justifie la pertinence sociale de leurs recherches en profitant des retombées qui en découlent. Le public alimente également les journalistes de ses expériences et justifie leur travail, en même temps qu'il contribue à générer une science de la communication des questions environnementales.

Ce dernier modèle sous-entend que les journalistes et les scientifiques travaillent ensemble à un objectif commun qui est d'informer le public dans le but de les sensibiliser à poser des gestes au quotidien pour préserver l'environnement ou même leur santé individuelle. Aussi, comme ce public est constitué de consommateurs, d'électeurs et de parents, entre autres, il est en bout de ligne celui pour lequel le savoir est généré. Sachant cela, et malgré qu'ils visent un objectif commun, celui de la diffusion au grand public d'informations pertinentes, il est légitime de se questionner sur le fait que les scientifiques et les journalistes aient de la difficulté à travailler ensemble. En effet, il sera montré plus loin que le modèle ne fonctionne pas aussi bien que la théorie qui le soutient voudrait le laisser entendre.

2.2 Les acteurs de la communication des questions environnementales

Dans cette section, nous présentons les trois acteurs du modèle triangulaire que nous avons retenu pour notre analyse : le grand public, le scientifique en sciences de l'environnement et le journaliste en tant que médiateur. Bien que la théorie du modèle triangulaire sous-tende cette recherche, ce sont particulièrement les relations entre le scientifique et le journaliste qui ont retenu notre attention, parce que certains scientifiques (du COMERN, notamment) sont insatisfaits de leurs relations avec les journalistes. Nous avançons le postulat –appuyé par notre cadre théorique (chapitre II)– que ces relations insatisfaisantes contribuent à une communication moins efficace. Par conséquent, c'est donc aux liens qui unissent les journalistes et les scientifiques que nous nous sommes intéressée, mais sans jamais perdre de vue que le fruit de la collaboration entre le scientifique et le journaliste avait pour destinataire le grand public.

2.2.1 Le grand public

Le grand public est, comme nous venons de le mentionner, celui à qui est destiné la communication. Plus généralement, on peut dire que c'est celui qui ne sait pas ou qui sait peu de choses du sujet dont on veut l'entretenir.

D'une manière générale, le grand public est considéré comme étant constitué de consommateurs des classes moyennes « soucieuses d'ascension sociale ou de conservation d'une position acquise » (Jacobi et Schiele, 1988, p. 34). C'est généralement à eux que s'adressent les médias non spécialisés qui cherchent souvent à atteindre le public le plus large possible et évitent les « agressions symboliques qui pourraient lui laisser croire que la science ne [leur] est pas destinée » (*Ibid.*, p. 31).

Pour que l'objectif de communication soit atteint, il faut bien connaître le public visé, car la démarche vulgarisatrice ne sera pas la même si le public à atteindre est

essentiellement constitué de femmes ou de travailleurs forestiers, par exemple. Plus le niveau d'hétérogénéité est élevé chez le public, plus l'information sera transmise dans une forme simplifiée. Par contre, si le public est suffisamment homogène, le message sera plus détaillé et le vocabulaire utilisé sera peut-être plus précis, parce qu'un certain niveau de connaissances pourra être supposé chez ce public (Shinn et Whitley, 1985, p. 17).

La communication des questions environnementales se fait généralement à l'extérieur des milieux universitaires. Voilà un détail important, car, contrairement aux étudiants d'une classe, le public des médias est rarement « homogène et captif » (Schiele, 1991, p. 174). Pour le scientifique, cela signifie qu'il ne peut transférer ses connaissances pour un tel public de la même manière qu'il le ferait devant une classe, par exemple. Il faut certes que des conditions favorables soient réunies pour que le public soit ouvert, réceptif et assimile les informations qui lui sont transmises; « Ce qui renforce la prétention des vulgarisateurs à revendiquer une position centrale entre ceux qui par fonction sociale ont pour métier de produire la connaissance et ceux qui ont pour métier de former à cette connaissance » (*Ibid.*, p. 175).

Dans ce projet de recherche, c'est le grand public qui est visé par le terme généralisateur « public ». Le public joue certes un rôle fondamental dans la relation qui unit le journaliste au scientifique, car nous prenons pour acquis que ces derniers travaillent en bout de ligne pour le public, mais aussi que le scientifique et le journaliste sont influencés par lui. C'est pourquoi il a sa place sur une des pointes du modèle triangulaire de la communication. Cependant, ce projet de recherche a été réalisé directement auprès de journalistes et de scientifiques et non auprès du public. Il a été limité à une arête du triangle (figure 2), celle reliant le journaliste au scientifique. En somme, chaque fois, la question du public (des attentes de celui-ci, notamment) a été évaluée à travers les perceptions des journalistes et des scientifiques.

2.2.2 Le ou la scientifique

Cet acteur de la communication des questions environnementales est celui qui produit la science au sens où la science est une « accumulation de connaissances » (Caro, 1990, p. 13). Il peut travailler dans le milieu universitaire, auprès d'organismes publics de recherche, auprès d'organisations non gouvernementales ou dans l'industrie. Dans bien des cas, qu'il soit spécialisé dans les sciences de la nature ou dans les sciences humaines, le ou la scientifique, en plus de ses activités de recherche, enseigne et encadre des étudiants aux cycles supérieurs, et ce, même si son milieu de travail est à l'extérieur du contexte universitaire.

Le scientifique a aisément accès à une grande partie des connaissances à transmettre lors de la communication des questions environnementales. Il constitue en quelques sortes la « source » d'information du journaliste et du public, ce qui lui confère une position privilégiée d'accès à la connaissance et de contrôle de la connaissance.

Sa formation et sa position dans son réseau professionnel lui confèrent souvent une grande crédibilité auprès du public, comme appartenant au groupe « scientifique » et non comme individu en tant que tel. C'est justement cette crédibilité auprès de l'opinion publique qui pousse le journaliste à recueillir les commentaires, les positions et les connaissances du ou de la scientifique. Dans le cas de l'environnement, le chercheur qui affiche sur la place publique une opinion, particulièrement s'il l'appuie d'un argumentaire scientifique, reçoit généralement une oreille attentive des médias, parce que sa « parole a souvent beaucoup de poids » (Perreault-Labelle, 2005, p. 58).

Le Conseil des sciences et de la technologie reconnaît que les scientifiques, en ayant « recours aux médias », obtiennent une « visibilité » auprès du grand public, qu'ils ne pourraient espérer sans l'aide des médias (*Ibid.*, p. 76). Ainsi, le CST affirme la pertinence des rôles du scientifique et du journaliste dans la communication, mais propose que ceux-ci, tout en maintenant leur place essentielle dans la situation, cherchent à s'allier plutôt qu'à alimenter une rivalité qui nuit à

l'objectif de diffusion des connaissances au grand public. Malgré cela, le Conseil des sciences et de la technologie maintient :

Jouissant d'un certain prestige auprès du grand public, les producteurs de savoir restent les premiers médiateurs des résultats de leurs travaux et leur contribution est généralement fort appréciée. Lorsque ces experts sont, au surplus, de bons communicateurs, ils constituent d'excellents ambassadeurs, qui réussissent admirablement à faire connaître et à mettre en valeur l'apport de la recherche [...]. Tous n'ont cependant pas les compétences nécessaires pour produire une bonne vulgarisation scientifique, [...]. Aussi, il importe d'aider les scientifiques et les technologues qui le souhaitent à acquérir les compétences nécessaires pour communiquer au-delà du cercle restreint des spécialistes [...]. (Conseil des sciences et de la technologie, *Ibid.*, p. 77)

La communication est une nouvelle responsabilité qui incombe aux scientifiques, particulièrement ceux qui bénéficient de fonds publics. La communication « des résultats, du produit de la recherche, et du processus qui y a conduit est une fonction que doit assumer le chercheur face à la communauté scientifique et, en particulier, face à l'organisme subventionnaire » (Goyette et Lessard-Hébert, 1987, p. 44).

Schiele (1991) écrit que les scientifiques ont souvent vu en la vulgarisation « un adjuvant à la pénétration de la pensée scientifique » (Schiele, 1991, p. 176). Pour un grand nombre de scientifiques, la communication du fruit de ses recherches et des ses démarches scientifiques, au-delà de la diffusion dans les milieux universitaires, est une occasion nouvelle de réfléchir à leur science, une occasion d'envisager leur discipline autrement et, aussi, d'en retirer une certaine notoriété, voire un certain prestige. Il s'agit donc pour eux d'une belle façon de transférer leurs connaissances et d'obtenir des subventions. En effet, de plus en plus, les organismes subventionnaires gouvernementaux accordent une grande importance à la communication des recherches. Le Centre de recherche en sciences et en génie du Canada affiche sur son site internet un document intitulé *Vulgarisation scientifique : Guide à l'intention des chercheurs* où il est stipulé : « La population a le droit de savoir ce que vous faites, car elle finance vos travaux, bénéficie des retombées de

vos recherches, en craint les conséquences et s'intéresse aux avancées scientifiques et technologiques » (CRSNG, 2006). Les scientifiques qui reçoivent un financement public sont en quelques sortes redevables du public; ils ont donc intérêt à ce que le fruit de leurs recherches lui soit bien vulgarisé.

Cependant, à l'intérieur même du milieu scientifique, les individus n'ont pas le même rapport à la vulgarisation. En effet, selon Jacobi et Schiele (1988), « les scientifiques renommés affichent une attitude bienveillante à l'égard de la [vulgarisation scientifique] », tandis que « les jeunes scientifiques ont tendance à condamner plus facilement la vulgarisation au nom d'une certaine morale scientifique » (Jacobi et Schiele, 1988, p. 33). Le jeune scientifique moins confiant et peut-être plus soucieux de faire sa marque parmi ses pairs serait plus méfiant à laisser aux journalistes le contrôle de la diffusion de la connaissance qu'il génère.

Gemme (2005) écrit, au sujet des scientifiques qui décideront d'apprendre à travailler avec les journalistes :

[I]ls comprendront vite qu'ils devront laisser quelques détails de côté et qu'il faudra renoncer à faire état de toute la complexité de leurs travaux. Pour éviter de voir leur argumentation amputée d'un pilier essentiel, ils devront réduire leur propos au minimum. [...] [M]ieux vaut choisir soi-même une idée simple, une seule, et la répéter au besoin. Cette manœuvre permettra au savant d'apporter, de manière beaucoup plus efficace, une contribution au débat public. (Gemme, 2005, p. 15)

Ainsi, il apparaît de plus en plus évident que la communication est devenue une activité à laquelle le scientifique peut difficilement échapper. Il peut cependant apprendre à communiquer plus efficacement ses connaissances au public. En analysant le rôle du scientifique dans la communication des questions environnementales, nous cherchons notamment à identifier les façons de travailler du scientifique qui pourraient être changées ou adaptées –s'il y en a– dans le but de mieux atteindre les objectifs de communication des sciences de l'environnement.

2.2.3 Le médiateur ou la médiatrice

Les théories de la communication font souvent appel au médiateur, à celui qui fait le lien entre deux acteurs, soit, dans le cas qui nous intéresse, entre le scientifique et le public. Jacobi et Schiele (1988) le décrivent comme celui qui est « responsable de la communication des éléments de pensée entre ceux qui les fabriquent, dans un langage abstrait mais nécessaire à un système hautement cohérent, et ceux qui, éventuellement, devraient après information avoir droit de regard sur les décisions qui en résultent » (Jacobi et Schiele, 1988, p. 16). Ils précisent la fonction du médiateur en ces termes : « assurer « une communication optimale au moindre « coût » entre créateur de culture et consommateur » », et son objectif, en ceux-ci : « offrir au récepteur la possibilité d'intégrer dans une structure de connaissance le contenu des messages produits » (*Ibid.*, p. 17).

Toujours selon les deux hommes, « la science a créé son propre mystère : pour rétablir un lien brisé, le vulgarisateur la démystifie en l'humanisant » (*Ibid.*, p. 15). Le médiateur rétablit donc « un lien brisé » entre le scientifique et le public.

Pour les fins de cette recherche, le journaliste incarnera le médiateur. En effet, les médias ont un grand rôle à jouer pour alimenter le public avec les récentes découvertes scientifiques, rendre compte des rebondissements sur la scène politique, nationale et internationale, etc. Le journaliste est non seulement le lien entre le scientifique et le grand public, mais aussi l'un des liens entre la science et le politique, par exemple. En faisant intervenir d'autres experts, d'autres interlocuteurs dans son travail au sujet d'un fait scientifique, il fait entrer une ou plusieurs nouvelles dimensions. Le journaliste place la nouvelle dans son contexte politique, notamment, et contribue donc à alimenter le public d'informations complémentaires.

Ainsi, les médias jouent le rôle de « témoins privilégiés » et rendent accessibles au public « les informations nécessaires à la connaissance des multiples dimensions et de l'évolution des enjeux actuels et futurs de ce patrimoine collectif qu'est l'environnement » (Sauvé et Boutard, 1991, p. 59). Déjà en 1978, l'UNESCO soulignait l'importance du rôle des médias dans le cas de l'environnement en ces

termes : « [les médias] ne devront pas se borner à diffuser des informations, mais [ils devront] éduquer la population pour la mettre à même de faire, à travers les images diffusées, sa propre lecture du monde et des événements » (UNESCO in Sauvé et Boutard, 1991, p. 61). Les médias doivent donc chercher à « éveiller l'intérêt et l'esprit critique » du public (Bélisle et Aït El Hadj, 1985, p. 15) et sont en quelques sortes un complément des écoles et des universités. Fayard (1988) abonde dans le même sens : selon lui, la vulgarisation, c'est comme donner un cours, mais devant un public qui n'est pas captif, comme peut l'être celui d'une classe, par exemple (Fayard, 1988, p. 24).

Pour sa part, De Rosnay affirme que la vulgarisation scientifique se veut toujours pédagogique (De Rosnay, 1994, p. 8). Or, selon Sauvé et Boutard, en environnement, la presse écrite peut poursuivre cinq missions : une mission d'information, une mission d'enquête, une mission d'analyse, une mission de formation générale et une mission d'éducation (Sauvé et Boutard, 1991, p. 59 et 60). La mission d'éducation va plus loin que les missions d'information et de formation, car « elle concerne le développement d'attitudes et de valeurs à la base d'un agir responsable à l'égard de l'environnement » (*Ibid.*, p. 60).

Ainsi, les médias écrits ne poursuivent pas seulement et systématiquement l'objectif d'éducation tel que décrit par De Rosnay. Il est donc important de bien identifier l'objectif visé, autant pour les scientifiques que pour les journalistes eux-mêmes. En effet, si le journaliste se voit investi d'une mission d'éducation, son attitude et son approche ne seront pas les mêmes que s'il poursuit un simple objectif d'information, qui consiste en la « transmission de « nouvelles » concernant des événements observés sur le terrain ou rapportés par des agences de presse ou autres informateurs » (Sauvé et Boutard, p. 59).

Moirand soutient que le journaliste, dans son discours, ne cherche plus « vraiment à « expliquer la science », mais à construire plutôt des représentations du monde scientifique et de ses relations avec le politique et la société, à travers un entrelacs de paroles empruntées à divers types d'*experts* » (Moirand, 2000, p. 46). Cela serait particulièrement vrai dans les cas où la science est « directement lié[e] à la santé

publique », comme dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de l'environnement (*Ibid.*). En faisant appel à différents « *experts* », le journaliste devient « chef d'orchestre ou arbitre d'une pluralité de voix qui se croisent et s'affrontent, plutôt qu'un intermédiaire discursif entre savants et profanes » (*Ibid.*).

S'il apparaît que le journaliste est un intermédiaire essentiel entre le scientifique et le public, il est toutefois aussi légitime de questionner le rôle qu'il doit jouer dans la poursuite des objectifs de communication des questions environnementales. Nous cherchons à identifier parmi ses façons de travailler avec le scientifique lesquelles le journaliste devrait modifier pour retirer davantage de la relation et ainsi mieux atteindre l'objectif communicationnel. Perreault-Labelle a écrit à ce sujet : « Face à des scientifiques peu habitués au monde des communications, les journalistes doivent faire leur bout de chemin. » (Perreault-Labelle, 2005, p. 57). Cette suggestion –bien que laconique– nous apparaît comme une première étape pour une communication plus réussie. Il reste maintenant à savoir quel est le chemin à suivre.

2.3 Le fossé entre les journalistes et les scientifiques

La structure triangulaire (figure 2) ne fonctionne pas aussi bien que le voudrait la théorie. Selon Hsieh (1984), les scientifiques et les journalistes ont différents points de vue sur une même chose en raison de formation différente et en raison d'intérêt personnel particulier pour la vulgarisation ou l'actualité (Hsieh, 1984, p. 39). En effet, la ligne reliant le scientifique au médiateur est, dans bien des cas, brisée, et les relations insatisfaisantes. Les mots « fossé » ou même « abîme » sont utilisés pour qualifier la distance qui sépare les scientifiques des journalistes (*Ibid.*, p. 38). Pour nombre de journalistes, les scientifiques sont des spécialistes isolés dans leur tour d'ivoire et n'ont pas de réels contacts avec le citoyen, et pour plusieurs scientifiques,

les journalistes comprennent souvent mal la science et prennent des raccourcis qui ne rendent pas justice à leurs travaux.

2.3.1 L'inexactitude des journalistes dans leur travail

Une des principales critiques adressées aux journalistes par les scientifiques est leur « inexactitude » (Hsieh, 1984, p. 14). Une inexactitude qui se divise en trois catégories : des « faits inexacts », une « terminologie inexacte » ou une « interprétation inexacte des résultats de recherche » (Tarleton (1953) *in* Hsieh, 1984, p. 15). Selon Krieghbaum, la façon de travailler des journalistes « tend à maximiser les inexactitudes et les distorsions des nouvelles scientifiques » (Krieghbaum (1967) *in* Hsieh, *Ibid.*). Plutôt que sur « inexactitude », Goodell insiste sur le terme « distorsions », ce qui, selon lui, inclut le « sensationnalisme », « les représentations erronées », les « citations erronées », une « surenchère » et une « sursimplification » des faits (Goodell (1977) *in* Hsieh, *Ibid.*, p. 18). En plus, les journalistes se font reprocher leur manque de travail d'analyse et d'enquête (*Ibid.*).

Pour Case (1992), il est clair que les journalistes environnementaux manquent de formation scientifique et que ceux-ci ont non seulement besoin d'une formation en sciences pures, mais également en géologie et en démographie, par exemple, quand vient le temps d'aborder la question des changements climatiques dans le premier cas et du surpeuplement, dans le deuxième (Case, 1992, p. 15). Selon Case, qui cite Carmody (1992), cette formation leur est nécessaire d'abord pour convaincre leur éditeur (de l'importance ou de la pertinence d'une nouvelle) et ensuite, pour convaincre le lecteur. Pour appuyer cette affirmation, Case réfère à une étude américaine qui démontre que 48 % des éditeurs de journaux (sur un total de 1 600 personnes) pensent que les hommes et les dinosaures ont cohabité sur la Terre. Selon lui, il s'agit d'une réalité « menaçante » parce que « quelqu'un à qui il manque autant de sens du temps géologique aurait sûrement beaucoup de difficultés à conceptualiser ou même à penser à ce que l'homme a fait à la Terre,

pour le pire et pour le meilleur, en un laps de temps relativement court » (Case, 1992, p. 15). Autrement dit, comment espérer que les médias mettent en perspective les changements climatiques qui affectent la planète pour bien informer le public si près de la moitié des éditeurs de journaux pensent que les dinosaures et l'homme ont cohabité à une époque sur la Terre ?

Par ailleurs, selon Hsieh (1984), l'inexactitude de certains reportages scientifiques est aussi attribuable aux scientifiques eux-mêmes, qui refusent de travailler avec les médias. Ainsi, les scientifiques doivent partager avec le journaliste la responsabilité de l'exactitude de la nouvelle. Hsieh cite Goodell (1977) qui parle d'une « cercle vicieux » : plus le scientifique retient l'information, plus le reportage du journaliste contiendra d'erreurs et d'inexactitudes, le scientifique sera d'autant plus amer et ainsi de suite (Hsieh, 1984, p. 21).

En outre, Char (2005) décrit le journalisme comme étant « à la jonction d'une certaine rigueur scientifique (fait objectif, recherche de contexte, mise en perspective) et de la séduction par des mots colorés, des figures de style vivantes qui font image » (Char, 2005, p. 261).

En positionnant ainsi le journaliste au carrefour de la science et de la séduction, Char l'éloigne considérablement du scientifique qui, lui, en principe, se situe uniquement dans le champ scientifique et, sauf exception, n'a que faire de la séduction du public. Le Conseil des sciences et de la technologie (CST) abonde dans le même sens en disant que « les règles de fonctionnement des médias ne sont pas nécessairement compatibles avec la dynamique propre aux activités scientifiques, celles-ci ne se prêtant pas toujours aux présentations spectaculaires ou séduisantes qu'affectionnent les premiers » (CST, 2004, p. 79).

Selon Singer (1990), pour rendre la science vivante et attirante aux yeux du public, les médias introduisent souvent trois types d'erreurs : des erreurs d' « omissions » (le journaliste oublie un aspect de l'information que le scientifique juge important); des erreurs d' « emphases » (le journaliste met l'accent sur un autre aspect de l'information que le scientifique) ou des erreurs de « faits » (le journaliste rapporte tout simplement des faits qui sont inexacts) (Singer, 1990, p. 102). Selon Singer, qui

se fie aux perceptions des scientifiques, rapportées dans des études préalables à la sienne, les journalistes font plus souvent les deux premiers types d'erreurs que le troisième. Par exemple, les journalistes omettent de rapporter des informations pertinentes au sujet de la méthodologie et des résultats, ils citent mal les chercheurs, ils omettent les noms des autres chercheurs de l'équipe, ils citent les scientifiques hors contexte, ils ignorent la continuité de la recherche par rapport à ce qui a été fait avant et leurs textes sont trop courts (*Ibid.*, p. 102 et 103).

À partir de ces informations (basées sur les perceptions des scientifiques), Singer a entrepris, en 1984, une étude sur l'exactitude de 42 articles parues dans « la crème de la crème » des médias américains, en comparant la nouvelle parue dans un quotidien à l'article scientifique correspondant paru, lui, dans une publication revue par les pairs. Elle avait identifié 11 types d'erreurs susceptibles de survenir. Singer en est arrivée à la conclusion que, sur 42 textes, seulement trois textes ne contenaient pas d'erreur (7,1 %), sept textes contenaient un erreur (16,7 %), 11 textes contenaient deux erreurs (26,2 %), 12 textes contenaient trois erreurs (28,6 %), six textes contenaient quatre erreurs (14,3 %), deux textes contenaient cinq erreurs (4,6 %) et un texte contenait six erreurs (2,4 %) (*Ibid.*, p. 112). L'auteure a aussi remarqué que plusieurs erreurs d'exactitude provenaient du « besoin des médias de dramatiser les résultats de recherche » (*Ibid.*, p. 111).

Aussi, selon Singer, 20 articles sur 42, soit 48 %, ne faisaient aucune mention de la méthodologie (*Ibid.*, p. 110). Pourtant, la méthodologie est un des éléments, aux yeux des scientifiques, qui font que la science est rigoureuse. En omettant complètement cette section d'une étude, le journaliste ne tient pas compte d'une partie de l'information et se prive d'outils pour exercer un jugement critique sur l'étude et son contexte. Même si les informations concernant la méthodologie ne sont pas transmises au public, elles peuvent permettre au journaliste d'éviter les erreurs, de vérifier la profondeur de la recherche et de la situer dans son contexte.

Par contre, d'autres chercheurs tiennent un discours beaucoup plus nuancé que Singer au sujet de l'exactitude des médias. C'est le cas de Caulfield et Bubela, qui se sont penchés particulièrement sur ce qu'ils appellent le « genohype » ou le

battage médiatique entourant les découvertes scientifiques en génétique. Certes, les auteurs reconnaissent que plusieurs observateurs croient que les médias exagèrent les découvertes en génétiques et ne sont pas rigoureux. En plus, ces reportages inexacts ou exagérés peuvent avoir « un impact négatif sur la compréhension du public » de la génétique et créer « un espoir ou des peurs injustifiées » et l'adoption de politiques publiques inappropriées (Caulfield et Bubela, 2004b, p. 53). Toutefois, selon Caulfield et Bubela (2004b), les médias sont majoritairement rigoureux et présentent des informations exactes, mais les scientifiques, eux, à travers les revues scientifiques, proposent souvent un message exagéré, surtout parce que la recherche est liée à des intérêts commerciaux (*Ibid.*). À partir de l'étude de 627 articles de journaux issus de 111 articles scientifiques (publiés dans des revues avec comité de lecture par les pairs) au Canada, aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Australie, Caulfield et Bubela (2004a) concluent que seulement 11 % des articles de journaux présentaient des informations modérément ou très exagérées, tandis que 63 % des articles présentaient des informations peu ou pas exagérées. En outre, selon leur recherche, 82 % des textes ne contenaient pas d'erreurs scientifiques ou techniques, 18 % en contenaient entre une et trois, et seulement deux articles (moins de 1 %) contenaient plus de trois erreurs (Caulfield et Bubela, 2004a, p. 1399). En plus, 15 % des articles de journaux (contre seulement 5 % des articles scientifiques) contenaient des informations quant aux risques associés à la découverte, mais 97 % des articles de journaux (contre 98 % des articles scientifiques) contenaient des informations sur les bénéfices potentiels de la découverte (*Ibid.*). En fait, selon l'auteur, les médias rapportent généralement « de façon étonnamment rigoureuse » les informations publiées dans l'article scientifique sans poser de jugement critique (Caulfield, 2004b, p. 337). En fait, le manque de rigueur dans ces cas-ci relèverait davantage de la nature de plus en plus commerciale de la recherche en génétique (*Ibid.*) que d'un travail inadéquat des médias grand public.

Caulfield (2004a) rappelle qu'en 1999, le Comité sur la science et la technologie de la Chambre des communes de Grande-Bretagne, était « suffisamment préoccupé [par la façon dont la science était rapportée] pour recommander que les médias

soient régis par un Code de pratiques qui « stipule que les nouvelles scientifiques doivent rapporter des faits exacts » » (Caulfield, 2004a, p. 178). L'auteur maintient toutefois que les journalistes font « de bonne foi le portrait de résultats de recherches influencées par l'industrie » étant donné la nature de plus en plus commerciale de la recherche dans le domaine de la génétique (*Ibid.*).

Il y a plus d'une façon de manquer de rigueur pour un journaliste. Selon Maher (1999), certains reportages peuvent donner l'impression que le consensus scientifique autour de la question est fort, alors que ce n'est pas le cas (Maher, 1999, p. 607). Selon l'auteur, qui cite Friedman, Dunwoody et Rogers (1999), cela se produit lorsque le journaliste a ignoré les commentaires d'un rapport, lorsque le journaliste n'a qu'une ou deux sources, lorsque le journaliste n'a pas regardé les limites de la méthodologie ou quand le journaliste n'a pas traqué les conflits d'intérêts (Maher, *Ibid.*). La plupart des journalistes s'entendent pour dire que ce sont pourtant là des principes de base du journalisme.

2.3.2 Les mauvaises perceptions entretenues à l'égard de l'autre

Le fossé entre le journaliste et le scientifique est souvent dû au fait que chacun entretient envers l'autre des perceptions biaisées qui teintent leurs rapports; il est vrai que les scientifiques ont parfois l'impression de voir leur message trahi par un journaliste qui l'aura mal compris ou mal rendu, qui aura utilisé des images ou des figures de style, par exemple, que le scientifique conteste.

C'est dans ce cadre qu'émergent les craintes de la communauté scientifique envers les pratiques de divulgation scientifique : on interprète souvent le fait de la communication au grand public comme une perte possible d'information, comme ayant un effet de banalisation, de « trivialisation » ou de dévaluation des connaissances, connotant ainsi négativement le travail de vulgarisation. (Calsamiglia, 2000, p. 35 et 36)

Les journalistes ne sont pas toujours des « interlocuteurs valables » aux yeux des scientifiques et ceux-ci préféreraient généralement faire affaire avec des journalistes spécialisés en sciences, parce que les premiers sont « incompetents » (Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 1985, p. 9). Les scientifiques se méfient donc très souvent des journalistes généralistes et lorsqu'il leur arrive de travailler avec eux, ils sont stressés jusqu'à la parution de l'article ou jusqu'à la diffusion du reportage et se disent : « Mon dieu! Qu'est-ce que l'on va m'avoir fait dire ? » (*Ibid.*). Cet extrait nous ramène au texte de Gemme (2004), cité en ouverture de ce mémoire. Dans les deux cas, les scientifiques craignent, de leur collaboration avec les médias, qu'elle ne rende pas justice à leurs travaux.

De la même manière, les journalistes ont plusieurs choses à reprocher aux scientifiques, qu'ils perçoivent parfois comme de piètres communicateurs, incapables de susciter l'intérêt du public. Ordinairement, les non-scientifiques, ce qui inclut les journalistes, perçoivent les scientifiques comme étant « distants », « renfermés », « secrets », « impopulaires » et « ayant l'esprit dirigé vers une seule chose » (Pion et Lipsey (1981) *in* Hsieh, 1984, p. 38). Au centre, le journaliste est perçu comme celui qui « maîtrise les discours de l'un [le scientifique] » et qui « compren[d] les besoins de l'autre [le public] » (Schiele, 1991, p. 170).

2.3.3 Les jeux de pouvoir

Pour comprendre le fossé qui semble exister entre les journalistes et les scientifiques, il est important de jeter un œil aux jeux de pouvoir entre ces acteurs. Selon Tristani-Potteaux (1997), il existe un « circuit de l'information » qui est « immuable » : « le chercheur doit publier dans une revue de prestige et ce n'est qu'après qu'il pourra se médiatiser, c'est-à-dire se produire dans les magazines ou devant les caméras » (Tristani-Potteaux, 1997, p. 72).

Mais l'auteure reconnaît que le « flux » de l'information est « sujet à de fréquents dysfonctionnements volontaires ou pas », comme en témoigne la figure 3.

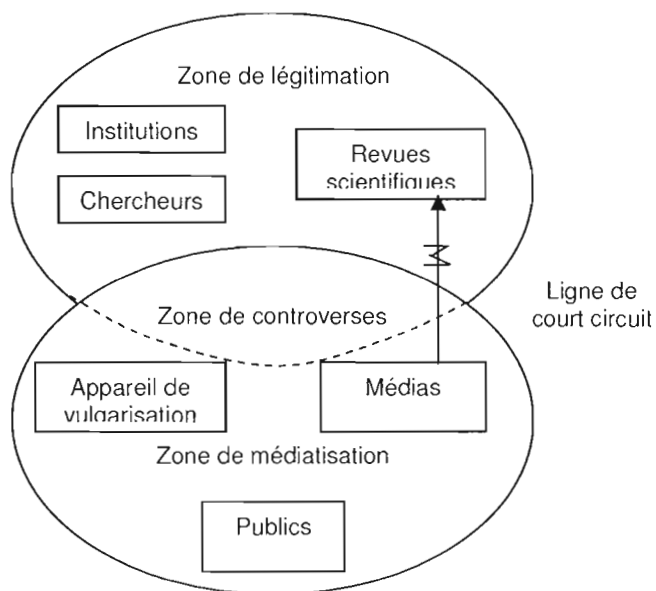


Figure 3 : Le flux de l'information
(Source : Tristani-Potteaux, 1997, p. 72)

Selon Tristani-Potteaux, le scientifique évolue dans la « zone de légitimation » en cherchant à faire reconnaître ses travaux par ses pairs et par la communauté scientifique en général. Le journaliste, lui, évolue dans la « zone de médiation », où se situe aussi le public auquel est destinée la communication. Selon l'auteure, le scientifique légitime d'abord son travail dans la première zone, avant d'investir la seconde zone, à travers divers mécanismes de communication, dont font partie les médias.

Tristani-Potteaux maintient qu' « entre les revues scientifiques et les médias généralistes, il y a théoriquement un sens unique », qui part des premières vers les seconds, et si l'information circule en sens inverse, il y a un « court-circuit », illustré ci-dessus (*Ibid.*, p. 73). Ainsi, l'auteure affirme que, lorsque le journaliste tire ses informations directement des revues scientifiques spécialisées ou de la communication entre scientifiques, sans passer par les scientifiques qui ont généré les connaissances, un « court-circuit » survient. En effet, si le journaliste se contente

souvent des données publiées dans les revues spécialisées et ne cherche pas à connaître l'avis ou les positions du scientifique et même les circonstances qui ont mené à ces données, le risque de diffuser des informations erronées ou inexactes est accru.

En plus, les deux zones « sont situées dans un temps et dans un espace différents et font appel à des techniques qui ont aussi des natures différentes ». Le scientifique qui veut donc agir dans les deux zones doit faire preuve de « souplesse » et d'une « grande capacité à s'adapter aux règles, parfois contradictoires, de l'un et l'autre univers » (*Ibid.* p. 73).

Aussi, le public, de son côté, est généralement vu comme « large, diffus, non différencié et passif » (Shinn et Whitley, 1985, p. 4). Il est supposé que le public ait peu ou aucune structure sociale interne, que les individus qui le constituent sont isolés, inorganisés, reçoivent passivement les connaissances et que cette acquisition de connaissances ait peu de conséquences sociales. (*Ibid.*) Également, il est supposé que les scientifiques et les journalistes vivent dans une bulle à part et qu'ils et elles ne font pas aussi partie du public.

Selon cette description, les échanges entre le public, les scientifiques et les journalistes sont rarement bidirectionnels et les scientifiques et les journalistes détiennent tous deux une forme de pouvoir. Par exemple, les scientifiques, comme générateurs de la connaissance, ont un pouvoir sur les journalistes et le public parce qu'ils sont ceux qui détiennent le savoir. En plus, la description qui a été faite, ci-dessus, du public conforte le scientifique dans sa situation de pouvoir, car il est, lui, en opposition au public, très organisé et possède les outils pour générer la « vraie connaissance » à l'écart des non scientifiques (Shinn et Whitley, 1985, p. 5 et 6).

Le désir de conserver le pouvoir qui est conféré aux scientifiques dans cette situation est sans contredit un facteur qui influence les relations entre le scientifique et le journaliste. En effet, le fait que les scientifiques soient forcés, dans un but d'efficacité de la communication, de s'en remettre aux journalistes pour diffuser les connaissances qu'ils génèrent constitue une concession de leur pouvoir quant à l'exclusivité qu'ils ont sur ces connaissances.

D'un autre côté, les journalistes, comme intermédiaires exclusifs –quand ils le sont– entre les scientifiques et le public, constituent un trou structural dans le modèle. En effet, Burt (1995) écrit qu'un individu dans un réseau peut devenir un « intermédiaires entre d'autres acteurs », « en se trouvant dans des positions intermédiaires ou encore grâce à de nombreuses relations exclusives » (Burt, 1995, p. 601). Selon Burt, dans la situation qui nous intéresse, soit entre le public et les scientifiques, les trous structuraux ou la faiblesse ou l'« absence » de relations constituent pour les journalistes « des opportunités entrepreneuriales de se poser en intermédiaire[s] contrôlant les flux d'information et la coordination des actions entre les acteurs se trouvant de part et d'autre de ce trou » (*Ibid.*, p. 602). Ainsi, le principal pouvoir de l'acteur en situation de trou structural réside dans le contrôle de l'information. Il peut exercer un certain pouvoir en utilisant les informations qu'il possède stratégiquement. Le journaliste peut occuper cette position privilégiée.

2.3.4 Le langage

Le fossé qui sépare le scientifique et le journaliste est aussi dû en partie à des problèmes de communication, parce que ces deux acteurs ne parlent souvent pas le même langage et n'utilisent pas le même vocabulaire. « Le vocabulaire scientifique est extrêmement riche, il est aussi très spécifique : chaque microdiscipline a son jargon, de l'une à l'autre les chercheurs ne se comprennent pas entre eux. » (Caro, 1990, p. 13). Toutefois, même si le langage constitue un obstacle à la relation entre les scientifiques et les journalistes, il n'est pas question pour le scientifique d'en changer puisque le langage spécialisé et complexe des scientifiques leur est souvent nécessaire.

C'est pourquoi nous pouvons lire dans le magazine de vulgarisation scientifique de l'Association pour l'avancement des sciences (ACFAS), *Découvrir* :

Sortir de son laboratoire est toutefois loin d'être simple. Les savants doivent d'abord « dé-jargonner » leur discours et s'adapter aux demandes des médias. « Il faut faire ses classes : savoir quoi dire, apprendre à se présenter et à donner des réponses courtes », dit Louis Bélanger, professeur au Département des sciences du bois et de la forêt québécoise. « Notre méthode naturelle de diffusion des connaissances est une publication scientifique, pas un communiqué de presse! », renchérit Gaétan Roy, président de l'Association des biologistes du Québec. (Perreault-Labelle, 2005, p. 56 et 57)

En plus, dans un contexte de communication des questions environnementales, « présenter des résultats et des conclusions de recherche à des non-spécialistes implique nécessairement de les sortir du contexte intellectuel dans lequel ils ont été générés » (Shinn et Whitley, 1985, p. 23). Ce faisant, « beaucoup de contenu et de détails circonstanciels, qui qualifient la véridicité » de ces résultats et conclusions est perdu en chemin (*Ibid.*).

Aux yeux des scientifiques, c'est lors de cette opération que les connaissances qu'ils génèrent sont vidées de leur substance. Cette étape apparaît cependant nécessaire à la compréhension du public. Il s'agit donc là d'un aspect important du fossé entre le journaliste et le scientifique.

2.3.5 Le rapport à l'actualité

Un autre des éléments qui entretient le fossé entre le scientifique et le journaliste est le rapport à l'actualité ou la différence qui existe entre le « fait scientifique » et l'« événement scientifique journalistique », une différence due essentiellement à « leurs règles de production » (Schiele, 1991, p. 172). Selon Schiele, il en résulte un « déphasage ». En effet, pour le scientifique, l'« événement scientifique », au sens où le journaliste l'entend, « n'existe déjà plus dans l'actualité scientifique : il a été produit, travaillé, éprouvé par la communauté scientifique laquelle, dans une certaine mesure, en autorise la publication » (*Ibid.*). La publication d'une nouvelle dans la presse généraliste nécessite la production d'un fait scientifique au préalable.

Ces différences au niveau de la production du « fait » ou de la « nouvelle » sont un des éléments fondamentaux qui éloignent professionnellement les journalistes et les scientifiques. Fayard (1988) soutient lui aussi que les scientifiques et les journalistes ont une conception différente du temps. Selon cet auteur, la science a un « besoin de ne s'exposer que sous une forme achevée et incontestable » (Fayard, 1988, p. 106). Ce « besoin » explique que le scientifique n'aime pas se prononcer et formuler un message avant d'avoir la confirmation que ce qu'il avance est vérifié et vérifiable.

Selon le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, les journalistes reprochent aux scientifiques de « n'avoir aucune idée de ce qu'est l'information ».

Dans le pire des cas, dit-on, ils [...] ignorent totalement [ce qu'est l'information] et vivent dans un ghetto, refusant tout contact. Quant à ceux qui ont compris son importance, ils en ignorent bien souvent les particularités, les règles et les contraintes. [...] Ils apparaissent comme des gens méfiants et sourcilleux, absolument inconscients des contraintes de temps, d'espace, etc., qui pèsent sur le travail du rédacteur. (Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 1985, p. 9)

Le Centre de formation et de perfectionnement des journalistes écrit aussi au sujet de la différence dans le rapport à l'actualité du journaliste et du scientifique :

Pour le savant, une « communication » est une date exceptionnelle. C'est l'aboutissement d'un travail long et rigoureux, sur des faits précis, contrôlés et reproductibles. Il soumet à la critique de sa communauté scientifique des événements qu'il a constatés, vérifiés, mesurés, reproduits, ainsi que ses conclusions, son raisonnement, ses méthodes. [...]

Le journaliste du quotidien rapporte chaque jour des faits ou des propos dont il a été témoin, parce que ces faits lui apparaissent intéressants ou utiles pour ses lecteurs. [...] La fraîcheur de l'information, le souci de ne pas être grillé par les journaux concurrents, sont des impératifs. (Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, Ibid., p. 8)

L'univers des médias est en un de rapidité, où les délais sont rapprochés. Cependant, pour bien des auteurs, cette rapidité affecte la qualité de l'information. Miller (2002) va même jusqu'à dire que « la rapidité est l'ennemi de l'exactitude » (Miller, 2002, p. 20). Il fait directement référence au battage médiatique qui a entouré l'annonce, aux États-Unis, du supposé premier être humain cloné en novembre 2001.

Selon Reed (2001), le journalisme et la science « opèrent avec des conceptions du temps très différentes »; le premier travaille dans « l'immédiateté et avec de courts délais de tombée dans la presse quotidienne » et la seconde avance à « une allure plus lente et accumule les connaissances scientifiques » (Reed, 2001, p. 285). Lors d'une étude auprès de journalistes et de scientifiques australiens, Reed s'est fait dire par les scientifiques et par certains journalistes que ceux-ci « voulaient que les médias leur accordent plus de temps pour la réflexion et l'élaboration de reportages » (*Ibid.*).

Le Service des communications de l'UQÀM, dans un document remis lors d'un *Atelier-échange sur les relations avec les médias*, explique : « Les journalistes ne peuvent pas prendre leur temps, ils n'en ont pas. Leur travail est lié à l'actualité, en partie imprévisible. » Le Service des communications ajoute : « Vous êtes pressé [en s'adressant au scientifique] ? Le journaliste a le même souci que vous. Vous avez tous les deux intérêt à avoir une conversation courte et efficace. » (Notes de références, p. 5). Dans le même document, le Service des communications essaie de démentir la croyance de certains scientifiques que, peu importe le temps que le scientifique accorde au journaliste, il n'en restera que quelques secondes en bout de ligne; « la contribution du professeur au reportage ne se limite pas aux 10 ou 20 secondes où il sera cité; il a aussi pour rôle de cadrer le sujet, de la mettre en perspective, de donner des informations utiles pour le reportage, de rectifier des faits erronés ou opinions contestables [...] » (*Ibid.*, p. 3).

La vitesse des médias a une influence sur les relations directes des journalistes et des scientifiques et sur leur façon de travailler ensemble, mais elle a aussi une influence sur le rôle des médias dans la société puisque les médias n'ont pas le

temps de jouer le rôle de chien de garde et de susciter les débats publics, selon Hotz (2002). Selon cet auteur, « dans trop de salles de presse, il y a du temps pour rapporter les plus récentes découvertes scientifiques, mais il n'y a pas de temps pour susciter des débats plus complexes sur la théorie ou sur les réglementations ou sur le rôle de l'industrie dans la recherche » (Hotz, 2002, p. 7). Selon l'auteur, des reportages suscitant les débats mèneraient les lecteurs dans des échanges d'idées qui « au bout du compte auraient probablement plus d'impacts sur la façon dont nous voyons le monde que nous habitons et notre place dans celui-ci » que les simples articles rapportant des découvertes scientifiques (*Ibid.*).

2.3.6 Le sensationnalisme des médias

Une autre critique formulée à l'égard des médias est leur sensationnalisme; les journalistes sont souvent forcés par leur affectateur, leur rédacteur en chef ou leur réalisateur, de trouver et couvrir les controverses. Or, ces événements sont souvent sans intérêt aux yeux des scientifiques (et parfois même, aux yeux des journalistes), mais la réalité des médias, qui veut que la controverse fait vendre –et donc, en quelques sortes, justifie le travail des médias– entretient cet état des choses. Cette quête de la controverse, parfois là où elle n'existe pas, creuse le fossé entre les journalistes et les scientifiques.

Dans tous les cas, le journalisme se base sur une méthode que certains qualifient d'« approximation heureuse ». On le voit, le journalisme n'est pas et ne sera jamais une science.

Décrire de manière rigoureuse des faits bruts ne peut se faire sans une certaine narration, une certaine dramatisation, récusant d'office l'exigence d'objectivité épistémologique. Il ne peut y avoir de véritable transmission d'information sans une certaine capacité de toucher le public sur le registre émotionnel. (Char, 2005, p. 261)

Cette « narration » et cette « dramatisation » ne font généralement pas partie du champ lexical du scientifique. Or, elles sont de plus en plus incontournables pour le

journaliste, ce qui l'isole d'autant plus du scientifique et de la recherche objective de faits quantifiés et quantifiables de ce dernier.

Les médias ont besoin d'attirer l'attention du public et une façon de le faire, selon Char (2005), c'est le « journalisme de « communication-émotion », [qui] expose habilement des faits secondaires comme étant des faits d'importance » (Char, 2005, p. 269). Selon Char, ce journalisme entraîne la « para-information », c'est-à-dire « des textes et des images à la signification très relative et réduite », et les « pseudo-événements », qui sont « des faits synthétiques qui touchent les émotions du public de manière indirecte, en lui offrant une base à partir de laquelle il est censé se faire une opinion ». Char rappelle aussi que : « Étymologiquement, informer veut dire mettre en forme. Cette mise en forme se fait avec un souci de communication, d'explication, d'analyse, de mise en perspective et, on l'aura deviné, avec un certain degré d'émotion » (*Ibid.*, p. 273). Ce journalisme que Char appelle « journalisme de « communication-émotion » », d'aucuns l'appelleraient sensationnalisme.

Dans le cas particulier de l'environnement, Case (1992) maintient que les événements ne se limitent pas à une « histoires entre des bons et des méchants », comme les journalistes le recherchent et qui laisserait toute la place au sensationnalisme, mais qu'ils nécessitent plutôt une « compréhension globale » (Case, 1992, p. 15). Ce désir d'amener le lecteur à une « compréhension globale » correspond, en d'autres termes, à viser une communication efficace. Si tel est l'objectif du journaliste, il faut qu'il fournisse au public une information exacte et de qualité. Or, Selon Fayard (1988), « ignorer les risques de distorsions à la réception [du message lors de la communication au grand public] signifie que l'on se préoccupe bien peu de l'efficacité de la transmission » (Fayard, 1988, p. 25) et, sombrer dans le sensationnalisme, la « para-information » et les « pseudo-événements », comme le disait Char ci-dessus, peut facilement être assimilé au fait d' « ignorer les risques de distorsions » du messages.

En outre, les scientifiques et les journalistes ont des perceptions très différentes de ce qui constitue un sujet de reportage intéressant. À l'intérieur même de la profession journalistique, ces perceptions peuvent varier en fonction du fait que les

journalistes soient des journalistes scientifiques ou des journalistes généralistes (Dunwoody (1986) *in* Goldstein, 1986, p. 75). En effet, une étude, réalisée en 1977 par l'American Association for the Advancement of Science, qui comparait la perception de la popularité d'un sujet d'actualité des scientifiques, des journalistes scientifiques et des journalistes généralistes démontrent que ces trois catégories d'acteurs n'ont pas du tout la même vision. Sur une échelle de 1 à 12, le 1 correspondant au sujet le plus populaire, les scientifiques et les journalistes scientifiques ont placé au premier rang « les données sur Mars produites par la sonde Viking », tandis que ce sujet n'occupait que la quatrième position pour les journalistes généralistes, alors que ces derniers avaient mis en première position « la violence à la maison et à l'école » (un sujet qui se retrouvait en sixième position pour les journalistes scientifiques et hors classement pour les scientifiques, c'est-à-dire qu'ils ne l'ont pas considéré comme un sujet digne d'intérêt) (*Ibid.*). En somme, les scientifiques et les journalistes (même ceux spécialisés en science) n'accordent pas la même importance aux sujets de l'actualité.

2.3.7 Le reportage équilibré

Aux yeux de bien des scientifiques, l'une des manifestations du manque d'esprit critique des journalistes, c'est le reportage équilibré, un reportage qui veut refléter tous les points de vue en cause sans égard à l'importance et à la représentativité de ceux-ci. Alors que le journaliste a l'impression de présenter une vision moins biaisée –et par conséquent, plus rigoureuse– d'une situation, le scientifique, lui, voit souvent le reportage équilibré d'un mauvais œil. Les journalistes ont tendance, selon les scientifiques, à avoir une définition très large des personnes qualifiées pour commenter une problématique scientifique (Weigold, 2002, p. 9). Singer (1990) prétend que, en cherchant à faire des reportages équilibrés, les journalistes donnent une trop grande place aux positions extrêmes (Singer, 1990, p. 111).

Dans un texte intitulé *Covering the Climate : Beware of False Conflict*, Houston (2002) affirme qu'au lieu de simplement opposer des points de vue, le journaliste doit « mettre en lumière une variété de perspectives scientifiques qui peuvent être distinctes les unes des autres sans être nécessairement contradictoires » (Houston, 2002, p. 52). Le journaliste doit, en plus, se méfier des opinions politiques qui se cachent derrière la science, car la tendance du journaliste à opposer les points de vue donne l'impression qu'il y a un « conflit » dans la communauté scientifique (*Ibid.*). Il est vrai cependant que le problème du reportage équilibré semble avoir pris beaucoup plus d'ampleur aux États-Unis, notamment autour de la question des changements climatiques, et ce, probablement parce que l'administration américaine a longtemps nié l'existence même des changements climatiques (Mooney, 2004, p. 28 et 29). Parce que ces deux courants de pensée (l'un niant les changements climatiques et l'autre les reconnaissant) étaient très forts et répandus, les journalistes devaient se faire l'écho des découvertes scientifiques et des controverses. Ce faisant, cependant, ils maintenaient la population dans un état d'ignorance, parce que le simple citoyen n'arrivait pas à discerner, parmi toutes les informations qu'il recevait, lesquelles étaient crédibles ou lesquelles l'étaient moins. La situation tend à changer parce que Houston cite John M. Wallace, professeur au département des sciences de l'atmosphère, à l'University of Washington, qui dit avoir appris de la bouche de deux journalistes, qu'ils ne se sentaient plus « contraints dorénavant de présenter le point de vue des sceptiques des changements climatiques dans leurs reportages sur le climat » (*Ibid.*, p. 54).

Toutefois, Mooney (2004) maintient que le reportage équilibré est une « forme paresseuse de journalisme qui ne fait aucune tentative pour aller au-delà des points de vue opposés » (Mooney, 2004, p. 28). L'auteur voit trois pressions sur le journalisme américain qui expliquent que les médias manquent de rigueur et que le reportage équilibré soit si répandu : les éditeurs réclament des reportages équilibrés, les journalistes n'ont pas les connaissances pour aller au-delà du reportage équilibré et les pressions indues de l'administration du président américain, Georges W. Bush, pour que soient entendues les voix discordantes (au plan scientifique) de scientifiques qui tiennent un discours qui fait l'affaire de l'administration américaine.

Selon Mooney, si le journaliste présente deux points de vue, l'un plus répandu et l'autre extrémiste (aux yeux des scientifiques), pour le public, ces deux points de vue sont également crédibles (*Ibid.*, p. 30). Mooney cite une étude sur la couverture des changements climatiques de quatre grands journaux américains de 1988 à 2002. Selon lui, les changements climatiques, ce n'est pas une problématique qui s'explique par « deux points de vue très polarisés », mais plutôt par un « spectre de résultats potentiels » (*Ibid.*, p. 29). Sur 636 textes, un peu plus de la moitié (52,7 %) accordait autant d'attention au point de vue répandu [« mainstream »] qu'au point de vue extrémiste [qui nie les changements climatiques ou s'en dit sceptique], alors que 6,2 % des textes ne présentaient que le point de vue extrémiste et 5,9 % des textes ne présentaient que le point de vue répandu (*Ibid.*, p. 30). Mooney a observé un changement dans la couverture des changements climatiques entre 1988 et 1990, alors que les journalistes sont passés d'une couverture de la science à une couverture « équilibrée » de la problématique (*Ibid.*). Pendant cette période le dossier des changements climatiques est devenu hautement politisé, selon l'auteur. La presse « de prestige » américaine a alors produit une « couverture biaisée » des changements climatiques en ce cachant derrière le « voile de l'équilibre journalistique » (*Ibid.*, p. 31). Pour remédier à la situation, Mooney propose que « les journalistes traitent avec un scepticisme considérable les affirmations de scientifiques marginaux et [qu'ils] cherchent ce que les plus importantes revues avec comité de révision par les pairs ont à dire à propos d'eux », et plus généralement, il invite les journalistes à « adhérer au principe que plus les affirmations [de ces scientifiques] sont bizarres et alarmistes, plus il faut faire preuve de scepticisme » (*Ibid.*, p. 35).

2.3.8 La relecture du texte du journaliste par le scientifique

Le dernier élément théorique qui appuie l'idée d'un fossé entre le journaliste et le scientifique et qui est présenté ici est le problème –considérable– de la relecture du texte du journaliste par le scientifique. Souvent, les scientifiques aimeraient avoir accès au texte du journaliste pour vérifier l'exactitude de son contenu scientifique avant la publication. Plusieurs journalistes s'opposent plus ou moins farouchement à la relecture ou révision de leurs textes. Myers (1979) décrit plus en détails l'objection du journaliste à « accorder le droit de réviser » un texte au scientifique en citant les arguments des journalistes qui prétendent que la relecture peut :

1) entrer en conflit avec leurs heures de tombées habituelles; 2) faire du scientifique un « héros » dans la nouvelle plutôt qu'une source comme les autres; 3) ne rien changer du tout parce que l'éditeur peut rechanger le texte; 4) affecter un article qui présente un portrait général où le scientifique joue un rôle mineur; 5) être une forme de « censure » et une « menace à la liberté de la presse »; ou 6) résulter en une bataille de pouvoir si le scientifique décide que le texte ne doit pas aller sous presse. (Myers, 1979, p. 39)

Toutefois, Myers (1979) a écrit : « les erreurs factuelles dans les nouvelles scientifiques et médicales pourraient être grandement réduites ou limitées en permettant aux sources de lire et de « corriger » les articles avant qu'ils ne soient imprimés ou publiés. Mais les journalistes froncent généralement les sourcils devant de telles pratiques « non éthiques » qui rappelle une forme de censure » (Myers, 1979, p. 49). En outre, Myers affirme que « parfois, une source peut être autorisée à relire seulement une partie du texte » pour s'assurer de l'exactitude des propos et pour suggérer des changements possibles (*Ibid.*).

Les scientifiques ont une forte perception que leur travail leur appartient, même lorsqu'il est présenté sur la scène publique, alors que, dans ces cas-là, les journalistes perçoivent plutôt le travail du scientifique comme ne lui appartenant plus (Reed, 2001, p. 289). Les journalistes ont aussi la conviction qu'ils sont les auteurs des articles sur la science dans les médias et donc, que le scientifique n'a pas à interférer dans leurs décisions concernant leurs articles; en fait, selon Reed, les

journalistes se voient comme appartenant au « vrai monde » contrairement aux scientifiques et croient qu'ils ont « le droit de décider de l'importance de la science et de choisir comment elle est présentée » (*Ibid.*). Reed cite un journaliste scientifique qui dit que les scientifiques « ne comprennent pas le pouvoir qu'ils ont, en terme de diffusion ou de rétention de l'information » et ajoute que les scientifiques « pensent que ce sont les journalistes qui ont le pouvoir » (*Ibid.*). Reed qualifie ces tentatives de contrôle ou de pouvoir, par le journaliste ou le scientifique, de « stratégies de protection de l'identité professionnelle » (*Ibid.*, p. 288).

Certains scientifiques, comme Tavris (1986), croient toutefois qu'il est normal qu'ils n'aient pas l'autorisation de relire le texte : « Je n'aimerais pas savoir lorsque je lis un article sur un politicien que l'article a été approuvé par le politicien avant sa publication. Il n'y a pas de raison que ce soit différent pour moi. » (Tavris (1986) in Goldstein (1986), p. 29). Ce ne sont cependant pas tous les scientifiques qui sont capables de vivre un tel détachement. Selon Reed (2001), « quand les scientifiques transmettent leur connaissance aux journalistes qui peuvent faire ce qu'ils veulent ou ce qu'ils ont besoin de cette connaissance, ils perdent un certain contrôle sinon leur statut qui est une partie de leur pouvoir. » (Reed, 2001, p. 286).

2.4 Le besoin de travailler ensemble ou la négociation

Selon Tristani-Potteaux (1997), les journalistes autant que les scientifiques ont besoin l'un de l'autre. Les premiers ont besoin des scientifiques « pour comprendre », « pour valider » et pour « témoigner » et les seconds ont besoin des journalistes, notamment pour « augmenter leur capital de crédibilité, voire leurs crédits » (Tristani-Potteaux, 1997, p. 86 et 87).

Miller (1986), dans *Un Guide pour une communication efficace avec les médias*, avance que, puisque le journalisme scientifique est la principale source d'information pour le public, et que si les scientifiques ne veulent pas que des charlatans

fournissent des informations inexactes aux médias, il est primordial que les scientifiques fassent l'effort d'aider les journalistes à informer le public (Miller *in* Goldstein, 1986, p. 97).

Selon Dean (2002), journaliste scientifique au *New York Times*, les scientifiques sont les seuls qui peuvent améliorer la qualité du journalisme scientifique, et ce, principalement pour deux raisons : d'abord, les sujets à couvrir en science sont nombreux et diversifiés et ensuite, la science devient de plus en plus spécialisée et il est difficile même pour un journaliste avec une formation scientifique de savoir ce qui est important ou non (Dean, 2002, p. 25). Dean maintient que ces difficultés sont insurmontables pour les journalistes, même pour le *New York Times*, avec ses 13 journalistes scientifiques. La solution repose entre les mains du scientifique qui doit aider le journaliste à comprendre la science.

Hsieh (1984), qui a fait une étude sur les relations entre les scientifiques et les journalistes à Taiwan, prétend, globalement, que plus un scientifique a d'interactions avec la presse, plus il aura une attitude favorable envers celle-ci. En effet, selon Hsieh, les scientifiques qui ont plus d'interactions avec les médias ont tendance « à percevoir le journalisme scientifique comme moins inexact » ; « à avoir une plus grande compréhension quant à l'inexactitude du journalisme scientifique et quant aux problèmes des journalistes scientifiques » ; « à avoir une attitude plus favorable et plus positive à l'égard du journalisme scientifique, des journalistes scientifiques et de la presse en général » et « être davantage prêts à accorder une entrevue à un journaliste scientifique » que les scientifiques qui ont moins d'interactions avec les médias (Hsieh, 1984, p. 148). Ainsi, plus un scientifique a d'interactions avec les journalistes, plus il sera à l'aise dans ces relations avec les médias.

Pour ce faire, Dean (2002) invite le scientifique à se préparer avant de rencontrer un journaliste ; en préparant des messages-clés, des photos, des cartes ou des graphiques et en encourageant le journaliste à poser tous les questions nécessaires pour comprendre, y compris celles qui, au premier abord, peuvent paraître idiotes. (Dean, 2002, p. 26).

Même si, selon Weigold (2002), la plupart des scientifiques n'ont rien à faire (ou si peu) du public non scientifique, ils doivent s'en soucier de plus en plus si le sujet de leur recherche est politique (Weigold, 2002, p. 3), ce qui est très souvent le cas en science de l'environnement.

Il est nécessaire de réfléchir à la façon de mieux réussir la communication des questions environnementales pour mieux l'incorporer dans un projet social et politique de sensibilisation à l'environnement.

Parler de pratiques divulgatrices amène à se poser des questions sur les divers *niveaux* de circulation des savoirs, en les confrontant aux différents types de relation entre les partenaires de la communication; cela amène à considérer le haut degré d'*intertextualité* propre à la diffusion des connaissances scientifiques qui s'appuient les unes sur les autres [...] et cela nous incite, enfin, à refuser les stéréotypes qui identifient systématiquement vulgarisation et perte ou perversion des connaissances, pour trouver un point d'équilibre entre rigueur, clarté, création d'intérêt et incarnation réelle des connaissances dans la vie sociale et politique. (Calsamiglia, 2000, p. 36)

De plus en plus de scientifiques se rendent compte de l'importance d'entretenir de bonne relation avec les journalistes et réalisent qu'ils ont besoin d'outils pour que la communication soit efficace. Malgré les difficultés du scientifique à travailler avec les journalistes, Dunwoody (1986) et Gastel (1986) maintiennent que les scientifiques peuvent être de bons communicateurs, à condition qu'ils comprennent les « contraintes et limites » dans lesquelles les journalistes opèrent (Dunwoody et Gastel (1986) *in* Goldstein, 1986, p. 8).

Selon Powledge (1986), les journalistes et les scientifiques ont en commun une éthique qui devrait leur permettre de mieux comprendre l'autre; les deux poursuivent le même objectifs : découvrir et communiquer la vérité (Powledge (1986) *in* Goldstein, 1986, p. 86). Même si leurs approches et leurs méthodologies diffèrent énormément, les journalistes et les scientifiques travaillent à ce même objectif qu'est la description honnête et utile de ce monde dans lequel nous vivons (*Ibid.*).

2.5 Questions spécifiques de recherche

En somme, la littérature explorée nous a permis de dégager huit éléments qui creusent le fossé entre les journalistes et les scientifiques : l'inexactitude des journalistes dans leur travail, les mauvaises perceptions entretenues par le scientifique et le journaliste à l'égard de l'autre, les jeux de pouvoir, le langage, le rapport à l'actualité, le sensationnalisme des médias, le reportage équilibré et la relecture du texte du journaliste par le scientifique.

Dans la question générale de ce projet de recherche présentée à la fin de la problématique (chapitre I), nous nous demandons comment combler le fossé entre les journalistes et les scientifiques, comment faire en sorte que les relations entre eux soient satisfaisantes au point où la communication des questions environnementales devienne efficace et induise des changements d'attitudes et de comportements chez le public. Ce projet se veut une occasion de réfléchir aux dynamiques sociales entre les journalistes et les scientifiques, ainsi qu'à une meilleure façon de réaliser la communication de l'environnement dans l'espoir que, mieux informé, le public posera des gestes concrets pour améliorer la qualité de l'environnement.

L'élaboration de ce cadre théorique nous a permis de dégager des questions plus spécifiques, auxquelles nous avons cherché des réponses lors de notre recherche :

- Est-ce qu'une formation en science (pour le journaliste) et une formation en communication (pour le scientifique) rendent plus faciles ou plus difficiles les relations entre le journaliste et le scientifique ? Si oui, comment ?
- De quelles manières le rapport au temps du journaliste et le rapport au temps du scientifique rendent-ils plus faciles ou plus difficiles les relations entre le journaliste et le scientifique ?
- De quelles manières le rapport à la nouvelle du journaliste et le rapport à la nouvelle du scientifique rendent-ils plus faciles ou plus difficiles les relations entre le journaliste et le scientifique ?

- De quelles manières les perceptions des scientifiques à l'égard des journalistes et celles des journalistes à l'égard des scientifiques rendent-elles plus faciles ou plus difficiles les relations entre le journaliste et le scientifique ?

Le cadre théorique et ces questions spécifiques de recherche ont servi de point de départ à l'élaboration des grilles d'entrevues (Appendices B et C), dont il sera question dans le chapitre suivant, soit celui présentant la méthodologie.

CHAPITRE III

LA MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, nous présentons la méthode scientifique qui sous-tend ce projet de recherche. Tout d'abord, nous expliquerons comment nous avons constitué l'échantillon de journalistes et de scientifiques que nous avons interviewés pour générer nos résultats. Ensuite, nous présenterons le logiciel d'analyse sémantique *Sémato*, que nous avons utilisé pour effectuer l'analyse de ces entrevues.

3.1 La revue de presse et l'échantillonnage

Afin d'atteindre nos objectifs de recherche, deux séries d'entretiens ont été menées : la première avec des scientifiques, spécialistes de la question du mercure au sens large, et la seconde, avec des journalistes qui œuvrent en environnement. Une analyse sémantique de ces entretiens a été réalisée afin de comprendre les relations entre le journaliste et le scientifique et dégager, selon les perceptions et les expériences de scientifiques et de journalistes, les aspects les plus faciles et ceux les plus difficiles de leurs façons de travailler ensemble, ainsi que les manières dont les scientifiques et les journalistes se perçoivent mutuellement.

Comme point de départ à cette recherche, une revue de presse a été réalisée; elle couvre divers médias écrits francophones canadiens, entre la période de janvier 2001 à décembre 2004, soit à partir de la mise sur pied du Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN). L'objectif de cette revue de presse était de voir la façon dont la problématique de la pollution par le mercure était traitée dans les médias écrits québécois.

À partir de la base de données EUREKA, une recherche avec le terme « mercure » a été menée. Au total, ce sont 257 articles qui ont été retenus. Ils abordaient la problématique du mercure au sens large et avaient été rédigés entre 2001 et 2004 par différents auteurs (APPENDICE A). Ils ont été publiés dans l'un des quatre quotidiens suivants : *La Presse* (83 articles), *Le Devoir* (81 articles), *Le Soleil* (66 articles), *Le Droit* (19 articles) ou dans le magazine *L'actualité* (8 articles). Notre choix s'est arrêté sur ces cinq publications parce que nous visions à cerner la couverture médiatique de la problématique du mercure auprès du grand public, et non pas auprès d'un public spécialisé. Aussi, pour des raisons d'accès aux archives, cette revue de presse ne couvre que la presse écrite, et non pas les médias électroniques. Pour les mêmes raisons, *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, bien qu'ils soient des quotidiens grand public, n'ont pas été inclus dans cette revue de presse parce que les archives ne sont pas accessibles au public, ni électroniquement ni sur microfilms.

Ensuite, pour constituer un échantillon en vue de la réalisation d'entretiens, les noms des scientifiques cités dans ces articles ont été notés; quelques-uns d'entre eux revenaient plus souvent que les autres.

Il s'agit de :

- Donna Mergler, 13 occurrences (Université du Québec à Montréal, membre du COMERN);
- Marc Lucotte, 7 occurrences (Université du Québec à Montréal, membre du COMERN);
- Éric Dewailly, 5 occurrences (Institut national de santé publique);
- John Salminen, 4 occurrences (Santé Canada);
- Richard Carignan, 3 occurrences (Université de Montréal);
- Émilien Pelletier, 3 occurrences (Université du Québec à Rimouski);
- Gina Muckle, 2 occurrences (Institut national de santé publique);
- Jean Lebel, 2 occurrences (Centre de recherches pour le développement international);
- Charles Santerre, 2 occurrences (University Purdue, Indiana).

Un de ces scientifiques a été retiré de notre échantillon; le deuxième, Marc Lucotte, parce qu'il s'agit de l'un des directeurs de recherche de ce présent mémoire. Également, John Salminen, de Santé Canada, nous a exprimé son refus de participer à ce projet.

Pour finaliser la constitution d'un échantillon de scientifiques, deux autres scientifiques ont été sélectionnés, bien qu'ils n'apparaissent pas du tout dans notre revue de presse. Ces deux scientifiques, Marc Amyot (Université de Montréal) et Laurier Poissant (Environnement Canada), ont été retenus, pour constituer une portion de notre échantillon de scientifiques oeuvrant sur la problématique du mercure, mais qui n'entretiennent vraisemblablement que peu de relations avec les médias. Nous avons choisi de les interviewer étant donné la grande reconnaissance dont ils jouissent auprès de leurs pairs et parce qu'ils sont aussi tous les deux membres du COMERN. Leur crédibilité scientifique a été confirmée par le grand nombre de publications scientifiques dont ils sont auteurs ou coauteurs. Toutefois, leurs contacts avec les journalistes (du moins pour la période et les médias couverts par notre revue de presse) semblent limités. Ces deux scientifiques viennent enrichir notre analyse en nous permettant d'identifier et de comprendre les raisons (perçues ou factuelles) qui gardent un scientifique de pointe à distance des journalistes.

Ces retraits et ces ajouts mènent à neuf le nombre de scientifiques (dont trois font partie du COMERN) qui ont été interviewés dans le cadre de ce projet de recherche.

Ensuite, pour constituer un échantillon de journalistes, les noms des auteurs de ces 257 articles sur le mercure ont été notés. Certains d'entre eux revenaient plus souvent que les autres.

Il s'agit de :

- Louis-Gilles Francoeur, 46 occurrences (*Le Devoir*);
- Charles Côté, 14 occurrences (*La Presse*);
- Mathieu Perreault, 10 occurrences (*La Presse*);
- Judith Lachapelle, 6 occurrences (*La Presse*);
- Fabien Deglise, 6 occurrences (*Le Devoir*);
- Anne-Louise Champagne, 5 occurrences (*Le Soleil*);
- Jean-Philippe Fortin, 4 occurrences (collaborateur, *La Presse*);
- Michel Legault, 4 occurrences (*L'actualité*, rédacteur en chef de *L'actualité médicale*);
- Sophie Malavoy, 1 occurrence (journaliste à *Découverte*, télévision de Radio-Canada);
- Dominique Forget, 1 occurrence (pigiste, journaliste revue *Découvrir*).

Cette fois-ci, un certain tri a été effectué pour ne conserver que les journalistes qui apparaissent le plus souvent et qui étaient réputés couvrir (ou avoir couvert) les questions environnementales au sens large, ce qui incluait, dans le cas qui nous intéresse, la science, la santé, l'alimentation et l'agriculture. C'est d'ailleurs pour cette raison que les deux dernières journalistes (Sophie Malavoy et Dominique Forget) ont été ajoutées à la liste malgré qu'elles n'apparaissent qu'une seule fois dans notre revue de presse, car elles couvrent la science, mais à titre de pigiste, ce qui explique leur présence limitée dans notre revue de presse. La majorité de ces dix journalistes travaillent dans une entreprise de presse quotidienne, à l'exception des trois derniers, qui apparaissent dans notre revue de presse, mais qui, dans le cadre de ce mémoire, sont considérés comme écrivant dans la presse spécialisée, étant donné leur affiliation –en temps normal– à des médias spécialisés (en science ou en médecine). Ces journalistes se distinguent donc des sept autres parce qu'ils

travaillent dans la presse spécialisée (presse écrite ou télévision), mais qu'ils collaborent également à la presse destinée au grand public, comme celles couvertes par notre revue de presse. Pour cette recherche, ils occupent une position privilégiée pour témoigner, selon leurs perceptions et leurs expériences, de la situation autant dans la presse grand public que celle spécialisée. En conservant ces trois journalistes, nous nous sommes donné l'occasion d'enrichir notre analyse des perceptions de journalistes oeuvrant dans la presse spécialisée, mais travaillant aussi à l'occasion dans la presse généraliste. Au total, ce sont dix journalistes qui ont été interviewés.

Les grilles d'entrevues de ces 19 entretiens ont été élaborées en fonction de notre cadre conceptuel. Ces deux grilles (l'une pour les scientifiques, l'autre pour les journalistes) sont très semblables, puisqu'ils ont pour but de faire parler autant les journalistes que les scientifiques des mêmes sujets : soit la façon dont ils travaillent ensemble et les perceptions qu'ils ont de leur rôle respectif et de celui de l'autre. Le but de cette démarche était de dégager s'il existe des façons de faire, des perceptions, des objectifs, etc. généralisés chez les deux groupes. Ces entretiens ont permis de voir de quelles manières les journalistes travaillent avec les scientifiques, quelles sont leurs approches et leurs attentes quant à leur travail avec ceux-ci et vice-versa. Une copie des deux questionnaires est présentée en annexe de ce document (Appendice B et Appendice C).

Au bout de cette phase de recherche sur le terrain, une analyse qualitative des réponses obtenues lors des entretiens a été menée à l'aide du logiciel *Sémato*⁴, un logiciel d'analyse sémantique des documents écrits, conçu notamment pour l'analyse des entretiens semi-dirigés comme ceux que nous avons réalisés (Saint-Charles et Mongeau, 2005).

⁴ Site de *Sémato*, <http://fable.ato.uqam.ca/guidexpert-ato/gea.asp>.

3.2 Le logiciel d'analyse sémantique *Sémato*

Sémato est un logiciel d'analyse sémantique qui a été mis au point à l'Université du Québec à Montréal pour des fins de recherches universitaires. Il a été conçu, notamment, pour l'analyse d'entrevues semi-dirigées, comme celles qui constituent le corpus de cette étude⁵.

Dix-huit de nos 19 textes ont été saisis et codés pour être analysés par le logiciel *Sémato*. Le dix-neuvième texte ne fait pas partie du corpus analysé par *Sémato* parce que l'entrevue a été menée en anglais et *Sémato* ne peut qu'analyser une langue à la fois (l'anglais ou le français) et non un corpus contenant des textes écrits en anglais et d'autres en français. Ce texte a donc été analysé séparément, sans l'aide d'un logiciel, en croisant les propos de son auteur avec ceux des autres locuteurs.

Toutes les entrevues ont été transcrites (par trois transpositeurs) et correspondent, pour l'analyse, à un texte sous forme de questions et de réponses. Chaque texte a reçu un pseudonyme pour que l'on ne puisse identifier un propos à son auteur à la lecture de ce mémoire. Si le locuteur était une femme, elle recevait un prénom féminin et s'il était un homme, un prénom masculin. Pour les fins d'analyse, les journalistes se nomment maintenant : Brigitte, Catherine, Gaëlle, Gérald, Michel, Nicolas, Pauline, Pierre, Robert et Victor. Les scientifiques, quant à eux, se nomment désormais : Arthur, Benoît, Clément, Gontrand, Gustave, Justine, Karine, Patrick et Pedro. Quand ces prénoms seront cités dans le présent document un S ou un J entre parenthèse nous indiquera s'il s'agit des propos d'un scientifique (S) ou d'un journaliste (J).

Lors du codage des textes des 18 entrevues, chaque paragraphe (qui correspondait, soit à une question, soit à une réponse) a été identifié à des fins d'analyse par un thème, qui correspondait au propos général abordé par le locuteur dans le paragraphe. Ces thèmes ont été induits par les questions du guide d'entrevue (formulées à la lumière du cadre théorique) ou ont émergé à la lecture de notre

⁵ Site de *Sémato*, <http://fable.ato.uqam.ca/guidexpert-ato/gea.asp>

corpus. Dans ce deuxième cas, aucune question portant précisément sur le thème n'a été posée, mais les locuteurs ont eux-mêmes abordé le sujet en répondant à d'autres questions. Les thèmes ont servi, lors de l'analyse, à cerner des parties du corpus où nous voulions que le logiciel *Sémato* porte son attention, effectuant ainsi une analyse plus précise du discours des journalistes et des scientifiques interviewés. En effet, lors de plusieurs analyses, nous avons pu lancer des requêtes intitulées « Réseaux de similitude » qui ont apporté des résultats intéressants. Lors de ces requêtes de « Réseaux de similitude », *Sémato* analyse « la distance entre des unités de regroupement textuel du corpus », c'est-à-dire qu'elles « permettent de faire ressortir les ressemblances entre les textes en fonction d'une variable »⁶. Dans bien des cas, les réseaux de similitude identifiés par *Sémato* servaient de point de départ à une analyse plus systématique des sections de textes codés.

Nous présentons les résultats de nos analyses en 15 sections dont voici la liste (les thèmes émergents –plutôt qu'induits– sont identifiés entre parenthèses) :

1. La relation entre les journalistes ou les scientifiques;
2. La formation;
3. La préparation avant la communication;
4. L'identification de la nouvelle;
5. Le traitement de la nouvelle;
6. La révision du texte du journaliste par le scientifique;
7. La rigueur dans les reportages (thème émergent);
8. La vitesse des médias (thème émergent);
9. Le reportage équilibré (thème émergent);
10. Le contrôle de l'information par les scientifiques (thème émergent);
11. La personne la mieux placée pour vulgariser la science;
12. Les subventions;
13. L'absence de certains scientifiques dans les médias;
14. Les objectifs du scientifique et du journaliste quant au public (thème émergent);
15. Le rôle des médias en environnement.

⁶ Documentation de *Sémato*, <http://fable.ato.uqam.ca/guidexpert-ato/gea-top.asp>

CHAPITRE IV

LA PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Dans ce chapitre, nous présenterons le portrait que notre étude dresse de la situation. En fonction de différents éléments (issus de nos guides d'entrevue), nous présenterons les résultats de recherche qui qualifient la façon de travailler ensemble des journalistes et des scientifiques.

4.1 Portrait de la situation révélé par l'étude

Dans les pages qui suivent, chacun des 15 éléments présentés dans la section 3.2 du chapitre précédent seront mis en contexte en présentant la ou les questions de notre guide d'entrevue auxquelles ils se rattachent. Ensuite, les résultats de nos entretiens seront présentés. Souvent, des passages significatifs des entrevues que nous avons réalisées seront également présentés pour illustrer la situation.

4.1.1 La relation entre les journalistes et les scientifiques

Dans cette section, nous avons cherché à illustrer la façon dont les journalistes et les scientifiques travaillent ensemble. Nous avons retenu les éléments très factuels qui décrivent la situation. Nous cherchions donc à répondre aux questions suivantes :

- Dans le cadre de votre travail, communiquez-vous directement avec des scientifiques (ou avec des journalistes) ?
- De quel type de communication s'agit-il (face-à-face, courriels, téléphones) ?
- (Aux journalistes :) Contactez-vous vous-mêmes les scientifiques ou si ce sont eux qui communiquent avec vous quand ils ont une nouvelle à diffuser ?
- (Aux scientifiques :) Contactez-vous vous-mêmes les journalistes ou si ce sont eux qui communiquent avec vous quand ils ont besoin d'une information ?

Évidemment, puisque notre échantillon était constitué de journalistes et de scientifiques dont les noms apparaissent dans une revue de presse sur la problématique du mercure, couvrant la période de 2001 à 2004, nous savions que la réponse à la première question serait forcément positive. Par ailleurs, nous avons aussi dans notre échantillon de scientifiques, deux scientifiques qui ont été choisis, justement, parce qu'ils étaient absents de cette revue de presse malgré qu'ils mènent tous deux des recherches sur le mercure et qu'ils soient reconnus par leurs pairs. Ces deux locuteurs ont répondu à cette question qu'ils ne travaillaient que très rarement avec les médias. Nous nous attarderons à leur statut particulier dans la section 2.13 de ce chapitre. Pour la majorité de nos répondants, le téléphone est l'outil de communication privilégié. Certains répondants communiquent aussi en personne (surtout lors de colloques et de conférences ou lors de la rédaction d'un dossier plus approfondi). Seuls deux journalistes ont répondu qu'ils privilégiaient d'abord la rencontre face-à-face et ensuite, la communication téléphonique. Ces deux journalistes travaillent pour la presse spécialisée.

À la question de savoir qui, du journaliste ou du scientifique contacte l'autre, la très grande majorité des répondants affirment que ce sont les journalistes qui entrent en

contact avec les scientifiques. Par ailleurs, certains répondants ont affirmé que le contact direct entre le scientifique et le journaliste se faisait souvent après un événement de communication organisé par un service de presse (conférence de presse ou communiqué de presse) ou après un événement scientifique (colloque, congrès, etc.).

4.1.2 La formation

Dans cette section, nous nous attardons à la formation du journaliste et du scientifique; d'abord, à leur formation personnelle (c'est-à-dire leur parcours universitaire et professionnel), mais ensuite, à l'importance que l'un et l'autre accordent à la formation de l'autre, particulièrement à une formation en science pour le journaliste et à une formation en communication pour le scientifique. Voici les questions qui nous ont permis de générer les données présentées ci-dessous :

Questions posées aux journalistes :

- En mettant l'accent sur le journalisme en environnement, quel est votre parcours professionnel ?
- Avez-vous fait des études en journalisme ?
- Avez-vous une formation scientifique ?
- Croyez-vous nécessaire pour un journaliste qui traite d'environnement qu'il ait une formation (ou un background) scientifique ?
- Votre formation scientifique (s'il cela s'applique) vous sert-elle dans votre travail de journaliste ?
- Pensez-vous qu'une formation scientifique vous manque par moments (si cela s'applique) ?

Questions posées aux scientifiques :

- En mettant l'accent vos recherches en environnement, quel est votre parcours professionnel ?
- Quelles études avez-vous fait ?
- Avez-vous une quelconque formation en communication ?
- Croyez-vous nécessaire pour un scientifique d'avoir une formation en communication ?
- Pensez-vous qu'il soit nécessaire ou pertinent d'avoir une formation scientifique pour un journaliste qui traite d'environnement ?

Sur les dix journalistes interviewés, quatre avaient reçu une formation scientifique (en génie chimique, en biologie ou en génie métallurgique). Les autres avaient des formations en communication ou en littérature, en droit et en philosophie.

La question de la pertinence d'une formation scientifique pour le journaliste qui traite d'environnement a été posée autant aux scientifiques qu'aux journalistes. La majorité des répondants (dont la moitié des journalistes) ne croit pas que ce soit nécessaire, mais affirme malgré tout que c'est très utile. Seulement trois personnes (toutes journalistes) ont affirmé qu'une telle formation n'était pas nécessaire. Les quatre journalistes qui ont une formation en science sont partagés sur la nécessité de celle-ci, bien qu'ils reconnaissent tous qu'elle les aide dans leur travail.

Il a été demandé aux scientifiques s'ils considéraient qu'une formation en communication leur était nécessaire et cinq d'entre eux ont répondu que oui. Deux autres ont répondu que ce n'était pas nécessaire. Cependant, seulement deux des scientifiques avaient effectivement reçu une telle formation en communication. Dans les deux cas, il s'agissait de formation sous forme d'ateliers et d'échanges et non pas d'une formation sanctionnée par des crédits universitaires.

Avec le logiciel *Sémato*, nous avons procédé à une analyse des passages identifiés sous le thème « formation » de notre corpus. Ce thème regroupait toutes les questions associées à la formation telles que présentées ci-dessus. *Sémato* a mis au jour deux réseaux parmi nos 18 locuteurs. Le premier réseau était constitué de 14 locuteurs (huit journalistes et six scientifiques) dont les noms sont les suivants : Pauline (J), Benoît (S), Clément (S), Gustave (S), Brigitte (J), Justine (S), Karine (S), Catherine (J), Michel (J), Gaëlle (J), Pierre (J), Nicolas (J), Arthur (S) et Robert (J).

Le second réseau n'est constitué que de Gérard (J) et Gontrand (S). Deux locuteurs, Victor (J) et Patrick (S) ne figuraient dans aucun réseau, c'est-à-dire que leur discours ne ressemblait en rien au discours des autres locuteurs, mais ne se ressemblaient pas non plus entre eux.

Voici le réseau de similitude au sujet de la formation tel que présenté par *Sémato* :

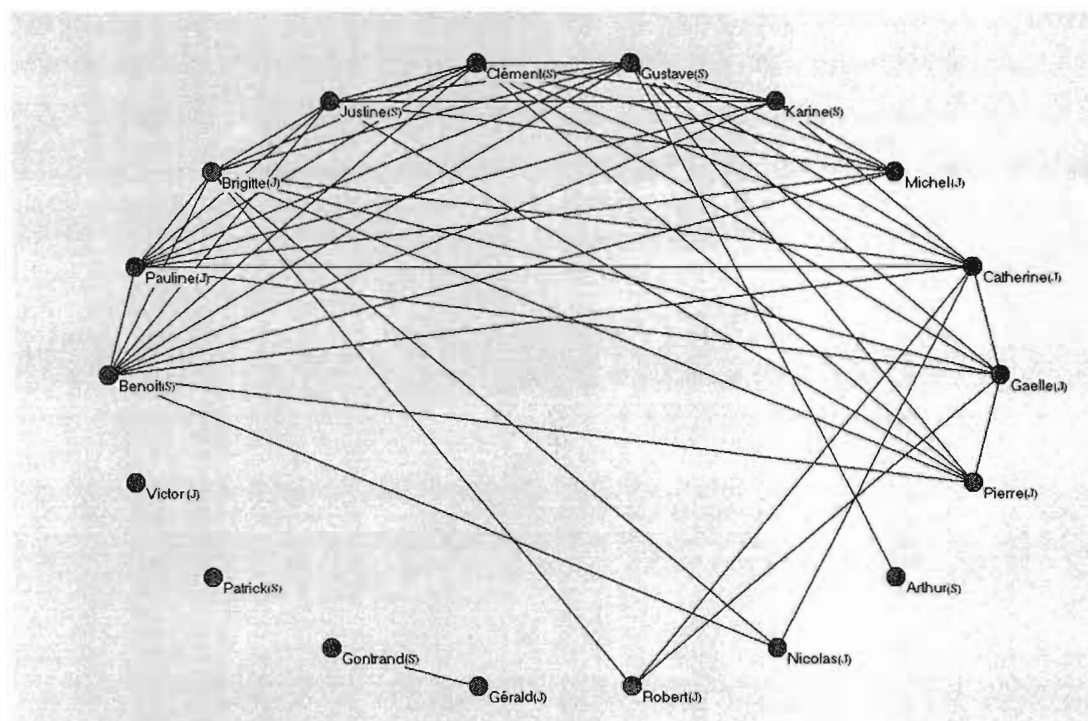


Figure 4 : Réseaux de similitude, thème : formation
Source : <http://fable.ato.uqam.ca/guidexpert-ato/grenade/sorties/G16480.htm>

Nous constatons en regardant ce graphique que la majorité de nos locuteurs (14 d'entre eux) sont regroupés en réseau, c'est dire que, selon *Sémato*, ils tiennent un discours relativement semblable sur le thème de la formation; on constate en effet dans leur propos une ouverture à l'idée de formation en communication pour les scientifiques et à l'idée de formation en sciences pour les journalistes. Leur discours est cependant nuancé : la formation n'est pas une nécessité, mais plutôt un

avantage. Il est important de spécifier que ces résultats ne signifient pas que les locuteurs disent la même chose, mais indiquent plutôt que ceux qui sont en réseaux utilisent les mêmes mots pour parler du thème de la formation.

Les propos de Pauline (J), qui a le pourcentage de gains en similitude le plus élevé (figure 5) parce que son discours ressemble le plus à celui de l'ensemble des autres, illustre bien la position d'ouverture décrite ci-dessus : il s'agit d'une journaliste qui a une formation en science et qui, en plus, donne des formations en communication à des scientifiques.

Unité	Similitude
pauline	8.1382
benoit	8.1266
clément	7.3002
gustave	7.0077
brigitte	6.9367
justine	6.8339
karine	6.3409
catherine	5.6549
michel	5.6101
gaelle	5.6060
pierre	5.1617
nicolas	4.3174
arthur	4.3060
gérald	4.0855
robert	4.0045
gontrand	3.9716
victor	3.3814
patrick	3.2166

Figure 5 : Pourcentages des gains en similitude, thème : formation

Source : <http://fable.ato.uqam.ca/guidexpert-ato/grenade/sorties/G16480.htm>

L'analyse des propos des 14 locuteurs constituant le réseau le plus large nous permet en effet de dégager de nombreuses similitudes. Par exemple, Pauline (J) considère que sa formation en sciences lui est utile dans son travail :

Je crois qu'une formation scientifique qui est utile, quelle que soit la formation, peut-être pour la rigueur, pour la compréhension de base de comment ça fonctionne. Parce qu'en fait, moi, j'ai étudié dans un domaine, mais j'ai couvert toutes sortes d'autres domaines. C'est impossible d'avoir une formation scientifique généraliste. C'est très vaste. [...] Mais je pense que [ma formation] m'a été utile pour la rigueur, mais surtout pour une connaissance du milieu. J'ai fait de la recherche aussi, je crois que ça m'a aidée. Le monde de la recherche, ce n'est pas quelque chose d'étranger pour moi.

Brigitte (J), Gaëlle (J) et Robert (J) ont une formation scientifique et tiennent aussi ce discours. Les quatre journalistes qui ont reçu une formation en science (qui font tous partie du premier réseau) sont donc d'avis qu'elle leur est utile dans leur travail de journaliste. Brigitte (J) ajoute cependant que la formation scientifique du journaliste doit rester « de base », parce qu'à trop se spécialiser, un journaliste court le « risque d'être un peu trop pointu ».

Toutefois, comme nombre de journalistes et de scientifiques, Pauline (J) ne considère pas qu'une formation en sciences soit nécessaire pour tous les journalistes, notamment parce que d'excellents journalistes n'en ont pas :

Je pense qu'on peut être journaliste sans avoir une formation scientifique. [...] Il y a de très bons journalistes, comme Yanick Villedieu [journaliste à la radio de Radio-Canada], qui n'a jamais eu de formation scientifique, mais qui est très fort dans son domaine parce qu'il a pris le temps d'apprendre par lui-même.

Catherine (J) n'a pas de formation scientifique, mais dit :

Moi, je n'avais pas de background [en science], mais j'avais fini par comprendre comment ça fonctionnait. Je pense que c'est d'abord ça l'important. Moi, je m'adresse à des gens qui n'ont pas nécessairement de background [en science] et mon idée, c'est que si, moi, j'arrive à comprendre, tout le monde va comprendre. Moi, je pars de la base. J'ai une base scientifique comme la moyenne des gens puis, à partir de là, je pose beaucoup de questions qui peuvent avoir l'air des fois niaiseuses. Mais j'arrive à la fin à comprendre ce qui se passe et j'arrive à la fin à l'expliquer aux gens.

Un journaliste comme Michel (J), qui n'a pas de formation en science, a avoué avoir été « obligé de se rattraper sur le tas », notamment en lisant les « bouquins de chimie » de ses enfants. Selon lui, une formation en science n'est pas nécessaire parce que « c'est très facile de se faire expliquer un problème scientifique ». Il ajoute : « Avec un minimum de bon sens et un minimum de connaissances, je comprends la question scientifique qui est toujours accessoire par rapport à la question du choix social et politique. » Nicolas (J) dit aussi qu'« avec la curiosité, on est toujours capable de trouver des réponses à nos questions ».

Karine (S), une des scientifiques du plus grand réseau illustré à la figure 4, affirme qu'une formation scientifique n'est pas « obligatoire » pour le journaliste, surtout parce qu'« aujourd'hui, avec les moyens de communication, quelqu'un qui s'intéresse à la science peut apprendre sans suivre de cours ». Gustave (S), qui fait pourtant partie aussi de ce réseau, maintient que le journaliste devrait avoir une formation en science, que ce n'est pas seulement utile, mais souhaitable :

Oui [c'est nécessaire pour un journaliste qui traite d'environnement qu'il ait une formation en science]. Même quand un journaliste a une formation scientifique, la science est trop complexe. Si on veut rapporter une nouvelle scientifique de pointe, il faut avoir une formation. [...] Ça doit être facile pour un journal de demander comme pré requis qu'en plus d'avoir un diplôme en communication, la personne ait aussi au moins un certificat en environnement ou quelque chose d'autre.

Le seul scientifique qui ne figure dans aucun réseau, Patrick (S), affirme comme Gustave (S) que les journalistes ont absolument besoin d'une formation en science :

Un journaliste qui traite d'environnement doit avoir une formation scientifique. C'est évident. On ne peut pas traiter d'environnement sans avoir de formation scientifique. Je ne pense pas, parce que ça fait très souvent appel à la science. Que ce soit des sciences humaines ou des sciences pures, la plupart des journalistes qui travaillent pour des médias comme Québec Science, ils ont une formation scientifique.

Patrick (S) se distingue cependant des autres locuteurs (ce qui explique peut-être son isolement dans la figure 4) parce qu'il affirme que les scientifiques, contrairement aux journalistes qui ont besoin à tout prix d'une formation en science, n'ont absolument pas besoin d'une formation en communication.

Pauline (J), dont, rappelons-le, le discours ressemble le plus à ceux de l'ensemble des locuteurs, croit à l'inverse de Patrick (S) qu'une formation en communication ou plus précisément, un atelier en communication peut être très enrichissant pour les scientifiques :

Et j'ai aussi écrit un guide de vulgarisation scientifique qui m'a amené à donner des formations [à des scientifiques]. Des petites formations, des fois, c'était une demi-journée, des fois, c'était une journée, des fois c'était une heure. [...] L'autre jour, [j'en ai donné une] à Environnement Canada, et c'est ça qui m'intéresse le plus, c'est de voir comment, eux, [ils] perçoivent les choses et comment on peut s'ajuster. Parce qu'il y a comme deux mondes, et des fois, [les scientifiques] se sentent bousculés, ils ne se sentent pas compris et moi, je peux leur expliquer comment on fonctionne. Et changer peut-être notre façon de faire...

Les scientifiques du premier réseau tiennent à ce sujet un discours semblable. Benoît (S), par exemple, qui a reçu une formation de deux jours sur la communication avec les médias, considère comme Justine (S) et Karine (S) que ce genre d'apprentissage peut être très utile et même nécessaire pour les scientifiques :

Est-ce que c'est bon de comprendre comment les médias fonctionnent ? Définitivement! Comme c'est bon de comprendre comment les structures politiques fonctionnent, comment les organismes de subventions de la recherche fonctionnent. Tout l'aspect mécanique de ça est important à comprendre pour pouvoir voir comment le message peut être tourné pour avoir un impact. Et aussi éviter de se foutre les pieds dans les plats...

Clément (S) abonde lui aussi dans ce sens :

Il est clair que pour un certain nombre de scientifiques, je vois apparaître de temps en temps dans leur communication de la science qu'il y a des problèmes qui pourraient être résolus par une formation, peut-être pas nécessairement un cours de trois crédits, disons Communication 101... Certains de mes collègues ou des gens que je vois autour, on sent des faiblesses; ce n'est pas évident, ce n'est pas clair, ils ont de la difficulté à faire passer leur message.

4.1.3 La préparation avant la communication

Dans cette section, nous cherchions essentiellement à comprendre comment les journalistes et les scientifiques se préparent avec de se rencontrer, que ce soit au téléphone ou face-à-face. Les données obtenues ont été générées par une seule question :

- Comment préparez-vous vos rencontres avec les scientifiques (avec les journalistes) ?

Cette question nous a permis de constater que certains scientifiques se préparent rarement avant de rencontrer ou de discuter avec un journaliste. Quelques scientifiques ont affirmé qu'ils ne se préparaient que lorsqu'ils collaboraient à des reportages de fond, par exemple à l'émission *Découverte*, à la télévision de Radio-Canada, parce que, dans ce cas-ci, « il y a un scénario ». Les scientifiques qui ont affirmé se préparer avant de rencontrer le journaliste –dont la majorité avait reçu une formation en communication– cherchent à connaître le contexte de la nouvelle à

paraître ou la teneur de la nouvelle que le journaliste veut mettre de l'avant. Quand ils se préparent avant une entrevue avec un journaliste, les scientifiques ont affirmé chercher souvent à « gagner du temps » en demandant un délai au journaliste avant de répondre à ces questions, du temps qu'ils occupent à réviser le dossier dont il sera question.

Toutefois, certains scientifiques ont semblé surpris quand nous leur avons posé la question à savoir s'ils se préparaient avant de rencontrer un journaliste. Karine (S) nous a dit :

Je ne me prépare pas du tout. Pourquoi, il faudrait le faire ? [...] Je n'ai jamais pensé à me préparer avant. Je me suis dit : la personne va se préparer et elle sait ce qu'elle veut savoir et moi, je peux répondre en fonction de ça. Mais le résultat, c'est que par la suite, c'est vrai, les messages que, moi, je peux vouloir passer, des fois, je les oublie. Peut-être que si je me préparais quelques messages que je veux passer, ce serait mieux.

Un peu dans le même sens, Gontrand (S) nous a répondu : « Je ne me prépare jamais. Ce sont eux qui me « pognent » toujours! » Mais la majorité des scientifiques font une différence entre une nouvelle d'actualité, pour laquelle le journaliste a généralement besoin d'un commentaire ou d'un complément d'information, et un reportage de fond, où le journaliste cherche habituellement davantage à comprendre la situation. Dans le premier cas, il est rare que le scientifique sollicité par les médias ait le temps de se préparer, alors que dans le deuxième cas, il peut avoir du temps pour se préparer. À ce sujet, Clément (S) affirme :

On va distinguer les deux. Effectivement, si c'est de l'actualité, il n'y a pratiquement aucune préparation; c'est à brûle-pourpoint. Au fond, je réponds au téléphone si je veux ou non accorder l'interview. Si je me sens capable de répondre à peu près correctement, donner un avis à peu près raisonnable sur le sujet et bien, j'accepte. Ça, c'est le quotidien, c'est l'actualité. Quand il s'agit d'interview ou de présence dans un documentaire et bien là, on a un peu plus de temps pour préparer l'intervention parce qu'on connaît d'avance le sujet, comment il va être abordé. On discute même des questions avec l'intervieweur par exemple, donc, il n'y a pas d'éléments de surprise. [...] Des fois, ça m'est arrivé d'avoir une demande pour un sujet que je ne maîtrisais pas bien et j'ai répondu : « Donne-moi 24 heures et je te parle ensuite de façon cohérente. »

Justine (S), quant à elle, se prépare maintenant en questionnant le journaliste sur ses intentions parce qu'elle a déjà eu une « surprise » dans une relation avec un journaliste de la télévision qui, à la suite d'une conférence, lui a demandé une entrevue :

Ce n'était pas en direct et finalement, ce qui est passé au bulletin de nouvelles, c'est exactement l'opposé de ce j'ai dit en entrevue; ils ont coupé, ils ont présenté sept secondes environ, au milieu d'une phrase, sans début, sans fin, pour me faire dire ce qu'eux voulaient dire. Et c'était tellement opposé à mon discours, que [...] tout le monde reconnaissait que je m'étais littéralement fait avoir. J'ai pensé poursuivre [en justice] tellement j'étais fâchée. [...] Cette expérience-là m'a rendue beaucoup plus méfiante par rapport à la télé, en tout cas. C'est suite à cette expérience que j'ai décidé de demander aux journalistes d'emblée : « Quel est le message que vous voulez passer ? »

Par ailleurs, les deux scientifiques qui ont reçu une formation en communication, Benoît (S) et Pedro (S), affirment interroger chaque fois le journaliste sur ses intentions afin d'identifier « deux ou trois points-clés » à transmettre au journaliste.

De leur côté, les journalistes se préparent tous en lisant sur le sujet, même si une minorité d'entre eux a affirmé ne lire que le résumé de la recherche dont il est question avant une entrevue. Également, plusieurs journalistes ont dit que pour se préparer, ils s'informent en plus sur le chercheur et sur le contexte de la recherche (sujets connexes, impacts de la recherche, etc.).

4.1.4 L'identification de la nouvelle

Dans cette section, nous visions à savoir qui, du journaliste ou du scientifique, identifie la nouvelle. Encore une fois, une seule question a été posée à ce sujet :

- Qui, de vous ou du scientifique (ou du journaliste), identifie la nouvelle ?

Nous pouvons d'abord faire une première observation : alors que presque tous les journalistes ont compris la question immédiatement, une majorité de scientifiques, eux, n'en comprenaient pas le sens. C'est donc dire que, dans ce cas-ci, le journaliste était en terrain connu, ce qui n'était pas le cas de tous les scientifiques. Ainsi, le concept de nouvelle, au sens journalistique du terme –un événement digne d'intérêt porté à la connaissance du public– n'est pas connu et bien assimilé pour un certain nombre de scientifique.

Sinon, la grande majorité des répondants interrogés au sujet de l'identification de la nouvelle (certains après que l'intervieweuse ait précisé la question en donnant des exemples, notamment) ont affirmé que c'était le journaliste qui identifiait la nouvelle. Deux journalistes ont toutefois affirmé que le service de relations publiques qui émet le communiqué à l'origine de l'article pouvait aussi identifier la nouvelle, tandis qu'un autre journaliste a affirmé que la nouvelle était parfois bien identifiée dans les articles scientifiques à l'origine des articles de presse.

4.1.5 Le traitement de la nouvelle

Dans cette section, le but visé était de déterminer la façon dont les journalistes et les scientifiques traitaient la nouvelle pour la transmettre au public (ou au journaliste). C'est à travers ces questions que l'aspect du langage, par exemple, qui a déjà été abordé dans le chapitre II, a été discuté par les journalistes et par les scientifiques. Voici les questions qui ont amené les réponses présentées plus bas :

Questions posées aux journalistes :

- Comment travaillez-vous une nouvelle pour la communiquer au grand public ?
- Utilisez-vous l'humour ? La dramatisation ?
- Avez-vous recours aux images ou aux métaphores pour imager vos reportages ? Si oui, quels critères président au choix de ces métaphores ?
- Adaptez-vous le vocabulaire pour le grand public ? Comment choisissez-vous les mots à utiliser ?

Questions posées aux scientifiques :

- Comment travaillez-vous une nouvelle pour la communiquer aux journalistes ?
- Utilisez-vous l'humour ? La dramatisation ?
- Avez-vous recours aux images ou aux métaphores pour imager vos recherches ? Si oui, quels critères président au choix de ces métaphores ?
- Adaptez-vous le vocabulaire pour le journaliste ? Comment choisissez-vous les mots à utiliser ?
- Communiquez-vous différemment une information à un journaliste que vous le faites au grand public ?

La métaphore est l'outil qui semble le plus faire l'unanimité; 14 personnes sur les 15 qui ont répondu à cette question ont affirmé y avoir recours. L'utilisation de l'humour ou de la dramatisation est moins répandue. Environ la moitié des répondants utilise l'humour (régulièrement ou à l'occasion), autant journalistes que scientifiques. Au sujet de la dramatisation, les données sont assez semblables, à l'exception du fait que ce sont beaucoup plus les journalistes que les scientifiques qui affirment y avoir recours. En effet, un seul scientifique a dit utiliser la dramatisation. Un journaliste

reconnaît cependant que la dramatisation est un outil « dangereux » et un autre, qu'il s'agit d'une « arme à double tranchant ».

Cependant, tous les répondants affirment devoir adapter le vocabulaire pour traiter une nouvelle. Autant les scientifiques que les journalistes sont unanimes à ce sujet. Quatre répondants ont précisé qu'ils évitent absolument le « jargon scientifique » et « technique » ou le « jargon disciplinaire ».

Nous avons aussi demandé aux scientifiques s'ils vulgarisaient au journaliste une information différemment qu'ils le faisaient au public en général. La grande majorité des scientifiques ont répondu par l'affirmative à cette question. Un scientifique qui a répondu ne pas communiquer différemment au journaliste et au public justifiait sa réponse en prétendant qu'il n'y a pas de différences, en termes de connaissances, entre le public et un journaliste généraliste. Pour appuyer leur réponse, les scientifiques qui affirment vulgariser une information différemment au journaliste qu'ils le font au grand public disaient entre autres qu'il fallait plus de métaphores et d'humour pour capter l'attention du public, que le journaliste cherche des réponses alors que le public est simplement curieux, que le journaliste est généralement plus éduqué que le grand public ou qu'avec le journaliste, l'échange est bidirectionnel parce que le scientifique a immédiatement un « feed-back » du journaliste, tandis que l'échange avec le public est essentiellement unidirectionnel.

4.1.6 La révision du texte du journaliste par le scientifique

Dans cette section, nous cherchions à comprendre la position du journaliste et du scientifique par rapport à la révision du texte du journaliste. C'est un sujet qui a été abordé avec tous les locuteurs et qui présente de profondes divergences de points de vue. Pour les journalistes, la question d'entrevue qui a généré les réponses était fort simple :

- Acceptez-vous que les scientifiques relisent vos textes ? Si oui, dans quel contexte ? Si non, pourquoi ?

Pour les scientifiques, nous allions davantage dans le détail :

- Demandez-vous aux journalistes de relire leurs textes ? Dans quel contexte et pourquoi ?
- Quand le journaliste accepte, qu'est-ce que vous cherchez exactement ?
- Dans quelle proportion trouvez-vous des erreurs ?

Un seul scientifique a affirmé ne pas demander au journaliste de relire leur texte, alors que tous les autres ont dit le faire. De ceux-ci, plus de la moitié a affirmé ne rechercher que les « erreurs scientifiques », les « erreurs de faits » ou les « erreurs d'interprétation » dans le texte du journaliste. Certains ont affirmé chercher la « nuance » et d'autres ont affirmé vérifier que les citations qui leur sont attribuées soient exactes. Quatre scientifiques ont affirmé trouver des erreurs dans tous les cas, mais en spécifiant que ce n'était généralement pas des erreurs énormes.

De leur côté, les journalistes affirment que les scientifiques, lorsqu'ils ont l'occasion de relire le texte, reviennent souvent au journaliste avec des changements insignifiants à faire. C'est pourquoi, les journalistes ont majoritairement répondu qu'ils ne laissaient pas les scientifiques relire leur texte avant la publication. La révision des textes est toutefois une pratique beaucoup plus répandue dans les revues spécialisées. En effet, la majorité des journalistes de la presse spécialisée a

affirmé accepter, dans la plupart des cas, de laisser les scientifiques relire leur texte avant qu'il aille sous presse. En fait, seulement trois journalistes s'opposent catégoriquement à la révision de leur texte, les autres, bien qu'ils s'y opposent au premier abord en majorité, consentent parfois à envoyer leur texte ou plus souvent, une partie de leur texte (un paragraphe ou une ou plusieurs citations), particulièrement lorsque le sujet est plus complexe ou qu'il fait l'objet d'une controverse.

Certains scientifiques croient qu'en acceptant que son texte soit relu, le journaliste fera du meilleur journalisme. Pedro (S), par exemple, disait : « Selon moi, c'est dans l'intérêt du reporter d'au moins entendre ce que j'ai à dire pour améliorer le contenu de son texte. Ils ne sont pas obligés d'accepter, mais je pense que ça fait une histoire beaucoup plus exacte. » Pauline (J), qui travaille dans la presse spécialisée, reconnaît que le scientifique peut apporter des éléments intéressants au reportage :

Des fois, ça apporte des précisions. Mais ça ne veut pas dire qu'il va intervenir dans le contenu du paragraphe ou orienter le sujet. On n'en lui dit pas tout, on ne lui dit pas comment ça va être intégré. On pourrait ne pas lui envoyer, mais des fois, on le fait. Ce n'est pas une polémique, une controverse. Mais c'est, des fois, précieux parce qu'ils vont nous donner des nuances, une idée, une correction peut-être. [...] [Mais] on n'acceptera pas qu'un chercheur change quelque chose, s'il ne veut plus dire ce qu'il a dit. Ça, il faut qu'il comprenne, ce qui est dit est dit.

Même s'ils affirment proposer aux journalistes de réviser leur texte, les scientifiques sont généralement conscients que ce n'est pas possible. Clément (S) en est conscient, mais se dit surtout inquiet du regard de ses pairs :

Dans la presse écrite, si ce sont des actualités, généralement, ce n'est pas possible. Des fois, c'est possible. Je le demande généralement, mais [...] ce n'est pas toujours accordé. [...] Par contre, dans les textes dits de documentation, dans les revues scientifiques ou de vulgarisation, ça, oui, bien sûr. C'est même offert généralement [...]. Pour les scientifiques, c'est une maudite bonne idée de relire les textes parce qu'effectivement, ils pourraient passer des choses. C'est juste une question d'incompréhension ou de mauvaise interprétation. [...] Au fond, je regarde pour m'assurer qu'un collègue qui lit ça ne va pas croire que j'ai dit des conneries. Je me protège moi-même surtout. Je n'ai pas dit ce type de bêtise-là, ça a été mal transcrit.

Ce désir de se protéger mène même, dans certains cas, des scientifiques à en faire une condition pour travailler avec le journaliste. Arthur (S) et Gustave (S), les deux scientifiques qui constituent la portion de notre échantillon de scientifiques qui ne travaillent pratiquement jamais avec les médias sont du nombre. Voici ce qu'Arthur (S) avait à dire à ce sujet :

Ça arrive à l'occasion que je vais demander au journaliste : « Repasse-moi le texte avant que tu le diffuses pour être certain que ce que je t'ai dit, c'est vraiment ce qui est écrit. » Il y en a qui acceptent, d'autres que non, et s'ils n'acceptent pas, alors c'est bien de valeur, mais je ne participe pas ou bien je les réfère tout simplement [au service de presse]. Il faut faire attention, parce que pour un chercheur scientifique, développer sa crédibilité, ça prend beaucoup de temps et souvent tu essaies de contrôler au maximum ta diffusion.

Gustave (S) abonde aussi dans le même sens :

Si c'est une entrevue écrite, j'aimerais bien avoir accès au texte avant publication pour vérifier l'exactitude. Pas pour changer l'esprit nécessairement, si la personne veut vraiment dire qu'Hydro-Québec fait plein de choses et bien, qu'elle le dise, mais pour que les faits ne soient pas erronés. [...] Disons que si j'avais confiance pleinement et que je savais que ce que je dis va être bien interprété et compris et que l'information va être transmise au public de façon exacte, ce serait plus facile de m'investir là-dedans.

Cette inquiétude est aussi présente chez les scientifiques qui collaborent avec les médias. Karine (S) tenait les propos suivants :

Le plus difficile, c'est l'angoisse de : est-ce que le message scientifique va être exact ? [...] [Quand ce n'est pas le cas], je me dis : « C'est terrible! Les gens vont penser que j'ai dit ça... » Mon chum répondait : « Non, c'est l'ensemble de l'article qui est important, ce n'est pas les détails, c'est le message global de l'article. » Bon, ça ne change pas que moi, je trouve ça difficile, mais j'ai appris à me distancer un peu de ça et à demander aux journalistes de jeter un œil avant la publication.

Cependant, les scientifiques sont conscients que leur demande de révision du texte du journaliste peut être perçue comme une atteinte à la liberté de la presse et certains s'en défendent, comme Justine (S) :

Je ne limite pas la liberté de presse, mais au moins, je corrige les erreurs. [...] Je recherche la nuance, mais le message final, je veux dire, c'est l'opinion du journaliste. Moi, je considère quand même que je n'ai pas trop de pouvoir là-dessus, c'est l'idée qu'il se fait, la conclusion à laquelle il ou elle arrive après m'avoir interviewée et très souvent, après avoir interviewé d'autres personnes. Donc, rendu-là, ce n'est plus tellement de mon ressort.

Le seul scientifique qui a affirmé ne pas proposer au journaliste de relire son texte, Benoît (S), a dit qu'il ne croyait pas « à cette espèce de contrôle [qui] ne marche pas du tout ». Il a même ajouté que c'était « une façon pour être sûr que [les médias] ne parlent pas de toi »...

Cela peut en effet arriver. Gérald (J), par exemple, a raconté une expérience où il n'a pas publié un papier parce que le scientifique impliqué tenait à réviser le texte et lui s'y opposait :

Tout dépend de l'article que l'on veut écrire. Si on veut rendre compte au grand public de l'évolution générale d'un dossier et que dans ce cadre-là, on interviewe des chercheurs, non, le chercheur n'a pas à relire parce qu'il n'y a rien de technique qui nécessite une relecture. [...] Et j'en fais même une question de rigueur. Aux scientifiques et aux autres [...] qui demandent de relire et la consigne, c'est non. Systématiquement. À l'exception d'articles fouillés, plus techniques, je dirais, ceux qui sont l'objet de débats scientifiques. C'est donc une question de rigueur. Il faut que [les scientifiques] comprennent parce qu'ils sont rigoureux aussi et qu'on a nos propres exigences de rigueur qui sont dans une autre logique que la leur : une logique de communication.

Certains journalistes refusent catégoriquement la relecture de leurs textes et en font une règle d'honneur. Voici, dans l'ordre, les réponses de Victor (J), de Nicolas (J) et de Michel (J) à la question : « Acceptez-vous que les scientifiques relisent vos textes ? » :

Non. C'est une règle de base pour moi en journalisme : les intervenants n'ont pas à relire mes textes. Si j'ai des doutes, je les rappelle pour vérifier certaines choses, mais il est absolument hors de question qu'ils relisent.

Jamais, non. Parce que quand le plombier vient faire une job à la maison, je ne passe pas derrière lui pour voir s'il a bien fait sa job. Parce que je ne suis pas plombier. Le scientifique n'est pas journaliste.

Non. Ça nous est interdit. Un journaliste qui ferait ça contrevient à l'éthique de sa profession. On est dans une presse libre ou on ne l'est pas. Si je fais une erreur, je me ferai taper dessus parce que mon nom est dessus. Mais par exemple, j'écris ce que je veux. Je prends mon risque, je n'accepterai jamais que quelqu'un relise un de mes textes, sauf mon patron, pour les corrections. Tu prends le temps qu'il faut pour te faire expliquer parce que sans ça, [les scientifiques] auraient un contrôle sur nos conclusions. La plupart des conclusions que j'ai décodées, je n'aurais pas pu le faire si je faisais relire. Un journal qui fait ça, si les journalistes te disent ça, tu peux affirmer sans l'ombre d'un doute que c'est contraire à toute l'éthique de la profession journalistique. C'est écrit dans tous les codes de déontologie. Tu n'as pas le droit de montrer ton texte. Ça ne t'est pas permis. Si tu le fais, c'est parce que tu n'es pas assez sûr de ce que tu as compris, et si tu n'es pas sûr de ce que tu as compris, tu n'écris pas. [...] Parce que c'est une négation de la liberté et du jugement professionnel qu'on doit exercer. Et ce jugement professionnel est d'autant plus impératif si tu perçois que la science est souvent au service de quelque chose et non pas neutre, indépendante.

Certains journalistes, tout en affirmant qu'ils refusent généralement la révision de leur texte, sont plus souples et acceptent parfois une certaine relecture. C'est le cas de Robert (J) :

Le plus que je vais faire –et c'est fatigant, c'est d'envoyer les citations. Ça en général, c'est accepté. Mais je ne le propose pas. Habituellement, je leur dis que si j'ai le moindre doute, je vais vérifier. Et, effectivement, j'ai fait quelque chose sur la relativité et il y avait des concepts dont je n'étais pas sûr si je les expliquais bien, j'ai envoyé le paragraphe. Et finalement, le gars m'a réécrit sur le français. Donc, j'avais bien compris, mais il trouvait que la phrase serait plus jolie autrement...

D'autres journalistes ont raconté que les scientifiques insistaient sur des détails, comme le dit Brigitte (J) : « Dans mes premières années, une fois, j'ai retourné un texte à un scientifique et ça n'a rien donné du tout, ce qu'il m'a fait comme correction, c'est de rajouter deux, trois virgules... » Gaëlle (J), qui travaille dans la

presse spécialisée et qui, dans ce contexte-là, acceptent généralement de faire relire ses textes, affirme que dans « 98 % des cas », les scientifiques vont demander des corrections et que « c'est très, très rare qu'ils vont juste se contenter de dire : « Bien, il y a une petite erreur ici » ». Brigitte (J) voit des avantages à la révision des textes, mais reconnaît que ça pose parfois problèmes :

[Avec la relecture,] on s'assure finalement de l'exactitude des faits. C'est le but de faire relire. Mais c'est souvent à cette étape-là que les chercheurs ont souvent tendance à vouloir prendre le contrôle. Tu leur envoies un article de deux feuillets puis, il revient et ils ont ajouté deux feuillets supplémentaires... Des fois, [...] ils perdent de vue un peu les objectifs de communication. [...] On va toujours parcourir l'article [avec le scientifique] et souvent les délais sont courts. Je spécifie toujours que je cherche vraiment des erreurs sur des faits, des citations, quelque chose qui aurait été mal rapporté, mal cité, mais je dirais que dans 98 % des cas, les chercheurs vont aller au-delà puis vont vouloir en rajouter...

Pour Catherine (J), c'est surtout lorsqu'une méfiance s'installe entre le journaliste et le scientifique durant l'entrevue que la relecture devient plus nécessaire :

Ça dépend aussi de comment s'est déroulée l'entrevue. S'ils ont senti que j'étais agressive ou que je voulais absolument confirmer une hypothèse qui ne se pouvait pas, je les comprends de pouvoir dire : « Bien là, je suis inquiet de voir comment ça va sortir. »

4.1.7 La rigueur dans les reportages

Dans cette section, nous aborderons la question de la rigueur, un élément fondamental, au cœur du fossé entre les journalistes et les scientifiques; ces derniers accusant souvent les premiers d'en manquer. Aucune question précise n'a généré les données analysées dans cette section, mais ce sont plutôt les locuteurs qui ont eux-mêmes abordé le sujet de la rigueur durant l'entrevue. Il s'agit donc d'un thème émergent. Les questions, plus générales, qui ont permis aux scientifiques et aux journalistes de toucher la question de la rigueur sont les suivantes :

- Quelle image vous faites-vous du journaliste type (du scientifique type) ?
- Qu'est-ce que vous trouvez le plus difficile dans vos relations avec les scientifiques (avec les journalistes) ?
- Qu'est-ce que vous trouvez le plus facile dans vos relations avec les scientifiques (avec les journalistes) ?
- Est-ce que vous croyez que c'est nécessaire ou pertinent d'améliorer les relations entre les journalistes et les scientifiques ?
- Comment pensez-vous que l'on puisse améliorer les relations entre les journalistes et les scientifiques ?

Pour les scientifiques, un manque de rigueur s'exprime généralement par un manque de nuances ou une sursimplification. Mais pour certains journalistes, les scientifiques jouent trop souvent dans cette zone grise qu'est la nuance et celle-ci est très difficile à gérer par les journalistes, comme le dit Robert (J) :

Il y a toute l'idée que ce que tu trouves important comme journaliste, peut-être que le scientifique verrait autre chose ou il aimerait mieux que ce soit plein de bémols. Je suis d'accord pour mettre les nuances, mais il y a un ordre à faire : il faut d'abord que tu accroches le lecteur avec quelque chose. Par exemple, l'affaire du poisson, tu peux commencer en écrivant : « Il n'y a pratiquement pas de risques pour les poissons du lac Saint-Pierre... » ou en écrivant « Il y a un risque pour les poissons du lac Saint-Pierre... » C'est un choix. Moi, personnellement, je préfère écrire qu'il n'y a pratiquement pas de risques et l'expliquer après en mettant les bémols. En tout cas, je suis sûr que les scientifiques auraient une manière de rendre ça complètement inintéressante...

Nicolas (J) reconnaît que le journaliste n'a pas le temps ni l'espace pour exprimer les nuances :

Oui, il y a des nuances que je vais perdre moi, parce que je ne peux pas rentrer dans le détail. Aujourd'hui, j'ai écrit sur le maïs Bt10 génétiquement modifié, je ne peux pas rentrer dans la structure moléculaire du Bt10, je ne peux pas parler de virus qu'on insère dedans, de la chaîne moléculaire, je ne peux pas, ce n'est pas possible. Sinon, après deux paragraphes, j'ai perdu mon lecteur. Les seuls qui vont accrocher, c'est les scientifiques. Est-ce qu'au Québec, on est une population de scientifiques ? Non. Au Québec, on est une population qui a un niveau d'éducation tel et il faut écrire pour ces gens-là. Si 99 % de la population avait des maîtrises et des doctorats, peut-être que je partirais sur la structure moléculaire de mon Bt10, mais je ne peux pas le faire. [...] Il n'y a pas longtemps, une expérience désagréable, j'en ai eu une. [Le scientifique] me remontait ça aux origines du monde. Je ne veux pas ça. Un, je n'ai pas le temps de t'écouter pour toute cette durée-là, deux, si tu m'expliques tes travaux à partir de l'origine du monde, ça va me prendre trois semaines à décanter ça, pour en bout de ligne, quoi ? Pour apporter une petite nuance ? Si j'écrivais dans un magazine, oui. Mais dans un quotidien, on ne pourra jamais atteindre le niveau de profondeur d'un papier magazine. [...] Tu ne t'adresses pas à des gens qui lisent leur journal solennellement et qui le posent sur le bureau et qui lisent ça concentrés sur le texte. Non, un journal, ça se lit dans la cuisine pendant que le toaster fait du bruit, que le *blender* tourne, que les enfants crient dans le salon... Ça se lit dans le métro, alors qu'on est distrait. Il y a cette dimension-là à prendre en compte et ça fait en sorte qu'il ne faut pas arriver avec un bloc trop technique. [...] Même si le post-doc, dans un contexte plus formel, trouverait ça plus intéressant d'avoir des données scientifiques plus complètes, s'il lit [le journal] dans le métro, peut-être qu'il n'a pas le goût.

Pierre (J) et Nicolas (J) s'accordent pour dire que les journalistes ont « tendance à faire des raccourcis », mais ils affirment aussi que c'est parfois le pupitre, celui qui a pour fonction de mettre en pages le journal et de choisir le titre et les bas de vignette [texte qui accompagne une photo], qui peut aussi être à l'origine du manque de nuances d'un texte. Nicolas (J) a dit :

Il y a toute cette notion de *lead*. Il faut que dans notre premier paragraphe, on accroche le monde. Mais il faut le faire avec honnêteté intellectuelle. Il y a différents ingrédients à mettre ensemble pour qu'on arrive à quelque chose de consistant, alors des fois, ça goûte peut-être trop ou pas assez sucré. Il faut qu'on arrive avec quelque chose équilibrée; il faut qu'on ait l'intérêt, la nouvelle, il faut qu'il y ait un petit peu d'accroche, il faut qu'il y ait de l'honnêteté intellectuelle. C'est sûr, on ne va pas dire l'inverse de ce que c'est. Des fois, on est aussi victimes des titres. Ce n'est pas nous qui titrons. Le titre vient influencer les choses. C'est une science très complète et c'est pour ça que les scientifiques mériteraient de connaître tout ça, être au courant des contraintes avec lesquelles on doit fonctionner, parce que, pour nous, c'est des contraintes.

Clément (S), lui, se souvient d'un article paru dans *Le Soleil* avec un titre très alarmiste. Il a raconté :

Tu lis ça et tu dis : « Mon dieu! Ça n'a pas de maudit bon sens d'écrire une affaire de même... » Puis là, je vois qui a donné l'interview, c'est un scientifique que je connais, puis je me dis : « Il a dit une affaire comme ça ? Ça ne se peut pas! » Tu lis l'article et tu découvres que non, il y a des nuances. Le gars a été un peu alarmiste, mais il y a des nuances, ce n'est pas si grave. Mais le titre, lui ne faisait pas nuances. J'ai peur que 75 % des gens n'aient lu et retenu que le titre. Alors, tu vois, c'est de la désinformation, là.

Gérald (J) n'apprécie pas que l'on remette en question la rigueur des journalistes. Selon lui, dans le manque de rigueur des journalistes, une bonne part de responsabilité revient aux scientifiques.

Une accusation fréquemment formulée par les scientifiques, c'est le manque de rigueur des journalistes. À bon endroit, dans bien des cas. Mais encore là, il faut distinguer, ce n'est pas toujours le cas. Les journalistes parfois manquent de rigueur, oui, manquent de formation encore plus souvent. Peut-être que si l'information avait été mieux transmise, bien, elle aurait été mieux comprise. [...] Autrement dit, la part de communication dans leur travail, c'est cette part-là qu'ils jouent le moins bien et après ça, ils vont s'étonner d'être mal compris. Tu ne peux pas faire du bon travail avec des mauvais outils.

Les scientifiques, surtout ceux pour qui les nuances revêtent une importance particulière, ont tendance à voir ce manque de rigueur comme un obstacle à leur collaboration avec les journalistes. Justine (S), par exemple, croit que les

journalistes « sont assez insatisfaits » de ses entrevues parce qu'elle tient à apporter toutes les nuances nécessaires à l'interprétation de la science :

Les besoins [des journalistes] retranchent souvent les scientifiques dans des positions où on ne peut pas aller. Ils nous demandent très souvent d'adopter une position très claire, de faire des affirmations très claires sur des choses, sans trop de nuances. Et ce n'est pas comme ça dans mon domaine de recherche. Tout n'est pas noir ou blanc. Et je sens souvent une impatience de leur côté ou un inconfort quand j'insiste pour amener la nuance. Parce que dans le fond, ce qu'ils ont besoin, c'est d'un message clair à transmettre. Et très souvent un peu alarmiste. Et je pense que dans mon domaine à moi, ces messages-là peuvent causer davantage de torts, faire plus de préjudices. [...] Quand on regarde les effets d'expositions prénatales aux contaminants présents dans l'environnement sur le développement de l'enfant, mis à part le plomb où la démonstration scientifique est très claire, pour ce qui est du mercure ou des BPC, il y a pas mal de nuances à apporter. Oui, il y a des effets, mais peut-être dans certains domaines du développement de l'enfant, mais pas dans d'autres, puis l'exposition vient de l'alimentation traditionnelle qui, elle, amène des bons nutriments qui ont des aspects positifs pour le développement de l'enfant, donc il faut contrebalancer les pour et les contre ou les avantages et les inconvénients. Donc, un message comme ça ne satisfait pas très bien leur demande, puis ils vont essayer de me coincer dans des positions puis je dois constamment revenir et il y a une espèce d'inconfort entre les journalistes et moi.

Justine (S) n'est pas la seule à rapporter des expériences où elle a perçu que le journaliste voulait la « coincer ». Clément (S) a raconté avoir mis fin à une entrevue où la journaliste cherchait absolument à lui faire adopter une position qui n'était pas la sienne :

C'était une histoire de pétrole et la journaliste, franchement, à mon avis, avait une idée déjà très, très claire sur le type de réponse qu'elle voulait. Et comme je n'apportais pas cette réponse-là nécessairement, bien elle est devenue en cours d'interview un peu plus difficile. Là, vraiment, je crois que ce qu'elle voulait entendre ne tombait pas, donc, elle a insisté jusqu'à un point où je me suis dit : « Bon, je pense qu'on n'ira pas beaucoup plus loin, c'est ça. » Je crois en tout cas que la personne était relativement alarmiste pour un sujet où je l'étais beaucoup moins, donc, elle voulait que je lui dise que c'était bien grave puis que c'était dramatique, mais je ne pouvais pas, scientifiquement, lui dire ça.

Pedro (S) a vécu une expérience similaire lorsqu'une journaliste du *New York Times* cherchait une réponse à propos de l'innocuité du saumon d'élevage qu'il ne pouvait pas donner. En bout de ligne, la journaliste a tout simplement décidé d'ignorer ce

que le scientifique lui avait dit et Pedro (S) n'a pas été cité dans l'article publié malgré que la journaliste et lui se soient entretenus deux fois pendant « probablement deux heures », selon Pedro (S).

Elle a refusé d'entendre la science que je lui montrais, alors je n'ai pas fait partie de l'article à sa publication, même si j'avais essayé de lui démontrer scientifiquement qu'une partie de ce qu'elle avançait n'était pas exact. Finalement, elle a tout simplement ignoré ce que je lui avais dit.

Sans être ignorée complètement, Karine (S) a raconté elle aussi avoir été « énervée » par des journalistes qui ne sont pas intéressés par le contenu.

C'est des gens qui cherchent —j'allais dire, un petit cul sorti direct du cours de communication— et qui ne cherchent pas à comprendre et qui cherchent des espèces de citations chocs. Pour eux, le contenu, ce n'est pas important. C'est le clip qu'ils veulent. Ça, ça m'énerve.

Nicolas (J) justifie cette approche par le fait que le journaliste doit accrocher le lecteur :

C'est parce qu'en tant que journaliste, il faut que tu informes les gens dans l'intérêt du public, mais il faut aussi que tu les intéresses à tes nouvelles. Si tu arrives avec une nouvelle pour leur dire que le beurre fond à 40 degrés Celsius, ça n'intéresse personne. Tout le monde s'en fout, moi, je ne vais pas le lire. Mais par contre, si tu arrives avec une nouvelle qui dit que le beurre a des effets aphrodisiaques, là, ça intéresse plus les gens, même si en bout de ligne, la conclusion est tirée par les cheveux, ça arrive.

Il arrive cependant que, même entre eux, les journalistes trouvent qu'ils exagèrent, comme dans l'exemple qui suit. En plus, dans cet extrait de l'entrevue de Catherine (J), on constate qu'en insistant pour avoir une information très concrète, elle a probablement rapporté des informations, en terme de communication du risque, plus exactes.

Il y a à peu près trois ans, il y avait un collègue qui avait sorti une histoire sur le fait que la cire sur les pommes était toxique. Moi, j'étais un peu fâchée de voir ça, parce que [...] je trouvais que ça avait été bien exagéré. [...] Et quelques mois plus tard, Santé Canada avait déjà entrepris une révision du produit qui servait à cirer des pommes pour savoir si c'était toxique ou pas. Et quelques mois plus tard, ils nous disaient : « Bon, on fait la révision et puis voilà, ce n'est pas toxique. En fait, c'est toxique, mais ça ne représente pas un danger. » Et là, je les ai appelé et j'ai dit : « Vous ne pouvez pas me dire ça comme ça. Je ne peux pas écrire ça dans le journal : c'est toxique, mais on considère que ce n'est pas dangereux. Les gens ne comprendront pas. Dites-moi combien de pommes il faut qu'on mange ? » [...] [Le relationniste] a fait des téléphones avant qu'il m'arrive avec un chiffre : « Ça a l'air qu'il faudrait manger deux douzaines de pommes cirées par jour pendant 80 ans pour observer un changement... » J'ai dit : « Bon, c'est ça que je veux savoir. » Comme le mercure dans le poisson, combien on doit en manger ? Parce qu'on dit que les gens n'acceptent pas le risque, mais en fait, il faut leur communiquer le risque. [...] J'avais souvent de la difficulté à obtenir des scientifiques la notion de risque.

4.1.8 La vitesse des médias

Dans cette section, nous nous attardons au rapport au temps du journaliste et du scientifique. Comme nous l'avons vu dans le cadre théorique, les scientifiques et les journalistes n'ont pas le même rapport au temps; alors que le scientifique travaille avec des échéances relativement éloignées dans le temps souvent dans le contexte de recherches échelonnées sur plusieurs années, le journaliste travaille, lui, au jour le jour avec des délais de production très rapprochés. Nous ne posons aucune question directe aux scientifiques et aux journalistes au sujet de leur rapport au temps, mais une grande partie de nos 19 locuteurs ont abordé le sujet.

D'une part, plusieurs scientifiques ont déploré la vitesse de travail des médias. D'autre part, plusieurs journalistes constataient que les scientifiques sont souvent des gens extrêmement occupés, qui n'ont que peu de temps à consacrer aux médias.

Deux scientifiques, Benoît (S) et Justine (S), nous ont décrit leur vision du journaliste type en ces mots :

C'est un homme, une femme, qui a à rencontrer une heure de tombée, qui n'a pas le temps de m'écouter pendant une heure – à moins qu'il me dise qu'il veut m'écouter pendant une heure – et qui doit raccrocher en ayant ses deux lignes prêtes pour pouvoir écrire son paragraphe, pour pouvoir écrire son *lead* ou pour pouvoir faire la conclusion avec ce que je lui ai dit.

C'est quelqu'un qui téléphone quinze minutes avant le bulletin de nouvelles et qui veut avoir une phrase choc à placer au bulletin des nouvelles. Et ça, je ne le prends pas. Je refuse. Je pense que la majorité des journalistes, leur demande arrive à ce moment-là et il faut très rapidement réagir. C'est malheureux.

Certains scientifiques –mais pas tous– reconnaissent que lorsqu'un journaliste les contacte, il faut réagir rapidement. Benoît (S) a affirmé que pour lui, c'était « une règle de base parce qu'on sait qu'ils ont des heures de tombée et si on veut avoir une visibilité, il faut [« répondre rapidement »] ». Par contre, Gustave (S), l'un des scientifiques de notre échantillon qui n'a que des contacts limités avec les médias, n'est pas aussi enclin à réagir rapidement devant une demande des médias.

Souvent, il y a un très grand désir d'immédiateté ou je ne sais pas trop comment exprimer ça, mais je me fais des fois téléphoner à dix heures du matin et ils veulent tout de suite enregistrer un petit bout de reportage sur un article qui vient de sortir et que notre équipe a fait, par exemple. [...] Mais souvent, je ne trouve pas de temps dans mon horaire pour le faire. Il y a d'autres cas où, là, j'étais beaucoup plus intéressé, comme récemment, il y avait *Quirks and Quarks* [émission scientifique à la radio anglophone de Radio-Canada]. [...] Chez eux, je voulais vraiment y aller, parce que je trouvais ça bon, mais finalement, c'était la fin de la session, ils m'ont envoyé un message sur le répondeur, j'ai renvoyé un message. Nos répondeurs se sont parlés. Et finalement, ce que j'ai encore constaté, c'est qu'une fois que la date de tombée pour cette semaine-là était passée, l'intérêt était disparu. Ce que je trouve ridicule parce qu'ils voulaient m'interviewer sur un article qui n'a aucun intérêt immédiat. [...] C'était un article qui était intéressant, amusant vraiment, qui pouvait se donner dans un mois et il n'y aurait pas personne sur la planète qui aurait su qu'il avait été publié trois semaines plus tôt. [...] Donc, il n'y a aucun intérêt pour l'auditeur à ce qu'il y ait cette immédiateté dans la réponse, alors que pour le média, on dirait que c'est très important que ça soit fait vite, vite, vite. [...] Il faut que ce soit rapide et c'est plus important que la qualité dans certains cas.

Gustave (S) croit que le journaliste doit bien chercher à comprendre une problématique et que pour ce faire, il doit « pren[dre] le temps, ce qui peut prendre

plus que deux heures ». La rapidité des médias est l'une des critiques les plus importantes que Gustave (S) a formulées à l'égard des médias :

Moi, je trouve que la science ne va pas aussi vite que les médias. Les médias veulent aller trop vite par rapport à la science. Je veux dire, comme M. Francoeur [Louis-Gilles Francoeur, journaliste au Devoir], pour prendre une référence, lui, il monte des dossiers. Il ne fait pas ça sur un dix cents à l'heure du midi. Il monte un dossier d'assez longue haleine et puis il y a du contenu. Donc, ça, je trouve que c'est très respectable comme approche : la personne va vraiment prendre le temps de comprendre le dossier.

Dans un même ordre d'idées, Gontrand (S) se sent parfois bousculé par la rapidité des médias et, selon lui, les journalistes ne sont pas suffisamment sensibilisés à la question de « l'intérêt du scientifique ».

Les frustrations, [...] c'est quand on nous prend dans un corridor et qu'on nous coupe trois secondes. [...] Donc, la frustration est toujours liée au temps dont on dispose et à la relation de confiance qui s'établit parce qu'on a l'impression de le faire avec [le journaliste] quand on prend le temps. [...] Et il faut que le journaliste se rende compte de ça. Des fois, j'ai envie de leur dire : « Qu'est-ce que ça me donne de parler une demi-heure avec toi ? » [...] Il faut qu'il comprenne que mon temps est compté et c'est quoi l'intérêt que ça me donne. S'il peut me démontrer que l'intérêt, c'est que le public ou le politique comprenne mieux ce qui se passe sur la Terre, je vais le faire avec plaisir. Si j'ai l'impression que [le journaliste] veut juste une nouvelle pour remplir sa nouvelle, quel intérêt j'ai là-dedans, moi ? C'est une histoire de *give and take* et je trouve que quand on fait les choses plus doucement, mieux préparés, avec des scénarios et tout ça, le scientifique en retrouve plus pour lui.

Clément (S) pense aussi que lorsque le scientifique et le journaliste ont plus de temps pour travailler ensemble, cela donne souvent une relation plus intéressante :

Si tu fais *Les Années lumière* [émission à la radio de Radio-Canada], par exemple, [...] on a du temps, là. Dans une interview où tu as à discuter d'un sujet scientifique, souvent c'est compliqué. Puis quand on me dit qu'on a déjà 10 ou 12 minutes, je suis déjà extrêmement content, parce que ça l'air bien court, mais 10 ou 12 minutes en termes de communication, c'est beaucoup. Alors que des fois, tu te fais dire : « Écoutez, on va avoir 30 secondes, on va avoir une minute, on va avoir deux minutes » pour un scoop. Donc, tu dois ramasser tes idées en deux minutes ou en trente secondes, c'est assez difficile. [...] Beaucoup de scientifiques comprennent mal les impératifs de la communication orale

et écrite, surtout visuelle, radio et tout ça. Ils ne comprennent pas que, bon, on a trois minutes pour expliquer un problème compliqué. Donc, ils vont même refuser de le faire parce qu'évidemment, on n'est pas capable de ramasser tel sujet en si peu de temps. Quoique ça pourrait être une raison de refuser une entrevue. Ça m'est déjà arrivé. Parler des changements climatiques en trois minutes... Il y a quelque chose qui ne tient pas debout! Ou le journaliste ne se rend pas compte de la complexité de la chose, que ça demande des termes le moins possible précis sur une période aussi courte...

La communication au grand public prend beaucoup de temps et « enlève [aux scientifiques] du temps de recherche », comme le dit Pedro (S). C'est pourquoi, comme Clément (S), certains scientifiques affirment qu'ils se consacreront à la communication, une fois la retraite venue.

De leur côté, les journalistes sont souvent conscients que les scientifiques sont des gens à l'horaire très chargé. Pauline (J) décrit le scientifique type de la façon suivante :

C'est un jeune débordé, c'est des gens qui ont des horaires très chargés. [...] C'est vraiment des gens qui sont souvent embarqués dans des sujets de recherche très pointus, avec des horaires complètement fous, qui font en même temps de l'administration, en même temps des leçons de cours, en même temps des labos, en même temps, ils sont sur des comités, en même temps, il faut qu'ils voyagent. Donc, c'est un peu un mélange de science, d'administration, des gestionnaires des ressources humaines. C'est un truc hybride. C'est quelqu'un qui pédale, qui en arrache, qui a des grosses heures de travail.

À la même question, Michel (J) insiste sur le fait que les scientifiques doivent passer beaucoup de temps à chercher des subventions :

Des chercheurs honnêtes, conscients et de plus en plus déprimés parce que leur marge de manœuvre se réduit. Je vois une grosse déprime scientifique parce qu'ils passent quasiment entre 10 et 30 % de leur temps, sur une base annuelle, à courir de l'argent.

Si certains journalistes reconnaissent que les scientifiques sont souvent à court de temps, ils déplorent aussi le fait que les scientifiques, à l'opposé, ne réalisent pas les contraintes de temps auxquelles sont confrontés les journalistes. Les journalistes

considèrent que de faire comprendre aux scientifiques leurs échéances serrées n'est pas une mince affaire. Victor (J) a affirmé qu'avec les scientifiques, « un des problèmes, c'est de les rejoindre » et de « réussir à avoir [le scientifique] au bout du fil ou [de] l'avoir en rendez-vous ». Robert (J), lui, estime :

Je sais que [le scientifique], il a des horaires, mais ce qui est désagréable, c'est quelqu'un dont la secrétaire dit : « Il est en réunion, vous pouvez peut-être rappeler à 4h30... » Les pires, ce sont ceux à qui j'envoie un email où je leur pose une question, où je leur demande de m'envoyer l'étude et si on peut se parler, à quel numéro... et ils me laissent un message sur ma boîte vocale au bureau où ils me disent : « J'ai eu votre email, rappelez-moi. » Ça ne m'aide pas partout parce que, des fois, j'ai le message seulement en fin d'après-midi. C'est tant pis, là!

Cette contrainte de temps est une des raisons qui font en sorte que les journalistes font souvent leurs entrevues avec les scientifiques au téléphone. Ainsi, comme le dit Michel (J), « la demi-heure de transport, je la mets sur la discussion ». Mais pour bien des journalistes, ce simple contact téléphone est encore difficile. Catherine (J) a tenu les propos suivants :

[Le plus difficile, c'est] des fois, de réussir à entrer en contact, de leur faire comprendre que j'ai besoin de leur parler tout de suite. Je sais qu'ils n'ont pas beaucoup de temps pour commenter une étude qui est sortie et qu'ils aimeraient ça pouvoir ramener l'étude chez eux le soir et la lire au complet, et de comprendre toute la démarche avant de la commenter. Sauf que moi, j'ai besoin de faire un texte tout de suite, donc je dois leur dire c'est quoi le résumé. Quand je trouvais l'étude, je leur envoyais par email, mais il fallait que je leur dise : « Appelez-moi dans une demi-heure, s'il vous plaît! » Et ils n'ont pas juste ça à faire, je les comprends. Ça, c'était le plus difficile. Donc, c'est pour ça qu'on se retrouve à parler un peu aux mêmes personnes parce qu'on sait qu'elles vont nous répondre rapidement, qu'elles comprennent notre travail.

4.1.9 Le reportage équilibré

Dans cette section, il sera question du reportage équilibré que trois des scientifiques que nous avons interviewés ont eux-mêmes abordé. Le reportage équilibré est un reportage où le journaliste cherche à exposer les deux côtés de la médaille, sans porter de jugement sur la valeur de l'argumentation des différentes personnes interviewées. Pour cette section non plus, il n'y avait pas de question directe pour générer ces données. Les scientifiques ont eux-mêmes abordé le sujet.

Clément (S) et Pedro (S) ont tous les deux abordé la question. Ils décrivent assez bien la problématique du reportage équilibré. Voici leurs commentaires, dans l'ordre :

En fait, ce qui leur manque, les journalistes d'actualité, c'est que, comme ils n'ont pas de connaissances scientifiques suffisamment fortes pour porter un jugement sur ce qu'ils entendent, et bien, ils diffusent tout. Ce qu'ils font, c'est qu'ils disent : « Spécialiste numéro 1, Spécialiste numéro 2, Spécialiste numéro 3... » Ils font défiler une ou deux ou trois personnes qui ont un avis sur quelque chose. Des fois, ils trouvent des avis très contradictoires, mais ils sont rarement en mesure de tirer une ligne. Donc, ils les diffusent. Ça, ça cause problème. [...] Pour les scientifiques et pour l'information aussi. [...] Chaque fois qu'il arrive un événement, on en sort un, deux, trois ou quatre, des spécialistes! Quand tu écoutes ça avec un certain recul, tu dis : « Des spécialistes, mon œil! » Et comme le journaliste, lui, n'est pas dans son élément et bien, il écoute le spécialiste. Ce qui lui reste comme alternative, c'est une sorte de table ronde où il fait plus ou moins s'affronter des avis de spécialistes, des avis qui seraient contradictoires, par exemple. Mais encore une fois, il ne maîtrise pas le jeu, au fond.

Je crois que la difficulté vient du fait que le journaliste a besoin d'écrire une histoire qui fasse vendre le journal et dans certains cas, ils peuvent vouloir mettre deux scientifiques en opposition pour faire ce qu'il croit être un reportage non biaisé. Le problème, c'est que le premier scientifique peut être supporté par 95 % de la communauté scientifique et beaucoup d'informations et l'autre, peut représenter une très petite minorité de scientifiques, mais dans le reportage, ça a l'air d'un équilibre cinquante-cinquante. Ainsi, le lecteur, l'auditeur ou le spectateur peut être souvent confus et penser : « La moitié des scientifiques pensent comme ça et la moitié des scientifiques pensent comme ci », alors, qu'en réalité, la majorité sont en accord avec le premier scientifique et très peu avec le second.

4.1.10 Le contrôle de l'information par les scientifiques

Dans cette section, nous nous arrêtons aux propos qu'ont tenus un certain nombre de journalistes à l'égard des scientifiques et du contrôle qu'ils exercent sur l'information. Aucune question directe n'était posée aux journalistes à ce sujet, mais trois d'entre eux ont volontairement abordé le sujet.

Gérald (J), Pierre (J) et Michel (J) ont spontanément discuté de la question du contrôle de l'information par les scientifiques. Selon eux, ce manque de transparence ou ce biais dans l'information survient toujours lorsque la politique se mêle de science et dans ce contexte, le journaliste doit servir d'abord l'intérêt du public. Gérald (J) et Pierre (J) ont abordé le sujet sous l'angle de la transparence qui, selon eux, fait parfois défaut aux scientifiques. Voici, dans l'ordre, les commentaires qu'ils ont fait :

La santé publique et environnementale, c'étaient des préoccupations personnelles et je me laissais aller à dire que j'ai toujours détesté le peu de place qu'on lui a consacré. Mais paradoxalement, je me disais que les tenants du pouvoir de la santé publique sont eux-mêmes les premiers responsables de cet état de faits. [...] C'est choquant de voir comment fonctionnent les directions de santé publique, qui perçoivent leur rôle plus comme un rôle de protection de l'information que comme un rôle de préservation de la santé publique. [...] Si un chercheur se rend compte qu'il y a un problème de santé publique occasionné par exemple par une usine de béryllium, bien, il va garder l'information pour lui. Et pourtant, il est payé par les gouvernements, par nos taxes, par la santé publique. Comment se fait-il qu'il a telle information ? Ça n'aurait pas été de son mandat de la divulguer ?

Un scientifique qui publie au sein d'un organisme public, c'est-à-dire gouvernemental, il publie ce que son boss a bien voulu lui laisser publier. Moi, je suis allé à un événement, il y a deux ans, qui s'appelle « Le carrefour de la recherche forestière » à Québec. C'était très intéressant. Je ne sais pas combien il y a de biologistes, d'ingénieurs forestiers et tout ça qui travaillent au ministère des Ressources naturelles. Il y en a des centaines, je pense. Puis il y avait plein de recherches intéressantes. Le nombre de notes que j'ai prises, puis le nombre de suivis que j'ai faits après qui ont donné zéro, rien, aucun retour d'appel...

Dans un même ordre d'idées, Michel (J) insiste sur le rôle du journaliste qui doit, dans un contexte de contrôle de l'information par les scientifiques, « décoder » les informations que ceux-ci fournissent ou ne fournissent pas.

Comme journaliste, tu es obligé non seulement de regarder l'étude, mais de décoder qui l'a faite, pour qui il l'a faite et peut-être, les biais que ça induit dans l'étude scientifique. Tu as tous les biotechnologues qui travaillent pour le ministère de l'Agriculture, ils sont tous pour les OGM, et ceux qui sont contre sont dans les universités, en gros. [...] Il y a un biais. Ces gens-là ont un biais en fonction de qui les paie. [...] Ma job, c'est de le décoder pour ne pas que le public se fasse fourrer. [...] Il faut être capable de décoder ça quand on présente la position du scientifique : la science est toujours asservie. [...] À celui qui paie. Et si on ne fait pas ça, on ne fait pas œuvre utile et on n'est pas capable de décoder la science. Les études scientifiques qui ont été faites sur les cigarettes, comme par hasard, celles qui ont été payées par les compagnies, ont démontré qu'il n'y avait pas de danger. Sur les OGM, c'est pareil. Quand on est là pour dire au public, pour tamiser les études et essayer d'expliquer au monde vraiment ce qui se passe, si on ne tient pas compte de ça, on a un sacré problème d'honnêteté intellectuelle. [...] Parce que, moi, je n'ai qu'une fidélité : le lecteur. Il y a tant de milliers de lecteurs qui me paient pour avoir l'heure juste dans un certain nombre de dossiers. Il faut que j'aille le plus loin possible pour leur dire ce qui en est, y compris d'avoir une position critique devant ce qu'on me sert au plan scientifique.

4.1.11 La personne la mieux placée pour vulgariser la science

Dans cette section, nous cherchions à déterminer, selon les perceptions des journalistes et des scientifiques, s'il existe une personne mieux placée pour vulgariser la science au grand public et si oui, si cette personne est le journaliste ou le scientifique (ou quelqu'un d'autre). Pour générer les données, une seule et même question a été posée, aux journalistes comme aux scientifiques :

- Qui est le mieux placé pour vulgariser la science au grand public : le scientifique, le journaliste ou quelqu'un d'autre ?

Globalement, sept personnes ont affirmé que le journaliste était la personne la mieux placée pour vulgariser la science au grand public. Ces sept personnes étaient toutes

des journalistes. À l'opposé, trois individus ont dit que c'était le scientifique qui était le mieux placé pour le faire (mais ces trois personnes étaient toutes des scientifiques). Cinq autres personnes ont affirmé, elles, que c'était le journaliste et le scientifique ensemble qui étaient les mieux placés pour vulgariser la science au grand public. De celles-ci, une seule était journaliste tandis que les autres étaient des scientifiques.

Nos locuteurs semblent dire que les scientifiques qui sont de bons communicateurs ne sont pas légions. La majorité des journalistes prétendent qu'ils sont les mieux placés pour vulgariser la science au grand public et même que c'est là leur rôle.

Gérald (J) répond à la question dans les termes suivants :

Je vais prêcher pour ma paroisse en disant le journaliste. [...] Les scientifiques travaillent sur leurs affaires, certains sont capables d'avoir du recul, mais la communication, ce n'est pas leur spécialité. Le journaliste, pas n'importe lequel, le journaliste qui suit le beat de la science, lui ou elle, sera ou devrait justement être en mesure de dire : « Ah! Ça, c'est intéressant. Et c'est intéressant pour telle raison. »

En général, les journalistes disent que ce n'est pas « leur job, aux scientifiques » de vulgariser la science au grand public, pour reprendre les mots de Pierre (J). Pauline (J), elle, dit que le journaliste « fait l'interface entre la science et le public » :

Les scientifiques pourraient le faire aussi, mais ça demande beaucoup de connaissances et beaucoup de compétences. Alors, c'est sûr que Hubert Reeves et Joël de Rosnay ont ces compétences-là, mais la majorité des scientifiques ne l'ont pas. Les journalistes, oui.

Michel (J) est beaucoup plus catégorique. À la question « qui est le mieux placé pour vulgariser la science ? », il a répondu sans détour :

C'est le journaliste. Pour deux affaires. D'abord, parce que c'est lui le professionnel de la vulgarisation. Deuxièmement, c'est lui qui est l'agent d'insertion de la science dans le débat social. Il est donc porteur des interrogations de la société. Il n'est pas là pour porter le ballon du scientifique. Le scientifique est instrumental. Le scientifique sert l'évolution

de la connaissance dans des institutions, dans des contextes, dans des débats et sur des enjeux donnés. Lui, sa job, c'est de faire une démonstration au début, mais sur les enjeux, les débats et tout ça, c'est notre job. [...] Ce n'est pas la sienne. Ce serait la sienne s'il voulait prendre position. Là, à ce moment-là, on va s'asseoir devant et on va noter. Mais s'il ne le fait pas, il ne peut pas nous reprocher à nous de faire la job. Il faut quand même que quelqu'un la fasse.

Moins virulent, Nicolas (J) croit qu'un « journaliste suffisamment allumé sur les questions scientifiques » peut très bien faire le travail de communication de la science auprès du grand public. Mais il reconnaît qu'il faut qu'il fasse l'effort de « s'informer vraiment, ce qui est difficile, parce que ça prend du temps ».

Plusieurs scientifiques croient pourtant qu'une collaboration entre le journaliste et le scientifique pourrait conduire à une bonne communication de la science. D'abord, Karine (S) reconnaît en effet que si « la vulgarisation relève seulement du journaliste [...], ça coupe le scientifique de l'échange avec les gens. » Un partenariat entre le journaliste et le scientifique est souhaitable aux yeux de Catherine (J), Gontrand (S), Clément (S) et Patrick (S). Catherine (J), seule journaliste du lot, affirme :

C'est un travail en commun, parce que, moi, si quelqu'un me l'explique mal, je ne peux pas bien l'expliquer, puis s'il l'explique bien, en fait, c'est sa citation qui va se retrouver dans le journal, donc, ça va ensemble. Ça prend un bon vulgarisateur et un bon journaliste qui vont travailler ensemble.

Patrick (S) abonde dans le même sens et dit : « On ne peut pas s'attendre à ce qu'un journaliste connaisse un dossier en profondeur, alors il doit s'aider, dans son interprétation, des scientifiques. » Clément (S) aussi voit le journaliste et le scientifique « en complément » pour vulgariser la science et Gontrand (S), lui, parle d'un véritable partenariat qui doit être instauré entre le scientifique et le journaliste :

Pour moi, un reportage scientifique, qu'il soit télé, radio ou autre, c'est un partenariat entre un scientifique ou un groupe de scientifiques et un journaliste. Il y en a un qui apporte un contenu et l'autre, apporte un contenant. Et l'un sans l'autre, on ne peut rien faire. [...] Quand c'est unidirectionnel, c'est-à-dire que c'est le journaliste qui veut nous

pomper quelque chose, c'est moins intéressant, parce qu'on n'est pas pris comme un partenaire, mais comme une source d'informations. On est à leur service.

4.1.12 Les subventions

Dans cette section, nous avons tenté de savoir si la vulgarisation auprès du public permettait aux scientifiques d'obtenir des subventions. La question qui suit a donc été posée uniquement aux scientifiques :

- Est-ce que la vulgarisation au grand public vous permet d'obtenir des subventions ?

Les scientifiques interrogés ont majoritairement affirmé que la vulgarisation au grand public ne leur permettait pas d'obtenir des subventions. Deux d'entre eux ont même affirmé que la vulgarisation au grand public nuisait à l'obtention de subventions, parce qu'il s'agit d'une « perte de temps qui enlève de l'objectivité au scientifique » ou parce que le temps investi dans la communication n'était pas investi en recherche, en supervision d'étudiants ou en demande de subventions. Une seule personne a affirmé qu'il y avait « probablement » un lien entre sa visibilité sur la scène publique et son obtention de subventions tout en reconnaissant que ce lien était difficilement quantifiable. D'ailleurs, un des scientifiques qui a répondu que la vulgarisation au grand public ne permettait pas d'obtenir des subventions a également reconnu que ça procurait une certaine reconnaissance, dont tenaient peut-être compte les comités d'évaluations des organismes subventionnaires.

Le logiciel *Sémato* a identifié deux réseaux pour la partie du corpus regroupée sous le thème « subventions » (figure 6). Dans le premier, on retrouve Arthur (S), Benoît (S), Clément (S), Patrick (S) et Karine (S), et dans le second, on retrouve Gontrand

(S) et Gustave (S)⁷. Ces deux réseaux ne sont constitués que de scientifiques parce que la question n'a été posée qu'aux scientifiques.

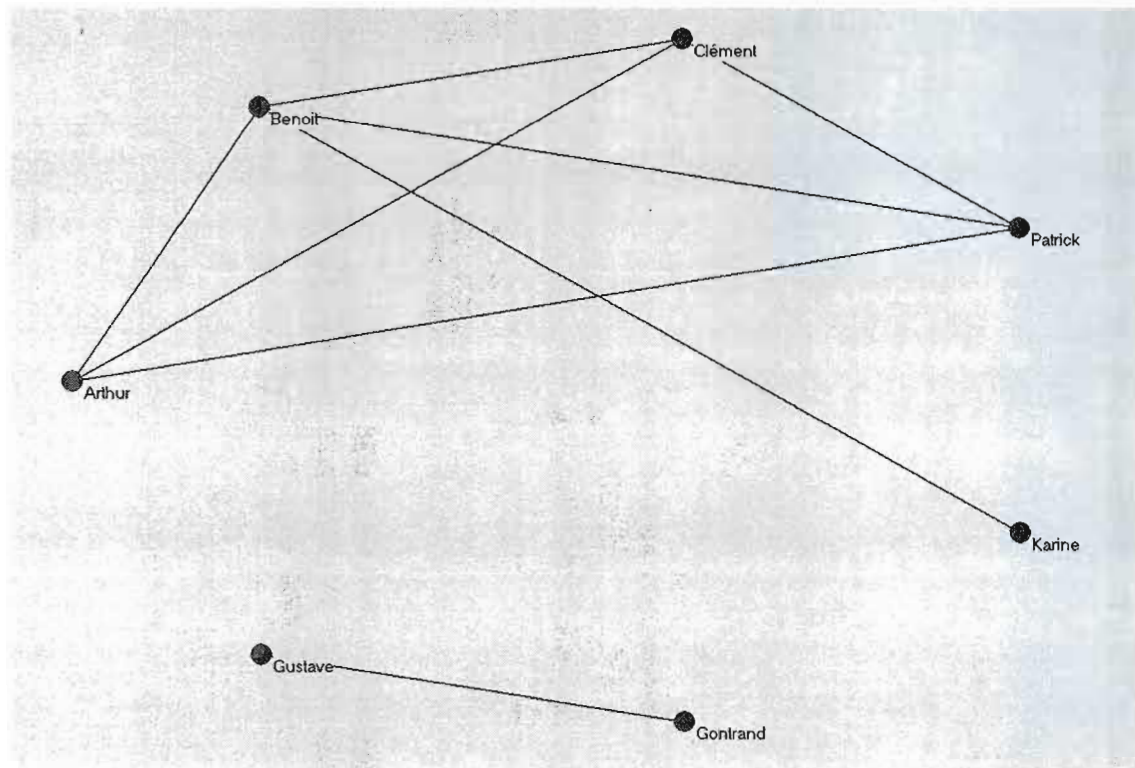


Figure 6 : Réseaux de similitude, thème : subvention
Source : <http://fable.ato.uqam.ca/guidexpert-ato/grenade/sorties/G473.htm>

Gontrand (S), le seul scientifique qui ait affirmé clairement qu'il croyait que la vulgarisation au grand public lui permettait d'obtenir des subventions, tenait ce discours :

J'ai déjà senti que des nouvelles dans les journaux par exemple m'ont favorisé. Je vais vous donner un exemple : je travaille depuis 15 ans sur la question des Omega-3. Les journalistes ont repris ça beaucoup, on trouve ça dans tous les magazines de monsieur, de madame, de jeune fille... On trouve beaucoup d'informations là-dessus. J'ai eu l'impression que, dans certaines agences de financement, j'ai été favorisé, parce que pour les comités de pairs, qui font partie du grand public, qui ne sont pas dans votre

⁷ Pedro (S) ne fait pas partie de notre corpus dans Sémato, parce qu'il s'exprimait en anglais et c'est pourquoi il ne figure pas dans le réseau généré par Sémato.

domaine à vous, ça donne, à leurs oreilles, une importance au sujet. Ils ont l'impression que c'est important parce que, comme citoyens, ils en ont entendu parlé, donc, ils se disent que c'est important pour la population. J'ai déjà ressenti que j'avais été favorisé pour ça, parce que je ne travaille pas sur des questions obscures. Je dirais oui, mais sans aucune possibilité de le mesurer, évidemment.

De son côté, Gustave (S), bien qu'il ne croit pas que la vulgarisation puisse l'aider à obtenir des subventions, tenait les propos suivants, au sujet du formulaire de demande de subventions, ou CV, qui doit tenir sur cinq pages au maximum :

On remplit très facilement cinq pages si on est actif et moi, je suis pas mal actif, donc je remplis mon cinq pages et je peux rajouter à la fin : communication avec le public, interview avec les médias... Je pourrais rajouter ça et ça ne nuirait pas, mais le comité de pairs qui va évaluer une demande, lui, va se dire : « Est-ce que c'est vraiment un travail de qualité ? Est-ce que c'est de la bonne science ? » [...] Ça peut augmenter l'aura du chercheur, c'est-à-dire que d'autres chercheurs peuvent avoir connu le chercheur appliquant à travers ses interviews, donc peut-être que de ce côté-là, ça peut améliorer le dossier [...] Même un très mauvais vulgarisateur, un scientifique reclus, mais qui publie très bien des recherches de très haute qualité va être très bien financé.

Les deux scientifiques qui ont affirmé nettement que ça nuisait, Karine (S) et Pedro (S) ont aussi abordé l'idée que la vulgarisation n'est souvent pas de la « bonne science » aux yeux des collègues scientifiques.

Voici, d'abord, ce que Karine (S) avait à dire sur le sujet :

Non, pour la plupart des organismes subventionnaires, c'est même un point négatif. Parce que c'est une perte de temps qui enlève de l'objectivité scientifique, surtout si c'est fait en collaboration avec les communautés. [...] D'abord, il n'y a pas d'argent prévu pour ça, ni au début ni à la fin. Et très souvent, c'est mal perçu.

Pedro (S), quant à lui, tenait le discours suivant :

Non, en réalité, ça nuit. Parce que ta réputation en tant que communicateur avec les médias est moindre que ta réputation en tant que scientifique. Les collègues scientifiques considèrent négativement une personne qui fait ce genre de travail en comparaison avec

une personne qui travaille surtout dans un laboratoire. Habituellement, quand je fais des demandes de subventions, je ne dis rien à propos de mon travail avec les médias.

Clément (S), sans dire comme Karine (S) et Pedro (S) que la vulgarisation nuit à l'obtention de subventions par le scientifique, reconnaît que peu de scientifiques s'en servent pour faire des demandes de subventions :

Je me souviens à un moment donné que le CRSNG [Centre de recherche en sciences, nature et génie] avait même rajouté quelques lignes pour dire à quel point c'était important la vulgarisation, puis que les chercheurs devaient en faire part. Moi, j'ai été sur des comités dans les années 2000-2003 et presque personne n'écrit la vulgarisation grand public dans son CV scientifique pour avoir une subvention. Ce n'est pas un argument. Tu ne mets jamais ça. Dans ces CV, on te demande de remplir une page sur tes contributions les plus importantes à la science, il n'y a personne qui écrit qu'il a fait de la vulgarisation puis qu'il a donné tant d'interviews radio là-dedans. Personne! On écrit toujours : J'ai publié dans un tel journal important une recherche cruciale, alors que c'est une contribution modeste. Peut-être qu'une vulgarisation est plus importante parce que ça a réveillé deux étudiants qui sont venus dans le laboratoire puis qu'ils vont faire de la recherche plus tard [...]

4.1.13 L'absence de certains scientifiques des médias

Dans cette section, nous cherchions à comprendre l'absence de deux scientifiques des médias. Deux scientifiques qui oeuvrent pourtant sur la problématique du mercure et qui sont reconnus par leurs pairs. Ces deux hommes n'ont jamais été cités dans notre revue de presse et nous avons cherché à comprendre pourquoi ils n'apparaissent pas dans les médias malgré leur excellente réputation dans le milieu scientifique. Ils constituaient donc, dans le cas de notre étude, une portion de l'échantillon de scientifiques ne travaillant pratiquement jamais avec les médias. Des questions particulières leur ont été posées :

- Selon vous, pourquoi votre nom n'est jamais cité dans une revue de presse sur le mercure, couvrant la période de 2001 à 2004, alors que vos recherches portent sur le mercure ?
- Pourquoi ne communiquez-vous pas avec les journalistes ?
- Refusez-vous de travailler avec tous les journalistes ou seulement avec certains d'entre eux ?
- Avez-vous pris cette décision ou la situation s'est-elle imposée d'elle-même ?
- Depuis combien de temps la situation est-elle ainsi ?

Quand on lui demande pourquoi son nom n'apparaît pas dans les médias dans une revue de presse portant le mercure couvrant la période de 2001 à 2004, l'un de ces deux scientifiques affirme que ce n'est tout simplement pas son travail. Ce scientifique travaille pour un organisme gouvernemental qui emploie, selon ses dires, deux types de chercheurs : ceux qui sont spécialisés dans la diffusion auprès du public et ceux qui font de la recherche scientifique de pointe. Ce scientifique fait partie de ce deuxième groupe et c'est ce qui explique, selon lui, son absence des médias.

L'autre scientifique qui constitue la partie de notre échantillon de scientifiques ne travaillant pratiquement jamais avec les médias explique son absence des médias par son manque d'intérêt. Il reconnaît en effet avoir très peu d'intérêt à travailler avec les médias et se prétend « sceptique » face à la qualité du transfert de l'information fait par les journalistes. Selon lui, son manque d'intérêt est motivé par cette absence de contrôle de la part du scientifique sur la qualité de l'information diffusée au public.

Pour les deux hommes, Arthur (S) et Gustave (S), il est possible de déceler dans leur discours un manque de confiance quant à la qualité du travail du journaliste, un travail sur lequel ils n'ont que peu de contrôle, mais qui peut avoir des répercussions importantes pour eux.

Arthur (S) affirmait ceci :

Il y a un journalisme factuel et il y a un journalisme qui peut être guidé par des intérêts quelconques. Moi, mon travail – et je fais bien mon travail –, c'est de faire des articles scientifiques, de développer des partenariats, guider des étudiants de doctorat. [...] Mon

travail ce n'est pas d'appeler les journalistes et de dire : « Voici, je me prépare à aller mesurer le mercure à tel endroit. » Mon travail est fait. Par la suite, il y a des gens qui peuvent écrire un article journalistique à partir de mon travail. Mais il y a deux sortes d'articles journalistiques : il y a des articles journalistiques de fond, qui sont comme un travail de recherche bibliographique et il y a tout simplement de la publicité déguisée en informations, où tu as un aspect de propagande.

Gustave (S) aussi se faisait assez critique :

C'est vrai que je n'ai pas beaucoup interagi avec la presse. Comme je le dis souvent : ça n'adonne pas, peut-être que je n'ai pas un grand intérêt pour ça en général. Mais je pourrais te dire que je suis un peu... comment dire... sceptique quant au transfert d'informations et de la qualité du transfert, dans certains cas. Premièrement, il y a le facteur de rapidité : il faut que ce soit rapide et c'est plus important que la qualité dans certains cas. Et, deuxième chose, dans certaines interactions que j'ai eues avec des journalistes québécois par exemple, il y avait eu une tentative de direction dans la conversation. Ils voulaient me faire dire des choses ou ils voulaient m'envoyer sur un certain terrain.

4.1.14 Les objectifs du journaliste et du scientifique quant au public

Dans cette section, nous avons tenté de cerner les perceptions des scientifiques et des journalistes par rapport au public et par rapport aux objectifs de ce public. Pour générer ces données, plusieurs questions ont été posées, mais davantage aux scientifiques qu'aux journalistes, parce que nous avons supposé que les scientifiques avaient aussi des contacts avec le public autrement que par l'intermédiaire des médias. Les voici :

Questions posées aux journalistes :

- Qui est le public auquel vous vous adressez ?
- Que pensez-vous que le public veut savoir au sujet de l'environnement ?

Questions posées aux scientifiques :

- Qui est le public auquel vous destinez vos recherches ?
- Vous sentez-vous concernés par le fait le public comprenne ou non vos recherches ?
- Trouvez-vous la communication de vos recherches, dans son état actuel, satisfaisante ?
- Est-ce que la vulgarisation au grand public vous apparaît comme un investissement ?
- Que pensez-vous que le public veut savoir au sujet de l'environnement ?

D'une manière générale, les journalistes de la presse spécialisée arrivent à mieux cerner le public auquel ils s'adressent; dans un cas, ici, c'était un public de médecins (de toutes disciplines) et dans un deuxième cas, c'était un public de scientifiques (de toutes disciplines). Sinon, les journalistes décrivent ceux pour qui ils écrivent comme « le public en général ». En outre, même s'ils reconnaissent parfois qu'ils s'adressent à un public qui « a un intérêt pour la science », qui est « curieux » par rapport à la science ou à quelqu'un qui a une « sensibilité aux questions environnementales », ils ne s'adressent pas à un public de scientifiques (ce qui n'exclut pas que des scientifiques puissent lire leurs textes). Certains, comme Pierre (J), affirme même : « je pense qu'il faut écrire pour le lecteur le plus général possible. Il ne faut pas écrire pour un public d'avertis, pour un public de spécialistes. » Selon les journalistes, leur public est assez hétérogène; des hommes, des femmes, des « vieux », des « ados », « monsieur et madame Tout-le-monde », « classe moyenne ou moyenne-élevée ». Un seul journaliste, Robert (J), nous a dit que des scientifiques lisaient ses textes, en précisant que c'étaient souvent « les collègues des scientifiques interviewés ».

Pour les scientifiques, le public peut être très différent. Deux personnes nous ont répondu que le public était essentiellement constitué de scientifiques. L'un d'entre eux était de ceux qui ne travaillent pratiquement jamais avec les médias, mais l'autre avait, au contraire, beaucoup d'interactions avec la presse. En général, les scientifiques ont pu identifier différents publics, que ce soit les femmes enceintes ou allaitant, les travailleurs et les travailleuses, les communautés autochtones, les

décideurs ou même, le public en général. Toutefois, un seul scientifique a cité les médias comme faisant partie des publics auxquels était destinée sa recherche.

Trois scientifiques se sont déclarés clairement satisfaits de l'état actuel de leurs communications. Deux scientifiques ont cependant affirmé être insatisfaits, notamment parce qu'ils considéraient qu'ils pouvaient en faire plus; Patrick (S) s'est dit « personnellement très en retard là-dedans ». Il a ajouté : « Le maillon faible, c'est moi, alors je suis très négligent là-dedans, je ne travaille pas assez à publier ces choses-là [...]. J'aimerais pouvoir en faire plus. »

Certains scientifiques ont affirmé considérer la vulgarisation de leur recherche au grand public comme un investissement, tandis que d'autres ont renchéri en utilisant les termes « devoir » et « obligation ». Gontrand (S) a dit : « Ce n'est pas un investissement, c'est une obligation. On est obligé de remettre à la population ce pour quoi on est payé. »

Arthur (S) a, quant à lui, affirmé que « tout ça [en parlant de son travail], c'est fait pour rejoindre, d'une façon très indirecte, les gens à un moment donné, parce que tu fais ça pour essayer d'améliorer ton environnement ». Pedro (S), lui, considère que l'effort investi dans la communication de la science à travers les médias est très rentable parce qu'en temps normal, le scientifique ne peut atteindre qu'une poignée de gens par ses communications : « Je crois que c'est très important d'atteindre les gens en dehors du laboratoire, en dehors de la communauté scientifique, parce que c'est là que beaucoup de décisions concernant la santé et le bien-être des consommateurs sont prises. »

Gustave (S) est le seul scientifique à avoir dit que ce n'était pas important que le public comprenne ses recherches, mais voici comment il justifiait sa réponse :

Je ne pense pas que c'est important que le grand public comprenne mes recherches, mais c'est important que le grand public soit mieux informé des problématiques que je touche. Mais mes recherches personnelles, elles font partie d'un grand tout. Par exemple, s'il y a une émission qui est faite sur une problématique du mercure dans l'Arctique, ça, c'est intéressant. Que le public soit au courant de ce qui se passe, c'est important, mais de savoir que moi, j'ai fait telle chose, c'est insignifiant pour eux.

Au sujet de l'environnement plus précisément, les réponses de nos locuteurs ont été très variées. La plupart d'entre eux s'entendent pour dire que le public veut une « information de qualité », « juste » ou qu'il veut « comprendre les enjeux » et les « impacts » ou « comprendre les questions complexes ». Un journaliste nous a dit que le public voulait la même chose que dans les autres domaines, c'est-à-dire des « nouvelles compréhensibles, pertinentes et équilibrées ». Gustave (S) avait le discours suivant :

[Le public] veut de l'information de qualité. C'est sûr que les médias peuvent influencer l'opinion, mais la façon la plus efficace de l'influencer, c'est en fournissant une information crédible. Si on nous dit seulement : « Il faut être contre ça! », ce n'est pas assez, alors que si on montre clairement, par exemple, que la capacité éolienne du Québec est très grande à telle place, ça correspond à tel pouvoir énergétique par rapport à tel autre pays, etc., c'est plus fort et les gens comprennent et si c'est suffisamment bien expliqué et suffisamment simple, dans ce cas-là, le public va être attentif à ça. C'est ce qu'il recherche, une information crédible de qualité et bien ficelée.

Michel (J) abonde dans le même sens et affirme que le public demande qu'on lui « démystifie » les choses.

Cinq personnes nous ont dit que le public voulait savoir ce qu'il pouvait faire concrètement pour améliorer la situation ou qu'il voulait pouvoir prendre des décisions éclairées. Aussi, le public cherche à comprendre comment il est affecté, lui personnellement, par l'environnement et sa dégradation. Plusieurs de nos locuteurs croient que ce sont les problèmes à l'échelle locale qui intéressent essentiellement les lecteurs. Nous rapportons ici les propos de Pedro (S) et de Nicolas (J).

Les consommateurs auxquels je m'adresse sont généralement intéressés seulement par les choses qui les touchent directement. Ils peuvent ne pas être intéressés par la réduction de l'usage de pesticide sur leur terrain [...] ou par l'usage de pesticides plus sécuritaires, mais s'ils perçoivent que ça peut les affecter eux et leur famille, là, je peux avoir leur attention. [...] Quand je travaillais sur le poisson, c'était très important parce que nous avons dans la région beaucoup de femmes enceintes ou allaitant et de jeunes enfants et ils entendent dire un jour qu'il ne faut pas manger de poisson et le lendemain, ils entendent dire qu'il faut manger du poisson et ils essaient de savoir c'est quoi l'information exacte.

C'est sûr que, quand tu es monoparentale avec un cégep terminé laborieusement et un salaire annuel de 17 000 dollars, le fait de savoir qu'on est en train de mettre du béton sur un marais dans le 450, tu t'en crisses un peu quand même. Pis le Suroît, tu t'en fous. Pis Kyoto, tu t'en fous. Par contre, les pesticides sur les fruits et légumes de tes enfants, tu es peut-être plus sensible à ces questions-là.

Gontrand (S), lui, est d'avis qu'en plus de vouloir savoir ce qui se passe près de lui, le public est très intéressé par les grands enjeux planétaires, mais non par les enjeux nationaux.

Pour moi, il y a deux grands aspects. Il y a un aspect qui est : le côté un peu planétaire, la fibre écologiste; où est-ce qu'on s'en va, comme humanité, avec notre planète ? Et il y a l'autre côté qui est : moi, comme individu, pour mes enfants, concrètement, des choses un peu plus personnelles, c'est quoi que je peux faire pour ne pas avoir de risques ? Alors que les questions plus nationales ou régionales, je pense, ça intéresse moins les gens. [...] Je vois beaucoup d'intérêt dans ces deux choses, alors qu'il y en a moins dans la politique forestière du Québec, par exemple.

Pauline (J) déplore que « souvent, [le public] est plus axé sur les nouvelles, les catastrophes, les trucs comme ça, les événements » et trouve ça « dommage ». Dans un même ordre d'idées, Clément (S) se demande si le public veut « se rassurer ou se faire peur » et Robert (J) dit que le public veut « aller au-delà de l'indignation ». Sur un ton plus badin, Pierre (J) prétend que les gens veulent « des bonnes nouvelles et des animaux « cutes » ».

4.1.15 Le rôle des médias en environnement

Dans cette section, nous cherchions à comprendre les perceptions des journalistes et des scientifiques quant au rôle des médias dans le cas particulier de l'environnement. Deux questions leur ont été posées, les mêmes pour les deux groupes :

- Selon vous, quel est le rôle des médias dans le cas particulier de l'environnement ?
- Selon vous, quelle place devrait occuper l'environnement et de quelle façon les médias devraient traiter de cette question ?

Les journalistes ont, d'une manière générale, été beaucoup plus loquaces au sujet de ces deux questions que les scientifiques. Certains commentaires des scientifiques recoupaient les commentaires des journalistes.

Plusieurs locuteurs (journalistes comme scientifiques) considèrent que l'environnement devrait occuper une « plus grande place », une place semblable à celle occupée par les questions économiques ou qu'il devrait y avoir un cahier environnement tous les jours dans les médias. Un scientifique nous a fait remarquer qu'il y avait un cahier sur l'automobile toutes les semaines dans *La Presse*, mais qu'il n'y avait pas un cahier sur l'environnement hebdomadaire. Ce scientifique trouvait cependant que l'environnement occupait une place suffisante dans les médias. D'ailleurs, Clément (S), lui, nous a dit qu'il y avait, à la fois, « un excès et un manque » d'informations au sujet de l'environnement. Voici ce qu'il disait :

Il y a à la fois un excès d'information et un manque d'information. Beaucoup de gens vont dire : « On n'est pas informés. » En fait, c'est faux. Il y a énormément d'information, mais est-ce qu'elle atteint la personne ou le groupe visé ?

Deux journalistes, dont Pierre (J), nous ont dit qu'il devrait y avoir un journaliste affecté particulièrement à « l'environnement économie » ou à l'environnement et

l'économie, en même temps. Au sujet de la place plus générale de l'environnement dans les médias, Pierre (J) tenait le discours suivant :

Je trouve qu'il pourrait facilement y avoir un cahier environnement à tous les jours. Il y a suffisamment de nouvelles dans ce domaine-là : [...] il y a la santé et l'environnement, il y a toutes les questions de faune et de parcs... C'est vaste. [...] Il y a l'environnement économie qui est un « beat » en soi. Ça, dans la section économie, ce n'est pas couvert ou pratiquement pas. Moi, depuis que je fais de l'environnement, j'ai fait exprès pour ne faire aucun article sur aucune compagnie qui avait une solution. Pas parce qu'il n'y en a pas et pas parce que ce n'est pas important, mais parce que je trouve que c'est vraiment la job de la section économie. Eux autres, ils sont dix, moi, je suis tout seul. [...] J'espère que la section économie de *La Presse* va prendre ce virage-là à un moment donné. [...] [Dans la section économie], on fait un article sur la nomination de Thierry Vandal à Hydro-Québec, on interroge tout le monde, on demande l'opinion à plein de monde, mais pas aux écolos. Alors que s'il y a bien un affrontement dans notre société depuis deux ans dans le domaine environnemental, c'est entre Hydro-Québec et les groupes écologistes.

Victor (J), lui, expliquait qu'un journaliste qui traite d'environnement doit toujours se défendre de ce qu'il fait :

Il faut que [l'environnement] soit traité à sa juste valeur. Je ne pense pas qu'un quotidien choisisse délibérément d'avoir un département, d'affecter une équipe de journalistes à la couverture régulière de l'environnement, surtout que je sais que, souvent, les gens qui couvrent l'environnement doivent faire valoir ou doivent justifier le fait qu'ils travaillent là-dedans et pas dans d'autres choses. Et ça, ça me déplaît. Quand je vois qu'un quotidien a un pupitre de vingt journalistes consacrés aux sports et qu'il n'y a personne qui couvre l'environnement. Je me dis que ce n'est pas très bon. Mais en même temps, un journal reflète ses lecteurs jusqu'à un certain point. Les lecteurs veulent des nouvelles du sport et en veulent abondamment. C'est pas juste parce qu'on a fabriqué leur intérêt pour le sport, ce n'est pas vrai.

Les scientifiques disent que les médias ont pour rôle de « diffuser la connaissance », de « transférer les informations », de « faire une analyse critique de ce qui se passe » dans le but d'aider à « la formation de l'opinion publique » au sujet de l'environnement. Un scientifique, Gontrand (S), et une journaliste, Pauline (J), nous ont dit que les médias avaient un rôle d'éducation populaire à l'environnement. Voici, dans l'ordre, ce que le scientifique et la journaliste avaient à dire à ce propos :

Je suppose que c'est certainement un des secteurs, à cause de l'aspect multidisciplinaire de l'environnement, où on a besoin de simplifier et de clarifier les choses. Par exemple, je dirais que par rapport à la santé, régulièrement, un individu peut parler à son médecin, se faire expliquer par une infirmière... Donc, il y a beaucoup de portes d'entrées individuelles pour se faire expliquer les choses. Mais il n'y a pas de docteurs ou d'infirmières en environnement. Donc, on n'a pas accès à une information de tous les jours sur l'environnement, comme pourrait avoir un enfant avec sa maîtresse d'école. D'où l'importance d'avoir une information en environnement beaucoup plus fréquente et large et disponible.

C'est un sujet qui préoccupe les gens. Donc, oui, c'est capital parce que c'est ce qui informe le public, mais [la couverture] n'est pas toujours bien fait[e]. Parce qu'il y a toutes sortes de façons de parler de l'environnement et des fois, on fait de fausses peurs ou on ne donne pas les dossiers complets. C'est très couvert, donc c'est couvert par des gens qui connaissent le sujet et des gens qui ne le connaissent pas. Parce qu'il y a un événement en arrière de ça, il y a des déversements, il y a des catastrophes, il y a des investissements, des développements, donc, ça fait beaucoup la nouvelle. Quand quelque chose fait beaucoup la nouvelle, on peut traiter en profondeur ou pas. C'est très important la place des médias pour l'environnement, c'est capital, parce que c'est toute l'éducation du public. C'est un domaine où il faut éduquer le monde.

Un peu dans le même sens, une autre journaliste a dit que les médias avaient un rôle « crucial » d'information pour une « action populaire » et un journaliste a affirmé que c'était le rôle des médias de « mettre les gens en garde contre les problèmes qu'on est en train de générer nous-mêmes ». Cependant, d'une manière générale, plusieurs journalistes étaient d'avis que, parce que le public a une « grande préoccupation » pour l'environnement, « le rôle des médias, c'est un peu de refléter les préoccupations des gens », comme le disait Catherine (J).

Plusieurs locuteurs (journalistes et scientifiques) nous ont dit qu'il fallait éviter le sensationnalisme en environnement, qu'il ne fallait « pas juste tirer les sonnettes d'alarme ». C'est l'avis de Clément (S), notamment, qui s'exprimait en ces termes :

C'est que, parfois, je crois pouvoir dire que, dans certains dossiers, les médias ont franchement exagéré, par exemple, les craintes du public par rapport à une situation quelconque, parce qu'on a fait un peu ou pas mal de sensationnalisme et qu'on a exagéré les risques et les dangers de telle chose. Les OGM, c'est le cas. En tout cas, c'est peut-être dangereux, mais ça ne va pas tuer les gens sur place. Il y a toutes sortes de situations comme ça, donc les médias ont à fournir et à continuer de fournir une information diversifiée. Et le public a à comprendre de plus en plus, justement, que l'avis

scientifique sur des sujets comme ça, ce n'est pas unifié. Il y a des avis scientifiques. C'est peut-être ça qui ne passe pas encore assez. Pour les journalistes, c'est peut-être difficile pour eux d'entrer cette notion d'avis partagés, diversifiés, sur des sujets complexes. C'est probablement leur rôle.

Pour éviter le sensationnalisme, Pauline (J) est d'avis qu'il faut en environnement une approche multidisciplinaire :

On pourrait peut-être couvrir un peu plus [l'environnement] et peut-être un peu plus de façon multidisciplinaire, avec les enjeux sociaux, les enjeux politiques [...] Mais c'est peut-être là où les problèmes sont, des fois. Il faudrait lier les intérêts des communautés, les intérêts immédiats et l'environnement.

Une journaliste nous a dit que les médias avaient, certes, besoin d'une couverture quotidienne de l'environnement, mais également de « dossiers de plus longue haleine ». Aussi, une autre journaliste nous a dit qu'il n'y avait « pas assez de bonnes nouvelles », où l'on couvre les « réussites locales ». Pierre (J), lui, se défend de ne couvrir que des « mauvaises nouvelles » :

Ce n'est pas de ma faute s'il y a beaucoup de mauvaises nouvelles en environnement. Mais on se place du point de vue que s'il y a quelque chose qui est bon pour l'environnement, c'est une bonne nouvelle, quelque chose qui est mauvais pour l'environnement, c'est une mauvaise nouvelle. C'est évident que si on faisait le contraire, les gens nous trouveraient bien bizarres.

Gontrand (S) pense, quant à lui, qu'il faudrait décoller l'environnement des questions d'actualité :

Sauf que le problème, c'est que [l'environnement] est connecté –je ne sais pas si c'est obligatoire– à un volet de nouvelles, qui sont, elles, liées à une annonce gouvernementale, un accident gouvernemental, un accident, une publication... Des fois, je trouve ça un peu étonnant qu'il n'y ait pas un style de chronique qui revient régulièrement et qui refait l'état d'un problème régulièrement. Il faut qu'il y ait une nouvelle. Or, par exemple, on va parler des changements climatiques à l'occasion d'un congrès, d'un meeting d'une signature, d'une tornade, alors qu'on pourrait très bien en

parler en dehors de ça. Il n'y a pas besoin de nouvelles ou d'événements pour en faire une nouvelle parce que c'est en continu une nouvelle.

Nous avons exploré les différents aspects des relations entre les journalistes et les scientifiques qui ont été abordés par nos locuteurs lors de nos 19 entrevues. Dans le chapitre suivant, nous mettrons les résultats générés par notre recherche en lien avec la littérature présentée dans le cadre théorique et nous poserons un regard critique sur nos résultats.

CHAPITRE V

LA DISCUSSION

Dans ce chapitre, nous présentons l'analyse des résultats de nos 19 entrevues en lien avec la littérature présentée dans le cadre théorique dans le but de comprendre le fossé qui existe entre le journaliste (travaillant d'une manière générale à la communication scientifique, particulièrement à celle des questions environnementales au sens large) et le scientifique (spécialiste des questions environnementales et plus particulièrement de la problématique du mercure). L'analyse sémantique à laquelle nous avons procédé nous a d'abord permis d'identifier cinq éléments qui constituent, soit des sources de frustrations, soit des pistes de solutions pour combler partiellement ce fossé. Dans un deuxième temps, nous analyserons la perception des journalistes et des scientifiques quant au rôle des médias dans le domaine de l'environnement et quant aux attentes du public à l'égard des médias dans ce domaine.

5.1 Les sources de frustrations et les pistes de solutions

Au départ, des différences fondamentales existent entre les scientifiques et les journalistes. En effet, alors que le scientifique s'adresse de plus en plus à un public limité, mais hyperspécialisé, composé de pairs qui connaissent le langage et la méthodologie de la recherche, le journaliste, lui, –même s'il ne couvre que la science ou l'environnement– vise à atteindre le public le plus large possible. Tout le fossé

entre ces deux acteurs de la communication scientifique est là : les scientifiques sont des spécialistes et les journalistes, des généralistes. Il y a donc, à la base même de la relation, une incompatibilité fondamentale entre le scientifique et le journaliste dans leur façon d'appréhender le temps, l'actualité et le langage ou tout simplement dans leur façon respective de travailler.

La littérature que nous avons explorée dans le chapitre II nous avait lancée sur différentes pistes qui expliquaient ce fossé entre les journalistes et les scientifiques. Nos 19 entrevues nous ont confirmé que différents éléments de la façon de travailler ensemble des journalistes et des scientifiques sont des sources de frustrations. Pour le scientifique, le manque de formation scientifique du journaliste, son manque de rigueur, ses contraintes de temps, sa quête de sensationnalisme et son refus de laisser le scientifique réviser un reportage avant sa publication sont autant d'éléments de frustrations. Pour le journaliste, le manque de connaissances communicationnelles du scientifique, son incompréhension des contraintes temporelles du journaliste et son désir d'avoir un droit de regard sur son reportage sont des éléments de frustrations. Ce sont ces éléments qui seront analysés dans ce chapitre.

Toutefois, quelques pistes de solutions partielles existent et nous les aborderons aussi dans ce chapitre. Elles sont d'autant plus intéressantes qu'elles ont été proposées par les acteurs au cœur de la problématique eux-mêmes. Ces pistes de solution partielle sont : la prise en compte des intérêts de chacun dans la relation pour un véritable partenariat entre le scientifique et le journaliste; une formation scientifique pour le journaliste; une formation en communication pour le scientifique; la préparation avant la rencontre (surtout pour le scientifique); la négociation entre les acteurs (selon leurs contraintes et leurs valeurs) d'un certain droit de regard (révision) sur le texte du journaliste et la prise en compte de la méthodologie par le journaliste dans son reportage.

Nous avons dégagé plus précisément cinq éléments qui, selon les perceptions des 19 personnes interviewées, représentent des sources de frustrations ou des pistes

de solutions potentielles pour combler le fossé qui sépare les journalistes et les scientifiques. Nous porterons donc notre attention aux questions suivantes :

1. La personne la mieux placée pour communiquer la science;
2. La révision des textes par les scientifiques;
3. La formation scientifique des journalistes;
4. La formation en communication des scientifiques;
5. La rigueur des reportages journalistiques.

5.1.1 La personne la mieux placée pour communiquer la science

Un des éléments les plus frappants présentés dans les résultats du chapitre précédent, c'est la perception que les journalistes entretiennent d'être les mieux placés pour communiquer la science au grand public. Comme nous l'avons vu, sept journalistes ont affirmé que les journalistes étaient les mieux placés pour vulgariser la science au grand public tandis qu'à l'opposé, les scientifiques ont plutôt tendance à penser qu'il s'agit d'un travail de partenariat entre les journalistes et les scientifiques.

D'entrée de jeu, nous constatons clairement que si le scientifique perçoit plus généralement son rôle comme celui d'un partenaire de la communication de l'environnement, le journaliste, lui, a un peu plus tendance à faire cavalier seul et à se voir comme le seul capable de bien vulgariser la science et les questions environnementales au grand public, négligeant du même coup tous les autres acteurs sociaux (organisations non gouvernementales, institutions publiques, etc.).

Aux yeux des journalistes, la communication n'est pas « la job » des scientifiques ni même leur « spécialité », tandis que le journaliste, lui, est celui qui « fait l'interface entre la science et le public ».

Le journaliste qui a défini son rôle comme « l'agent d'insertion de la science dans le débat social » résume bien l'état d'esprit de nombreux journalistes interrogés lors de cette recherche. Pour ce journaliste, le journaliste est « porteur des interrogations de

la société ». Selon le même ordre d'idées, dans notre cadre théorique, le journaliste était défini comme étant plus près du public que le scientifique. Le journaliste oublie cependant qu'il est beaucoup mieux informé que le grand public et qu'il a un réseau et un accès privilégié à l'information. Son discours est par le fait même paradoxal parce que ce réseau et cet accès privilégié à l'information l'éloignent des « interrogations de la société ». Lorsque l'on recoupe les propos de chacun, la prétention du journaliste à mieux représenter le public (que le scientifique) –très répandue parmi les journalistes de notre échantillon–, et par conséquent, à être la personne la mieux placée pour vulgariser la science au grand public, apparaît peu fondée.

De leur côté, la plupart des scientifiques interviewés ne conçoivent pas leur rôle dans le projet vulgarisateur autrement qu'avec la complicité du journaliste. Selon les scientifiques, les journalistes et eux sont des partenaires dans la communication des questions environnementales : l'un « apporte un contenu et l'autre, apporte un contenant ». Un scientifique affirme même que l'un sans l'autre, le journaliste et le scientifique ne peuvent « rien faire ». Ce discours des scientifiques qui voient la communication comme un partenariat entre le journaliste et le scientifique est encore une fois paradoxal quand on le recoupe avec leur discours sur la rigueur des journalistes. En effet, on comprend mal pourquoi les scientifiques voudraient s'associer à un partenaire si peu rigoureux à leurs yeux. En plus, les scientifiques se voient comme des partenaires de la communication, mais ne se préparent que rarement avant une entrevue, ce qui les confine dans un rôle passif qui n'est pas celui d'un partenaire. Comme celui des journalistes ci-dessus, le discours des scientifiques qui se veulent partenaires des journalistes dans la communication apparaît peu fondé.

Nous l'avons vu dans le cadre théorique, dans le modèle triangulaire de la communication, les scientifiques et les journalistes détiennent tous les deux une forme de pouvoir; les scientifiques, comme générateurs de la « vraie connaissance » (Shinn et Whitley, 1985), et les journalistes, comme intermédiaires obligés entre le scientifique et le public. Nous constatons que certains journalistes tiennent en effet à

ce pouvoir que leur confère leur position de trous structuraux (Burt, 1995). En revanche, selon notre recherche, les scientifiques semblent moins enclins à s'accrocher à leur pouvoir ou à tout le moins conçoivent que s'ils veulent diffuser les connaissances qu'ils génèrent, ils doivent travailler en partenariat avec les journalistes pour atteindre un public plus vaste et surtout moins spécialisé que s'ils le font avec d'autres moyens de communication, comme les conférences ou les séminaires.

Cela étant dit, nos entrevues nous laissent croire que les scientifiques ne veulent surtout pas non plus que les journalistes deviennent les seuls intermédiaires entre le public et eux, c'est pourquoi ils se voient comme des « partenaires » de la communication, ce qui est une façon pour eux de garder une forme de contrôle sur l'information diffusée. Ainsi, ils veulent éviter que le journaliste se retrouve en position de « trou structural » et dispose des informations qu'ils lui transmettent comme bon lui semble.

Ces deux visions du rôle du journaliste et du scientifique dans la communication de la science sont très différentes et nous ramènent à l'idée avancée en introduction de ce chapitre : les journalistes sont des généralistes et les scientifiques sont des spécialistes. Malgré le discours des scientifiques qui se veut inclusif, cette dichotomie marque tous leurs rapports et à moins de changements profonds dans la structure et les institutions médiatiques et scientifiques, il semble peu probable que l'on arrive à combler de façon satisfaisante à la fois pour le scientifique et pour le journaliste le fossé entre ces deux acteurs de la communication scientifique.

5.1.2 La révision des textes par les scientifiques

Les scientifiques et les journalistes que nous avons interviewés pour cette recherche tenaient des propos au sujet de la révision du texte du journaliste par le scientifique avant sa publication qui étaient assez semblables à l'argumentaire présentés dans notre cadre théorique. Cet aspect de la relation entre les journalistes et les scientifiques constitue en effet un point de discordance important. Dans certains cas, les positions des journalistes et des scientifiques de notre échantillon semblent irréconciliables tellement le sujet remet en question une tradition ainsi que des valeurs d'éthique et de rigueur fondamentales aux deux acteurs. Toutefois, comme l'étude de Myers (1979) l'avait montré, certains journalistes que nous avons interviewés acceptent qu'une partie de leur texte (souvent les citations attribuées au scientifique ou des passages plus complexes) soit relue par le scientifique avant la publication. Cette façon de faire peut constituer, pour le journaliste comme pour le scientifique, un compromis, mais certains journalistes refusent aussi catégoriquement cette forme de révision de leur travail en prétextant que leur éthique professionnelle le leur interdit.

Ces derniers arguent qu'ils sont les seuls responsables de leur texte, ce qui est vrai puisque le journaliste est généralement la personne qui choisira les mots à utiliser, l'angle de l'article, le chapeau ou *lead*, etc. Cependant, les scientifiques ont presque tous la crainte qu'une erreur ou qu'une citation erronée leur soient attribuées, ce qui les discrédite, selon eux, auprès de leurs pairs. La responsabilité de l'article revient donc uniquement au journaliste, mais la responsabilité des erreurs commises par les journalistes est très souvent partagée entre les journalistes et les scientifiques, puisque ces derniers se les voient fréquemment attribuées (par leurs pairs ou par les journalistes). En plus, le fonctionnement des médias fait en sorte que les corrections ou les errata – lorsqu'ils sont publiés – ne sont pas lus par les lecteurs (parce qu'ils sont publiés dans une autre édition que le lecteur ne lira pas nécessairement et que leur place dans la mise en page ne favorise pas l'interception de la correction par le lecteur). D'ailleurs, cette pratique des médias mériterait grandement d'être questionnée, voire même corrigée.

Malgré tout, pour certains journalistes de notre échantillon, dont deux de la presse spécialisée, le fait de permettre au scientifique de jeter un œil à leur travail avant qu'il ne soit diffusé au public peut apporter des éléments intéressants.

Plusieurs journalistes nous ont dit toutefois que, lorsqu'ils accordent un droit de regard au scientifique, celui-ci accepte rarement de corriger seulement les « erreurs scientifiques », mais cherche aussi souvent à mettre son grain de sel dans le reportage. Une autre journaliste qui travaille aussi pour la presse spécialisée et qui fait presque systématiquement relire ses textes par les scientifiques considère que c'est la partie la plus difficile de son travail.

La situation s'apparente aux luttes de pouvoir décrites ci-dessus et dans le cadre théorique : le scientifique désire conserver son pouvoir sur les informations qu'il détient et le journaliste désire lui aussi conserver le pouvoir que lui confère sa position d'intermédiaire exclusif (selon sa perception, comme nous l'avons vu dans la section 5.1.1 de ce chapitre) entre le scientifique et le public (Burt, 1995). Selon Hsieh (1984) et Reed (2001), et selon ce que nous ont révélé nos 19 entrevues, les journalistes sont souvent très protecteurs de l'indépendance journalistique qu'ils disent avoir à l'égard de leurs textes.

Bien que plusieurs scientifiques nous aient dit être conscients que la révision du texte du journaliste n'était souvent pas possible (parce que le journaliste s'y oppose pour des raisons d'éthique, de tradition ou en raison de contraintes de temps), d'autres en font pratiquement une condition pour travailler avec le journaliste. C'est le cas notamment des deux scientifiques de notre échantillon qui ne travaillaient pratiquement jamais avec les médias. Leur absence des médias ne s'explique pas par ce seul fait, mais l'impossibilité pour eux de réviser les textes des journalistes alimente leur méfiance à l'égard des médias et leur réticence à collaborer avec les journalistes.

À l'inverse, un autre scientifique nous a dit savoir que s'il exigeait de relire le texte du journaliste, c'était « une façon pour être sûr que [les médias] ne parlent pas de toi ». Un scientifique et un journaliste nous ont en effet raconté des situations où le scientifique insistait pour relire le texte, tandis que le journaliste, lui, s'y opposait

catégoriquement. Dans les deux cas, le texte n'a finalement pas été publié, privant ainsi le public d'informations auxquelles il aurait peut-être été en droit de s'attendre.

Le fonctionnement, la structure et l'institutionnalisation des médias et de la science maintiennent ces rapports de pouvoir entre les journalistes et les scientifiques. Effectivement, les uns comme les autres s'en remettent à la tradition, au fonctionnement, aux structures, aux contraintes de leur domaine respectif pour ne pas changer. Dans nos entrevues, les journalistes n'ont que rarement remis en question le fonctionnement des médias; ils ont certes déploré la vitesse des médias, leur manque de temps pour bien faire leur travail, la quête de sensationnalisme, le manque de rigueur occasionnel des pupitres, etc., mais très souvent, ils les acceptent aussitôt comme étant des contraintes inhérentes à leur métier, des aspects qu'ils ne peuvent changer. De leur côté, les scientifiques aussi ne remettent que très peu en question les institutions qui les ont menés là où ils sont; même s'ils se disent préoccupés par la communication de leur recherche, ils rechignent souvent à investir le temps nécessaire pour ce faire (formation, entrevues, etc.) et ils ne se formalisent pas outre mesure que les organismes subventionnaires n'en tiennent pas compte dans l'attribution du financement.

Ainsi, on constate que les scientifiques et les journalistes de notre échantillon se prêtent volontiers aux jeux de pouvoirs implicites de leurs relations. Il semble que la situation procure entre les différentes forces en présence un certain équilibre dont une grande majorité paraît s'accommoder, ce qui rend le fossé d'autant plus difficile à combler puisque certains trouvent leur compte dans la situation actuelle et que les solutions qui impliqueraient de profondes modifications à la structure même de la science et des médias constituent une tâche pratiquement insurmontable pour le journalistes et le scientifique seuls.

5.1.3 La formation scientifique des journalistes

La majorité des journalistes et des scientifiques que nous avons interviewés pensent qu'une formation en science pour le journaliste, bien que non obligatoire, constitue un certain avantage dans son travail. Quatre des journalistes de notre échantillon, soit près de la moitié, avaient une formation scientifique de niveau universitaire. Pour plusieurs scientifiques que nous avons interviewés, nombre d'erreurs scientifiques commises par les journalistes dans leurs reportages sont dues au manque de connaissances scientifiques du journaliste et pourraient être évitées, selon eux, si ce dernier avait justement une meilleure connaissance de la science en général et des sciences de l'environnement en particulier. Plusieurs journalistes pensent cependant que « la curiosité », le « bon sens » et « un minimum de connaissances » sont suffisants pour comprendre les aspects scientifiques d'une problématique environnementale.

La littérature que nous avons présentée dans notre cadre théorique laissait entendre que le manque de rigueur des journalistes pouvait parfois être associé à leur manque de formation scientifique, parce que sans une telle formation, le journaliste n'a pas les outils nécessaires pour convaincre son éditeur (de l'importance ou de la pertinence d'une nouvelle) et pour convaincre le lecteur (Case, 1992). Ainsi, une formation en science de l'environnement –dans le cas qui nous intéresse– aiderait essentiellement le journaliste à comprendre les enjeux des problématiques environnementales, au sens où elle l'aiderait à discerner ce qui constitue une information digne d'intérêt pour le public ou à identifier ce qui constitue des données scientifiques valables, et non au sens où elle lui permettrait de commettre moins ou pas d'erreurs scientifiques dans ses reportages. Selon certaines des personnes interrogées dans cette recherche, une formation scientifique peut aider à développer un esprit critique et une façon d'appréhender un problème environnemental selon des critères relativement plus objectifs et raisonnés. Aux yeux de bien des scientifiques de notre échantillon, le journaliste deviendrait un intermédiaire encore plus intéressant s'il avait une formation scientifique qui l'aiderait à comprendre les questions environnementales dans leur ensemble. C'est pourquoi nous nous

permettons d'affirmer que celle-ci constitue une piste de solution pertinente –bien que non exclusive– pour combler le fossé entre le journaliste et le scientifique dans le contexte des sciences environnementales.

Cependant, plusieurs journalistes que nous avons interrogés ont noté que les sciences de l'environnement sont vastes et complexes et que peu de formations (sinon aucune) pourraient les préparer entièrement à interpréter et vulgariser les différents phénomènes de pollution de l'air, de changements climatiques, de contamination des sols, etc., pour ne nommer que des aspects des sciences dites pures de l'environnement. Effectivement, on ne peut s'attendre d'un journaliste environnemental, même s'il a une formation universitaire en sciences, qu'il ait la même facilité à couvrir des dossiers aussi différents, mais également des problématiques qui impliquent généralement des dimensions politiques, sociales, économiques, juridiques, psychologiques, communicationnelles, etc. Pour un journaliste qui couvre les questions environnementales, une approche systémique et même écosystémique de l'environnement, dont les principes pourraient être assimilés grâce à une formation en sciences de l'environnement, pourrait être souhaitable.

Un des journalistes que nous avons interviewé s'est dit prêt à investir peut-être quelques semaines de son temps pour étudier, dans le cadre de séminaires, par exemple, les grandes questions environnementales contemporaines. Dans le contexte de cette recherche, le Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN) devrait peut-être songer à mettre sur pied ce genre de formation pour les journalistes. Sous la forme, par exemple, d'un atelier offert aux journalistes intéressés, le COMERN pourrait faire le point sur l'état des recherches sur le mercure et diffuser aux journalistes un certain nombre de connaissances que les scientifiques du Réseau jugent pertinentes à la compréhension globale de la problématique de la pollution du mercure.

Cette proposition est d'autant plus intéressante que les répondants de notre étude nous ont dit que le contact direct entre le scientifique et le journaliste se faisait souvent après un événement scientifique, comme un colloque ou un congrès. Ces

événements constituent pour le journaliste une véritable occasion d'immersion dans le monde scientifique. En quelques jours (sinon parfois quelques heures), il peut avoir accès à différents spécialistes d'un domaine donné réunis en un même endroit et connaître leurs derniers résultats de recherche. En plus d'établir un contact direct (bien davantage qu'au téléphone) avec le scientifique, le journaliste peut aller chercher des informations supplémentaires et les positions d'un chercheur en discutant simplement avec lui, par exemple lors des pauses et des repas. Lors de ce genre d'événements, le scientifique a souvent un peu plus de temps, qu'il peut consacrer au journaliste, notamment pour répondre à ses questions et mettre en contexte les nombreuses informations qu'il lui transmet.

Ainsi, l'idée d'une formation scientifique pour le journaliste ne signifie pas nécessairement qu'il faille qu'il retourne sur les bancs d'école pendant des années pour bien couvrir les problématiques scientifiques. Si le journaliste a le désir et les moyens de le faire, ça ne peut qu'être bénéfique pour lui, mais dans le cas qui nous intéresse, de brèves immersions dans le monde scientifique, à travers les congrès et les colloques par exemple, pourraient constituer un début de formation scientifique. Le journaliste pourrait en effet aller y chercher des connaissances qui lui font défaut actuellement et qui nuisent à sa capacité de couvrir la science, selon la perception des scientifiques de notre échantillon. Si un journaliste a le loisir de se libérer de ses fonctions habituelles pour participer à titre d'observateur à un congrès de quelques jours sur un thème scientifique ou environnemental spécifique, il y trouvera sûrement un bagage de connaissances qui lui seront très utiles lors de la couverture ultérieure de dossiers abordant plus ou moins directement ce même thème. À condition, bien sûr, qu'il y investisse du temps et de l'énergie, afin de retirer davantage de sa présence à l'événement que ne le ferait un spectateur simplement passif.

Malgré tout, pour Reed (2001), « la meilleure stratégie pour améliorer le journalisme scientifique serait que le journaliste applique les techniques journalistiques habituelles (comme de porter attention au contexte, faire ses devoirs, vérifier les sources et les intentions, etc.) ». Ainsi, peu importe que le journaliste ait ou non une formation en science ou en environnement, il faut qu'il fasse bien son travail et

s'emploie à mettre la science des questions environnementales dans son contexte et à questionner les intérêts de chacun des acteurs d'une problématique. Les recommandations de Reed sont, à notre avis, des évidences; le journaliste doit effectivement « applique[r] les techniques journalistiques habituelles » pour bien faire son travail et plus encore, si celles-ci lui éviteraient de faire des erreurs qu'on attribue souvent à son manque de formation scientifique. Il est cependant légitime de douter de l'application systématique des « techniques journalistiques habituelles », ce qui constitue, selon nous, un problème encore plus grand que le manque de formation scientifique du journaliste. Encore une fois, il semble s'agir d'un problème inhérent à la structure et au fonctionnement des médias, mais qui affecte aussi les acteurs qui travaillent avec les journalistes, dans ce cas-ci, les scientifiques.

5.1.4 La formation en communication des scientifiques

Les scientifiques que nous avons interrogés sur la pertinence d'une formation en communication étaient assez partagés sur le sujet. Certains semblaient dire que c'était nécessaire et pertinent, alors que d'autres n'en voyaient pas l'utilité. Pourtant, selon Reed (2001), il serait plus facile pour les scientifiques « d'acquérir des connaissances au sujet des médias » que pour un journaliste « d'apprendre la science ». À tout le moins, cela demanderait un investissement de temps beaucoup moins considérable pour le scientifique que pour le journaliste.

Si l'on pousse le raisonnement plus loin, on pourrait affirmer que la communication serait plus « facile » que la science, demanderait une petite formation de rien du tout et par conséquent, que n'importe qui –entendre n'importe quel scientifique– peut s'improviser journaliste. On pourrait même avancer que n'importe quel scientifique peut faire de la communication, puisque l'on peut devenir journaliste sans formation en communication. Cependant, aucun journaliste ne peut affirmer faire de la science et en ce sens, nous abordons à nouveau la question des jeux de pouvoir dans le modèle de la communication; le monde scientifique semble beaucoup plus difficile à

pénétrer, pour qui n'a pas la formation sanctionnée par le système en place, que le monde journalistique. Les scientifiques consolident donc leur position privilégiée de générateurs de « la vraie connaissance » vis-à-vis des journalistes dont n'importe qui pourrait faire le travail, toujours selon le raisonnement que la communication est plus « facile » que la science.

Au sens où nous l'entendons ici, une formation en communication pour le scientifique serait en fait une formation sur le fonctionnement des médias, dans laquelle les exigences et les règles du journalisme scientifique ou environnemental lui seraient expliquées. Cette formation pourrait constituer une piste de solution intéressante pour combler le fossé entre les journalistes et les scientifiques parce qu'elle pourrait aider le scientifique à comprendre le fonctionnement des médias et peut-être, conséquemment, à entretenir des attentes plus réalistes quant au travail des journalistes et à leurs contraintes. Il n'est pas question ici de formation universitaire, sanctionnée par des crédits, mais plutôt d'ateliers ou de brèves formations de quelques heures ou de quelques jours.

Cette formation pour le scientifique pourrait l'amener à partager un langage commun avec le journaliste. Par exemple, le scientifique pourrait comprendre ce que le journaliste définit comme étant une nouvelle et ainsi s'adapter de façon plus efficace lors d'une rencontre avec un journaliste. En effet, nos entrevues nous ont permis de démontrer que les scientifiques, bien souvent, ne comprenaient pas ce qui était entendu par « nouvelle » quand on leur demandait qui, du scientifique ou du journaliste, identifie la nouvelle. En partageant avec le journaliste un langage commun quant à leur collaboration, les scientifiques pourraient voir leur travail avec les journalistes relativement facilité parce qu'ils comprendraient désormais les concepts de nouvelle, d'angle, de *lead*, etc. Ce sont là des concepts de base en journalisme qui peuvent être utiles au scientifique qui fait affaire avec un journaliste.

Deux des scientifiques de notre échantillon avaient d'ailleurs déjà reçu une formation sur le fonctionnement des médias, sous la forme d'ateliers et ceux-ci jonglaient souvent mieux avec la contrainte de temps des journalistes que les autres scientifiques. Les scientifiques qui croyaient pertinent pour le scientifique d'avoir un

minimum de formation en communication pensaient qu'il est « bon de comprendre comment les médias fonctionnent » et comprendre « comment le message peut être tourné pour avoir un impact ». Ils avaient notamment le réflexe de se préparer avant une entrevue avec un journaliste, en révisant le dossier dont il allait être question ou en cherchant à connaître le contexte de la nouvelle à paraître ou la teneur de la nouvelle que le journaliste veut mettre de l'avant. Ainsi informés, les scientifiques de notre échantillon disaient pouvoir préparer quelques « points-clés » à aborder avec le journaliste. Par contre, plusieurs scientifiques parmi ceux que nous avons interviewés ne se préparent pas avant de rencontrer un journaliste et certains ont même été surpris par notre question qui visait à déterminer de quelle manière ils se préparaient avant une entrevue.

Étant donné que les scientifiques du COMERN sont bien organisés en réseau, il est envisageable dans un tel contexte de dispenser à ceux d'entre eux qui sont intéressés par les relations avec les médias une brève formation en communication, incluant une part de formation à l'univers des médias, dans le cadre d'un congrès annuel, par exemple. De plus, les scientifiques du COMERN sont pour la plupart sollicités de façon plus ou moins régulière par les journalistes pour diffuser des informations au public et c'est pourquoi une formation en communication pourrait leur être fort utile.

Malgré les difficultés du scientifique à travailler avec les journalistes, Dunwoody (1986) maintient que les scientifiques peuvent être de bons communicateurs, à condition qu'ils comprennent « les contraintes et les limites » dans lesquelles les journalistes opèrent (*in* Goldstein, 1986). Encore une fois, cependant, la proposition d'une formation en communication pour le scientifique ne remet pas en question la structure et le fonctionnement des médias. En effet, on propose au scientifique une formation qui lui permettrait essentiellement de « comprendre » les contraintes avec lesquelles les journalistes doivent composer dans le but qu'il les accepte, ce que les journalistes semblent avoir fait depuis longtemps. Ces formations en communication seraient l'occasion de décrire aux scientifiques le travail du journaliste et les problèmes auxquels il est confronté au quotidien (la vitesse des médias, le manque

de temps pour faire enquête ou pour réaliser des analyses en profondeur, la quête de sensationnalisme, leur dépendance aux choix rédactionnels du pupitre, etc.). Le but visé par ces formations semble être que les scientifiques, loin de remettre en question le fonctionnement des médias, s'y adaptent et éventuellement, collaborent plus volontiers avec les journalistes, ce qui faciliterait grandement la tâche de ces derniers.

Quoiqu'il en soit, l'idée d'une formation sur le fonctionnement des médias pour le scientifique fait son chemin, notamment dans les ministères ou les organisations gouvernementales, auprès des scientifiques qui sont de plus en plus appelés à travailler avec les médias, et les scientifiques qui oeuvrent en environnement sont de ceux-là.

Cependant, les scientifiques de notre échantillon nous ont dit que la communication de leurs recherches ne les aidait pas à obtenir du financement. Il est en effet plutôt paradoxal que, dans l'introduction de ce mémoire, nous ayons présenté des arguments des grands organismes subventionnaires allant de le sens d'une plus grande implication du scientifique dans la communication de la science et que nos résultats de recherche démontrent que le fait qu'un scientifique investisse le domaine de la communication ou non n'a que peu d'influence –sinon aucune– sur l'obtention de subventions. Vraisemblablement, les organismes subventionnaires tiennent un double discours : d'un côté, ils invitent les scientifiques à s'investir dans l'« application des connaissances » et dans la communication, mais de l'autre, ils ne tiennent pas compte de cette communication auprès du public dans l'évaluation des candidatures scientifiques et dans l'attribution de subventions. Cette contradiction manifeste des organismes subventionnaires, qui administrent des fonds publics, mériterait à notre avis d'être questionnée. Si ceux-ci accordent autant d'importance à la communication de la recherche qu'ils le prétendent, ils gagneraient à ajuster leur système d'attribution des subventions en conséquence.

5.1.5 La rigueur des reportages scientifiques

Nous l'avons vu dans le cadre théorique et dans les résultats de nos entrevues, le manque de rigueur ou l'inexactitude des journalistes dans leur travail est un des éléments principaux de frustrations pour les scientifiques (Krieghbaum, 1967, Goodell, 1977, Hsieh, 1984 et Singer, 1990). Quatre scientifiques que nous avons interviewés nous ont d'ailleurs dit qu'ils trouvaient des erreurs dans tous les articles qu'ils relisaient (avant ou après la publication), en précisant toutefois qu'ils s'agissaient généralement d'erreurs mineures. Différentes causes, dans la littérature, expliquent le manque de rigueur et l'inexactitude des reportages journalistiques : du manque de formation des journalistes et des éditeurs (Case, 1992) au sensationnalisme des médias (Conseil des sciences et de la technologie, 2004 et Char, 2005), en passant par les pressions de l'industrie derrière la science (Caulfield et Bubela, 2004), la vitesse des médias (Miller, 2002), le manque de collaboration des scientifiques (Goodell, 1977 et Hsieh, 1984) et la volonté des journalistes de réaliser des reportages équilibrés (Friedman, Dunwoody et Rogers, 1999).

Les journalistes et les scientifiques que nous avons interrogés ont cependant insisté –bien plus que les auteurs présentés dans le chapitre II– sur la vitesse des médias comme étant la principale cause du manque de rigueur des journalistes. Les journalistes, particulièrement ceux de la presse quotidienne, ont des délais de tombée très rapprochés; le temps dont ils disposent pour faire un reportage se compte souvent plus en heures qu'en jours. D'ailleurs, une journaliste nous a dit qu'elle devait toujours faire comprendre aux scientifiques quand elle travaille avec eux qu'ils doivent la rappeler « tout de suite » pour répondre à ses questions. Selon elle, cela explique que les journalistes interviewent souvent les mêmes personnes, « parce qu'on sait qu'elles vont répondre rapidement, qu'elles comprennent notre travail ».

De leur côté, presque tous les scientifiques que nous avons interviewés ont déploré le besoin d'aller vite des journalistes ou « le désir d'immédiateté des médias » et cela est apparu très clairement lors des entrevues. Un scientifique déplorait en plus

qu'une fois la date de tombée du journaliste dépassée, « l'intérêt était disparu ». Selon ce scientifique, une nouvelle pourrait très bien être reprise un mois plus tard et les auditeurs ne sauraient pas qu'il s'agit d'une étude publiée quelques semaines plus tôt. Pour ce scientifique, la rapidité est parfois plus importante que la qualité pour les médias, ce qui ne représente « aucun intérêt pour l'auditeur » ou le public.

Avec les propos de la journaliste rapportés dans le paragraphe précédent et ceux de ce scientifique, on constate que la rapidité, véritable contrainte pour les journalistes, peut avoir un impact sur la rigueur du travail du journaliste et par conséquent, sur l'exactitude d'une information publiée. Ceci devrait être suffisant pour remettre en question le fonctionnement des médias, mais les journalistes semblent accepter cette réalité comme un état qu'ils ne peuvent changer. Au lieu de modifier leur façon de travailler, les journalistes espèrent plutôt que les scientifiques acceptent aussi cette contrainte qui nuit au travail du journaliste et cessent de reprocher à ces derniers de mal faire leur travail parce qu'ils manquent de temps.

Par ailleurs, selon ce que nous ont dit plusieurs locuteurs, si le journaliste prend le temps qu'il faut lors de la rencontre pour comprendre la situation ou, au moment de la diffusion, pour bien présenter l'ensemble de l'argumentation, la relation avec le scientifique est beaucoup plus satisfaisante, à la fois pour le journaliste et pour le scientifique. Nous avons cependant constaté lors de nos entrevues que, la plupart du temps, le scientifique était contacté pour fournir un commentaire ou un complément d'informations sur une nouvelle d'actualité et que, dans ces cas-là, l'entrevue se faisait « à brûle-pourpoint » sans possibilité pour le scientifique de se préparer avant de répondre aux questions du journaliste. Cette constatation va à l'encontre de l'idée que nous avons avancée un peu plus tôt, à savoir qu'un scientifique gagnerait à se préparer avant de rencontrer un journaliste. Ainsi, même si une certaine préparation de la part du scientifique pourrait être souhaitable, en raison de la vitesse des médias, elle est souvent impossible.

En outre, dans leurs travaux, les scientifiques que nous avons interviewés accordent une grande importance à la précision des données et aux détails d'une recherche, à la « nuance », comme nous l'a dit une scientifique. Celle-ci a déploré que les

journalistes lui demandent souvent d'adopter une « position très claire » et un message « un peu alarmiste ». Selon elle, dans un contexte où la science est nuancée, ne fait pas l'unanimité ou est en pleine évolution, des messages clairs, mais alarmistes « peuvent causer davantage de torts » auprès de la population qu'un message qui contiendrait des nuances bien vulgarisées.

Les journalistes que nous avons interviewés nous ont cependant dit que ces nuances que les scientifiques veulent ajouter sont très difficiles à gérer (notamment en raison de leur manque de temps et d'espace). Par conséquent, il en résulte parfois une sursimplification, des inexactitudes, des omissions, etc.

Dans un même ordre d'idée, l'étude de Singer (1990) sur l'exactitude des médias démontre que près de la moitié des journalistes omettent de faire mention de la méthodologie dans leurs reportages scientifiques. Les journalistes de notre échantillon nous ont effectivement dit qu'ils ne faisaient que peu de cas de la méthodologie, souvent par manque de temps et parce que ce ne sont pas des informations qu'ils cherchent à transmettre aux lecteurs. Certains d'entre eux nous ont dit ne lire que le résumé d'une étude scientifique et, lorsqu'ils ont le temps et les connaissances, faire un survol du document. La méthodologie est toutefois un des éléments, aux yeux des scientifiques, qui font que la science est rigoureuse et cela est particulièrement important si la problématique est complexe, comme peut l'être celle du mercure. En omettant complètement cette section d'une étude, le journaliste ne tient pas compte d'une partie de l'information et se prive d'outils pour exercer un jugement critique sur l'étude et son contexte. Même si les informations concernant la méthodologie ne sont pas transmises au public, elles peuvent permettre au journaliste d'éviter les erreurs, de vérifier la profondeur de la recherche et de la situer dans son contexte.

En outre, la méthodologie d'une recherche peut valider ou invalider des résultats de recherche (qu'elle soit qualitative ou quantitative) et suivant ce raisonnement, le journaliste, s'il veut éduquer le public et l'aider à se former un esprit critique comme nous l'avons vu, ne devrait pas laisser de côté la méthodologie, comme un élément sans importance dont aucun lecteur ne remarquera l'absence.

Lors de nos entrevues, un scientifique nous a expliqué à quel point la méthodologie, essentielle pour le scientifique, avait complètement été ignorée par un journaliste qui présentait les résultats d'une étude, mais surtout quel tort ce manque de rigueur journalistique pouvait causer à la relation entre le journaliste et le scientifique. Le journaliste affirmait dans son reportage –comme c'était écrit dans l'étude scientifique commanditée par un groupe de pression– que les huards d'une région particulière du Québec présentaient un risque élevé de contamination par le mercure. Cependant, lorsque l'on regardait la méthodologie de la recherche –ce que s'était empressé de faire le scientifique que nous avons interviewé–, on constatait certaines lacunes; le choix des endroits échantillonnés n'était pas justifié, les taux de sélénium n'avaient pas été mesurés (la science a démontré qu'il existe un lien significatif entre la présence de sélénium et l'assimilation du mercure), la probabilité de biomécanismes d'assimilation du mercure spécifiques aux huards n'était pas prise en compte, etc. Selon le scientifique qui nous racontait l'anecdote, le journaliste avait fait somme toute un bon travail dans les circonstances, mais n'avait pas suffisamment étudié la méthodologie et n'avait vraisemblablement pas tenu compte des intérêts financiers de l'organisme derrière l'étude en question. Ce scientifique affirmait qu'il serait probablement sur ses gardes lorsqu'un journaliste chercherait à lui poser des questions. En manquant de rigueur et en mettant de côté la méthodologie, essentielle dans les cas de recherche sur des problématiques complexes comme celle de la pollution du mercure, les journalistes s'aliènent souvent la collaboration des scientifiques. De plus, ils n'accomplissent pas leur mandat d'éducation auprès de la population dont pourtant plusieurs se targuent comme nous le verrons dans la section suivante.

5.2 Le rôle des médias et les besoins du public dans le cas des sciences de l'environnement

Nous analyserons maintenant la perception des journalistes et des scientifiques quant au rôle des médias et quant aux attentes du public à l'égard de la communication de sciences de l'environnement. Cette partie de notre recherche témoigne d'une certaine originalité, car peu d'études –sinon aucune– ne s'étaient penchées sur le rôle des médias dans le cas de l'environnement et les attentes du public dans ce domaine selon les perceptions d'acteurs mêmes de la communication : le scientifique en sciences de l'environnement (dans ce cas-ci, spécialiste de la question du mercure au sens large) et le journaliste qui couvre d'une manière générale les questions environnementales ou scientifiques. Nous ne pouvons qu'indirectement croiser les résultats que nous avons générés avec la littérature, car la question n'a vraisemblablement jamais été abordée sous cet angle et pourtant, notre recherche offre des pistes de réflexion intéressantes qui, combinées aux résultats précédents, peuvent peut-être servir à combler partiellement le fossé entre les journalistes et les scientifiques.

Les scientifiques que nous avons interviewés ont rarement l'impression que les médias font partie du public auquel est destiné leur recherche. Ils visent plutôt à rejoindre, soit un public cible particulier concerné par la problématique de la pollution du mercure (des femmes enceintes, des communautés autochtones, par exemple), soit le grand public au sens large. Certains des scientifiques de notre échantillon, membres ou non du COMERN, travaillent effectivement en étroite collaboration avec la population. Le COMERN en effet diffuse beaucoup d'informations à la population, et ce, tout au long du processus de recherche. Si notre échantillon avait été constitué de scientifiques qui n'avaient pas en commun de travailler sur le mercure, nous aurions peut-être obtenu des réponses très différentes au sujet du public auquel est destiné la recherche.

Les journalistes que nous avons interviewés, eux, à l'exception de ceux qui travaillent dans la presse spécialisée, visent généralement le public le plus large

possible. Le scientifique est de plus en plus conscient que c'est, entre autres, à travers les médias qu'il atteindra son objectif de diffusion des fruits de ses recherches en sciences de l'environnement à un plus grand public. Les médias, même s'ils constituent un public indirectement visé, deviennent pratiquement un passage obligé pour lui, d'autant plus si le chercheur bénéficie de fonds publics, ce qui est le cas des scientifiques du COMERN. Quand ils reçoivent de l'argent public, les scientifiques de notre échantillon se sentent un « devoir », une « obligation » d'informer le public et cela implique souvent de travailler avec les médias. Dans le cas de l'environnement, plusieurs scientifiques considèrent rentable l'effort investi dans la communication parce que « les décisions concernant la santé et le bien-être des consommateurs sont prises » à l'extérieur des laboratoires, et que s'ils veulent que les connaissances qu'ils génèrent contribuent à alimenter le débat public, ils doivent souvent les diffuser par l'intermédiaire des médias.

En ce sens, plusieurs locuteurs, des scientifiques comme des journalistes, ont évoqué l'idée que les médias avaient un rôle d'éducation populaire à remplir. Ce faisant, ils rejoignent Sauvé et Boutard (1991) au sujet de la mission pédagogique des médias. Les médias doivent certes diffuser « une information de qualité », des « nouvelles compréhensibles, pertinentes et équilibrées », mais aussi « faire une analyse critique de ce qui se passe » et contribuer à la « formation de l'opinion publique » au sujet de l'environnement.    propos du rôle des médias dans le cas de l'environnement, le discours des journalistes et celui des scientifiques se faisaient souvent écho.

Certains locuteurs nous ont dit que les médias devaient amener les gens à une « action populaire ». Les informations transmises à la population par les médias devraient être, selon eux, suffisantes, exactes et complètes pour permettre aux gens de poser des gestes concrets pour protéger l'environnement ou leur santé. En effet, selon cinq de nos locuteurs, le public cherche essentiellement à comprendre comment il est personnellement affecté par l'environnement et sa dégradation. Les gens voudraient surtout des informations de proximité, à l'échelle locale, qui fournissent des données concrètes sur les gestes qu'ils peuvent poser. Un

scientifique nous a dit que les gens avaient besoin d'une « information de tous les jours sur l'environnement, comme pourrait avoir un enfant avec sa maîtresse d'école ». Selon ce scientifique, ce serait donc en partie aux médias que revient ce rôle de « maîtresse d'école », ce qui renvoie encore une fois à la mission pédagogique présentée par Sauvé et Boutard (1991). Cependant, il apparaît important de soulever le fait que, même si tous s'accordent sur le rôle éducatif des médias, personne ne semble remettre en question la structure même des médias et les problèmes qui y sont associés (vitesse, manque de rigueur, quête de sensationnalisme, etc.) et qui nuisent à cet objectif éducatif, en plus de nuire aux relations entre les journalistes et les scientifiques. Sans une profonde remise en question des façons de faire des médias, qui ne peut être le travail d'une seule personne, l'objectif éducatif que l'on attribue volontiers aux médias dans le domaine de l'environnement sera encore longtemps difficilement atteint.

Par ailleurs, pratiquement toutes les personnes que nous avons interviewées nous ont dit souhaiter que l'environnement occupe une place plus importante dans les médias, que la couverture soit plus régulière. Certains ont même affirmé qu'ils aimeraient que l'environnement occupe la même place que les questions économiques ou mêmes automobiles, qui selon eux, ont droit à une plus grande couverture dans les médias. Quelques journalistes nous ont dit qu'il faudrait, pour assurer une couverture adéquate des questions environnementales, qu'il y ait plus de journalistes affectés à cette couverture dans une même entreprise de presse, parce qu'au Québec, il n'y a que deux journalistes affectés à la couverture environnementale de façon permanente. Par contre, un journaliste nous faisait remarquer que la plupart des salles de rédaction ont plus d'une dizaine de journalistes sportifs.

En outre, de nombreux journalistes et scientifiques nous ont affirmé que les médias devaient rester loin du sensationnalisme en environnement, qu'il leur fallait éviter de seulement « tirer les sonnettes d'alarme ». Pour éviter ce sensationnalisme, des journalistes ont affirmé qu'ils doivent adopter une « approche multidisciplinaire » et

réaliser des « dossiers de plus longue haleine ». Selon un scientifique de notre échantillon, il faut notamment « décoller l'environnement des questions d'actualité ».

Cette dernière proposition ramène à la question du sensationnalisme des médias que nous avons déjà mentionnée comme étant une cause du fossé entre les journalistes et les scientifiques. En ce sens, la proposition est tout à fait logique, puisque si le sensationnalisme des médias, leur quête de sujets chauds, collés à l'actualité, contribue à creuser le fossé entre les journalistes et les scientifiques, une couverture médiatique de l'environnement qui serait moins sensationnaliste serait une façon de faire potentiellement plus satisfaisante pour nos deux acteurs. Cependant, étant donné la structure des médias, il est légitime de se questionner sur la façon dont un journaliste pourrait s'y prendre pour « décoller l'environnement de l'actualité », particulièrement dans les quotidiens, qui ont des délais de tombée très serrés. Les propositions des journalistes faites dans le paragraphe précédent sont intéressantes, mais ne peuvent à elles seules freiner la machine médiatique.

Les réponses aux questions concernant le rôle des médias en environnement et les attentes du public dans ce domaine nous ont permis de constater qu'à bien des égards les scientifiques et les journalistes étaient en accord sur la façon dont les choses devraient être faites, et ce, dans l'intérêt du public. Ils s'entendent en effet généralement sur ce que veut le public et sur la place que devrait occuper l'environnement dans les médias et sur la façon dont les médias devraient traiter de ces questions. C'est cependant dans la pratique, plus précisément dans la façon de travailler ensemble, notamment en raison des contraintes de chacun, que les points de vue des scientifiques et des journalistes divergent parfois.

Les incompatibilités profondes entre les scientifiques et les journalistes dans leur façon de travailler révélées par notre recherche et présentées ici appellent effectivement une importante reconsidération de la relation entre ces deux acteurs. Il est impensable d'espérer que les journalistes soient un jour aussi spécialisés que le sont les scientifiques dans leur domaine de recherche, tout comme il serait illusoire de croire que tous les scientifiques seront un jour capables de fournir en termes simples des informations vulgarisées aux journalistes qui auront systématiquement

les capacités de les communiquer au grand public de façon efficace. La solution est peut-être à mi-chemin entre ces deux extrêmes : la surspécialisation des scientifiques et la généralisation des journalistes. Cela ne signifie pas toutefois que les deux acteurs doivent abandonner leur rôle premier, soit celui de faire avancer la connaissance avec des recherches de pointe dans le cas du scientifique et celui de diffuser une information rigoureuse au plus grand nombre dans le cas du journaliste. Les journalistes et les scientifiques devront plutôt réfléchir aux façons de se rejoindre dans un partenariat profitable à tous, mais surtout au public. En somme, pour atteindre cet objectif de vulgarisation de la science des questions environnementales à la population, il nous apparaît plus que jamais essentiel de revoir en profondeur la façon de travailler ensemble des journalistes et des scientifiques.

CONCLUSION

Tout au long de ce mémoire, nous avons dressé un portrait des relations entre les journalistes et les scientifiques dans le contexte de la communication des questions environnementales, à travers le filtre de la problématique de la pollution par le mercure. Les 19 entrevues que nous avons menées nous ont permis de comprendre le fossé qui sépare les scientifiques et les journalistes.

Nous tenions à analyser les perceptions et les expériences des scientifiques et des journalistes qui creusent le fossé entre ces deux acteurs de la communication des questions environnementales parce que nous sommes d'avis qu'ils ont tout intérêt à mieux travailler ensemble et donc, à combler, dans la mesure du possible ce fossé qui les sépare. Comme Hotz (2002), nous sommes d'avis que les scientifiques et les journalistes ont le même objectif : « présenter une réalité non biaisée du monde » (Hotz, 2002, p. 7).

La collaboration entre le scientifique et le journaliste est d'autant plus nécessaire que les besoins d'information du public sont grands. La pollution par le mercure, notamment à travers la contamination de la chaîne alimentaire, est un exemple des problématiques où le public a besoin d'informations scientifiques compréhensibles. Comme le disait un membre d'une communauté crie ontarienne impliquée dans le Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN), lors du congrès annuel de l'organisation au Nouveau-Brunswick, en novembre 2004, « ne pas savoir affecte davantage les gens que le mercure lui-même. »

Le journalisme environnemental est très difficile, parce qu'il implique une très grande complexité et qu'inévitablement, les problématiques environnementales ont des effets directs et indirects sur la santé humaine (Rubin et Sachs, 1973, p. 10).

Mais les problématiques dont il est question ici, comme celle de la pollution du mercure, suscitent des débats qui doivent se faire à partir d'informations de qualité et pour cela, les journalistes ont intérêt à bien travailler avec les scientifiques. Or, sur plusieurs éléments, les relations entre les scientifiques et les journalistes achoppent; notamment sur la question du rôle du scientifique et du journaliste dans la communication, sur la question de la formation en science du journaliste, sur la question d'une éventuelle formation en communication pour le scientifique, sur la question de la révision du texte du journaliste par le scientifique, sur la question de l'exactitude des faits rapportés par le journaliste, sur la question du rapport au temps différent du journaliste et du scientifique et finalement, sur la question de la vitesse des médias.

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent et comme plusieurs locuteurs nous l'ont dit (scientifiques et journalistes) une formation en science n'est pas nécessaire pour le journaliste qui traite d'environnement, bien qu'ils soient nombreux (encore une fois, scientifiques et journalistes) à reconnaître que cela aide beaucoup. À moins qu'il n'ait choisi de se spécialiser dès ses débuts, un journaliste peut recevoir différentes affectations au cours de sa carrière; une grande majorité des journalistes que nous avons interviewés avait changé d'affectation depuis le début de leur carrière en journalisme. Ainsi, ils sont peu nombreux à avoir une formation en science (et aucun n'en avait une en sciences de l'environnement) et une fois affecté à la couverture scientifique ou environnementale, un journaliste peut difficilement retourner sur les bancs d'école acquérir les connaissances qui lui font défaut. Toutefois, par exemple, des séminaires de durées variables offerts par les universités sur des sujets bien précis (comme la pollution par le mercure, les changements climatiques, les OGM, la pollution agricole, etc.) pourraient être une belle occasion d'acquérir ces connaissances, comme nous l'avons avancé dans le chapitre précédent au sujet d'un atelier sur la problématique du mercure pour les journalistes organisé par le COMERN. Cependant, très peu de programmes du genre (sinon aucun) existent pour le moment, du moins dans les universités montréalaises. Il s'agit là d'une piste de solution que le COMERN ou les institutions

(universitaires ou autres) pourraient explorer pour combler le fossé entre les journalistes et les scientifiques au sujet de la formation du journaliste.

À l'inverse, acquérir une formation sur le fonctionnement des médias serait parfois plus facile pour les scientifiques et cela se fait déjà dans les institutions gouvernementales, notamment. Le COMERN pourrait aussi suivre la tendance. Souvent donnée sous forme d'ateliers plus ou moins concentrés, ces formations permettraient aux scientifiques concernés et sensibilisés à la question du travail avec les médias de comprendre le travail du journaliste et la façon de fonctionner des médias en général, mais également elles permettraient au scientifique d'apprendre et de développer des trucs de communication. Une formation de ce genre, pour les scientifiques du COMERN notamment, pourrait être mise sur pied à partir des résultats de cette recherche, ce qui permettrait de cibler le contenu sur les sources de frustrations telles qu'exprimées par les journalistes qui ont couvert la question du mercure et les scientifiques spécialisés dans ce domaine. Les scientifiques du COMERN ont en plus le net avantage que cette recherche ait pour point de départ une revue de presse sur la problématique de la pollution du mercure et que les résultats générés par les spécialistes du mercure et les journalistes qui ont couvert cette question au fil des ans reflètent l'état de la diffusion de leur science.

La question de la révision du texte du journaliste par le scientifique reste très difficile à régler et il ne semble pas y avoir de solution simple et universelle à cette problématique. Les scientifiques que nous avons interviewés aimeraient pour la plupart pouvoir relire le texte du journaliste avant qu'il aille sous presse, mais la majorité des journalistes de notre échantillon s'y oppose plus ou moins systématiquement. En général, le scientifique peut toujours se permettre de proposer au journaliste une relecture. Dans le pire des cas, il devra essuyer un refus, mais peut-être aussi, pourra-t-il relire le texte ou certains de ses passages. Notamment en raison de la pression qu'un scientifique ressent de la part de ses collègues, le journaliste doit toujours tenir compte des craintes du scientifique d'être mal cité ou de voir sa science mal interprétée. S'il se fait une règle d'honneur de

refuser les propositions de relecture du scientifique, le journaliste doit par conséquent redoubler d'efforts pour s'assurer de l'exactitude des informations qu'il transmet au public. Par ailleurs, quand la situation le permet, le journaliste peut aussi choisir de faire relire certains passages par le scientifique, notamment les citations ou encore les passages où le contenu est plus dense et complexe pour s'assurer qu'il n'y a pas d'erreurs dans l'article qui ira sous presse. Aussi, le journaliste peut décider de lire au scientifique au téléphone certains passages de son texte (les citations, par exemple) pour obtenir l'approbation verbale du scientifique sur les propos rapportés. Mais le scientifique qui reçoit le privilège de jeter un œil au texte du journaliste doit comprendre que jamais, il ne sera autorisé à proposer des changements sur la forme ou sur l'angle qu'a choisis le journaliste. Lors de la révision d'un texte –et surtout s'il veut continuer de collaborer avec ce journaliste–, le scientifique doit se contenter de relever les erreurs factuelles ou techniques.

Une autre façon de s'assurer de l'exactitude d'une nouvelle, c'est de prendre le temps (autant pour le journaliste que pour le scientifique). Malheureusement, le rythme effréné des médias donne souvent très peu de latitudes aux acteurs en ce sens. Cependant, quand la situation le permet, le scientifique, s'il veut être bien interprété (et bien cité), doit prendre le temps nécessaire pour bien expliquer la situation, souvent complexe en sciences de l'environnement, au journaliste. Pour ce faire, il peut inviter le journaliste à poser toutes les questions nécessaires, même celles qui peuvent lui paraître farfelues. Le scientifique doit garder en tête qu'il est possible que le journaliste se pose le même genre de questions que le public en général, bien que nos résultats nous laissent croire que cela est de moins en moins vrai étant donné l'accès et les contacts privilégiés dont bénéficie le journaliste. De son côté, le journaliste doit, dans la mesure du possible, prendre le temps nécessaire pour bien faire les choses, notamment quand l'actualité le permet, en remettant au lendemain une nouvelle pour laquelle il manque d'informations, par exemple. Malheureusement, nous sommes consciente que pour nombre de journalistes cette dernière proposition tombera dans l'oreille d'un sourd et c'est dommage, parce qu'en diffusant une information approximative, inexacte ou

carrément erronée, le journaliste ne rend service ni au public ni au journalisme, et encore moins, à la science et à l'environnement.

Nous sommes d'avis que les quelques pistes de solutions avancées dans ce document pourraient contribuer à améliorer l'exactitude du journalisme environnemental et qu'elles sont d'autant plus valables qu'elles proviennent d'acteurs impliqués dans la communication environnementale eux-mêmes : les journalistes et les scientifiques. Puisque ceux-ci sont de plus en plus appelés à collaborer, nous espérons que les enseignements de cette recherche leur seront utiles et contribueront à combler le fossé qui les sépare, dans le but que le public soit bien informé des gestes qu'il peut poser pour améliorer son environnement et sa santé.

1. Les limites de la recherche

Bien entendu, cette étude se voulait la plus englobante possible, mais il est fort probable que, si nous avions interviewé d'autres journalistes ou d'autres scientifiques, nous aurions obtenu des réponses différentes –notamment si nous avions étendu notre revue de presse aux médias électroniques–, bien que nous ayons tenté de constituer un échantillon le plus représentatif possible à partir de la problématique du mercure. L'avantage d'avoir cerné cette problématique, somme toute assez vaste et impliquant différentes disciplines scientifiques, nous permettait d'avoir un échantillon de journalistes et de scientifiques varié aux expériences parfois fort différentes. Cependant, il est difficile dans la problématique du mercure de savoir ce qui relève des questions environnementales (et donc du journalisme environnemental) et ce qui relève plus généralement de la science (et donc du journalisme scientifique).

De plus, cette recherche n'a pas été étendue aux éditeurs des médias et dans certains cas, cela aurait pu apporter des éléments d'analyses intéressants, notamment parce que plusieurs journalistes nous ont dit que des contraintes

inhérentes à la structure même des médias (délais rapprochés, espace limité, choix des sujets, choix des titres et des manchettes, etc.) les empêchaient parfois de bien faire leur travail. La structure actuelle des médias fait en sorte que le journaliste doit travailler avec ces contraintes (et il serait souhaitable que le scientifique les comprenne pour mieux travailler avec le journaliste, selon ce que démontre notre recherche), mais l'éditeur pourrait, peut-être, avoir un quelconque pouvoir sur ces contraintes. En plus, certains journalistes (et certains scientifiques) nous ont fait part de la difficulté d'intéresser ou de sensibiliser leurs supérieurs à la science et à l'environnement ou de les intéresser à des histoires sur la science et sur l'environnement qui soient moins controversées que celles que nous avons l'habitude de voir dans les médias. Nous pouvons en déduire que les éditeurs de journaux, les rédacteurs en chef et les affectataires des salles de nouvelles ont aussi un rôle à jouer sur le traitement des informations scientifiques et environnementales.

D'éventuelles recherches sur les perceptions du rôle des médias dans le cas de l'environnement et sur la place et le traitement qui devraient être réservés à celui-ci, mais du point de vue des éditeurs, apporteraient des éléments d'analyses complémentaires à cette recherche. Mises en parallèles avec les résultats générés par notre recherche, les données de ces analyses pourraient grandement enrichir le débat.

En somme, en se comprenant mieux –ce que nous espérons humblement que ce mémoire pourrait contribuer à faire, dans la mesure où l'information qu'il contient est diffusée au public concerné–, la communauté scientifique et les médias pourraient éventuellement faire bon ménage et fournir à la population une information de qualité pour qu'elle comprenne les enjeux et les impacts des problématiques environnementales, mais aussi les bons gestes à poser pour préserver sa santé et la qualité de son environnement. Nous sommes cependant consciente qu'il n'y a pas de solutions simples à la situation que nous avons étudiée, mais nous espérons que ce travail aura au moins le mérite d'enclencher chez certains une réflexion.

BIBLIOGRAPHIE

Albaek, Erik. 2003. «Experts in the Mass Media : Researchers as Sources in Danish Daily Newspapers, 1961-2001». *Journalism and Mass Communication Quarterly*, vol. 80, no 4 (Hiver 2003), p. 937-948.

Barthélémy, Fabrice. 2000. *Journalistes-enseignants : concurrence ou interaction ?*. Paris et Montréal : L'Harmattan, 299 p.

Bélisle, Claire. et Smail Aït El Hadj (dir. publ.). 1985. *Vulgariser : un défi ou un mythe ? : la communication entre spécialistes et non-spécialistes*. Lyon (Fr.) : Chronique sociale, 161 p.

Bouthat, Chantal. 1993. *Guide de présentation des mémoires et thèses*. Montréal : Université du Québec à Montréal. Décanat des études avancées et de la recherche, 110 p.

Bourdin, A. 1971. « Kurt Lewin – La théorie des groupes », *Psychologie*, no 15, p. 8-15.

Burt, Ronald S. 2000. « The Network structure of social capital ». *Research in Organizational Behaviour*, vol. 22, p. 345-423.

Burt, Ronald S. 1995. « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur ». *Revue française de sociologie*, vol. 36, p. 599-628.

Burt, Ronald S. 1987. « Social Contagion and Innovation : Cohesion versus Structural Equivalence ». *American Journal of Sociology*, vol. 92 (Mai 1987), p. 1287-1335.

Calsamiglia, Helena. 2000. « Pratiques discursives dans la communication sociale de la science ». In *Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias : spécificités linguistiques et constructions sémiotiques*, sous la dir. de Fabienne Cusin-Berche, p. 33-42. Coll. « Les carnets du CEDISCOR », no 6. Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 226 p.

Canada, Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie. 2006. *La vulgarisation scientifique : un guide à l'intention des chercheurs*. <http://www.crsng.gc.ca/seng/how1fr.htm>, site visité le 1^{er} mars 2006.

Canada, Environnement Canada, Direction générale de la coordination et des politiques relatives à l'eau. 2003. *Mercure : à la recherche de réponses*. Hull (Qué.) : Environnement Canada, 14 p.

Canada, Environnement Canada. 1999. Le mercure dans l'environnement. Ottawa : Environnement Canada, 1 p.

Canada, Ministère de la Justice. 2000. *Instituts de recherche en santé du Canada, Loi canadienne sur les*. <http://lois.justice.gc.ca/fr/C-18.1/index.html>, site visité le 1^{er} mars 2006.

Canada, Ministère de la Justice. 1999. *Protection de l'environnement (1999), Loi canadienne sur la*. <http://lois.justice.gc.ca/fr/C-15.31/index.html>, site visité le 1^{er} mars 2006.

Caro, Paul. 1993. *La roue des sciences : du savant à la société, les itinéraires de la connaissance*. Paris : A. Michel, 236 p.

Caro, Paul. 1990. *La vulgarisation scientifique est-elle possible ?*. Nancy (Fr.) : Presses universitaires de Nancy, 45 p.

Case, Tony. 1992. « Journalists and Scientific Illiteracy ». *Editor & Publisher*, vol. 125, no 51, p. 15-16.

Caulfield, Timothy A. 2004a. « The Commercialisation of Medical and Scientific Reporting ». *Public Library of Science Medicine*, vol. 1, no 3 (Décembre 2004), p. 178-179.

Caulfield, Timothy A. 2004b. « Biotechnology and the Popular Press : Hype and the Selling of Science ». *Trends in Biotechnology*, vol. 22, no 7 (Juillet 2004), p. 337-339.

Caulfield, Timothy A. et Tania M. Bubela. 2004a. « Do the Print Media "Hype" Genetic Research ? A Comparison of Newspaper Stories and Peer-Reviewed Research Papers ». *Canadian Medical Association Journal*, vol. 170, no 9 (27 avril 2004), p. 1399-1407.

Caulfield, Timothy A. et Tania M. Bubela. 2004b. « Media Representations of Genetic Discoveries : Hype in the Headlines ? ». *Health Law Review*, vol. 12, no 2, p. 53-61.

Centre de formation et de perfectionnement des journalistes. 1985. *L'information scientifique, technique et médicale dans la presse quotidienne régionale et départementale*. Paris : Centre de formation et de perfectionnement des journalistes, 167 p.

Char, Antoine. 2005. « L'éthique de l'émotion ». In *Communication : horizons de pratique et de recherche*, sous la dir. de Pierre Mongeau et Johanne Saint-Charles, p. 259-276. Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, 410 p.

COMERN, site Internet du Réseau collaboratif de recherche sur le mercure. <http://www.unites.ugam.ca/comern/indexfr.html>, visité le 1^{er} mars 2006.

Dean, Cornelia. 2002. « New Complications in Reporting on Science ». *Nieman Reports*, vol. 56, no 3 (Automne 2002), p. 25-26.

Demers, Marthe. 1994. *La diffusion et l'enseignement des sciences à leur mieux*. Pierrefonds (Qué.) : Hélio, 166 p.

De Rosnay, Joël, 1994. *L'écologie et la vulgarisation scientifique : de l'égocitoyen à l'écocitoyen*. Coll. « Les grandes conférences ». Québec : Musée de la civilisation, 46 p.

États-Unis, Environmental Protection Agency (EPA). 2005. Site de l'EPA sur le mercure : <http://www.epa.gov/mercury/>, visité le 1^{er} mars 2006.

Everett, Rogers M. 1983. *Diffusion of Innovations*, 3^{ème} édition. New York : Free Press, 453 p.

Fayard, Pierre. 1988. *La communication scientifique publique : de la vulgarisation à la médiatisation*. Lyon (Fr.) : Chronique sociale, 147 p.

Fortier, Bruno. 1996. « Émergence et développement de la culture scientifique et technique au Québec : un survol historique ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 117 p.

France, Haut comité à l'environnement, secrétariat général. 1974. *La pollution par le mercure et ses dérivés*. Jean A. Ternisien (aut.). Paris : La documentation française, 69 p.

Friedman, Sharon, Sharon Dunwoody et Carol Rogers (éd.). 1999. *Communicating Uncertainty : Media Coverage of New and Controversial Science*. Mahwah (N. J.) : Lawrence Erlbaum, 277 p.

Friedman, Sharon, Sharon Dunwoody et Carol Rogers (éd.). 1986. *Scientists and Journalists : Reporting Science as News*. New York : Free Press, 333 p.

Gagnon, Jean-Marc et Lise Morin. 1986. *La diffusion de la culture scientifique et technique au Québec*. Québec : Conseil de la science et de la technologie, 131 p.

Gemme, Brigitte. 2004. « Malentendu médiatique ». *Québec Science*, vol. 43, no 3 (novembre 2004), p. 15.

Goldstein, Jeffrey H (éd.). 1986. *Reporting Science : The Case of Aggression*. Hillsdale (N.J.) : L. Erlbaum, 121 p.

Goodell, Rae. 1977. *The Visible Scientists*. Boston : Little, Brown and Company, 242 p.

Goyette, Gabriel et Lessard-Hébert, Michelle. 1987. *La recherche-action : ses fonctions, ses fondements et son instrumentation*. Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, 204 p.

Guichard, Jack et Jean-Louis Martinand, 2000. *Médiatique des sciences*. Paris : Presses universitaires de France, 240 p.

Hansen, Anders (dir. publ.). 1993. *The Mass Media and Environmental Issues*. Leicester (G.-B.) : Leicester University Press, 238 p.

Hotz, Robert Lee. 2002. « The Difficulty of Finding Impartial Sources in Science ». *Nieman Reports*, vol. 56, no 3 (Automne 2002), p. 6-7.

Houston, Frank et John Wallace. 2000. « Covering the Climate : Beware of False Conflict ». *Columbia Journalism Review*, vol. 38, no 6 (Mars-Avril 2000), p. 52-54.

- Hsieh, Ying-Chun. 1984. « Science and the Press in Taiwan : an Analysis of the Relationship Between Scientists and Science Journalists ». Thèse de doctorat, Urbana-Champaign, University of Illinois at Urbana-Champaign, 230 p.
- Jacobi, Daniel. 1991. « Peut-on transmettre des connaissances scientifiques au grand public ? ». In *Vers une transition culturelle : sciences et techniques en diffusion, patrimoines reconnus, cultures menacées*, sous la direction de Marie-Jeanne Choffel-Mailfert et Joseph Romano, p. 33-47. Nancy (Fr.) : Presses universitaires de Nancy, 181 p.
- Jeanneret, Yves. 1994. *Écrire la science : formes et enjeux de la vulgarization*. Paris : Presses universitaires de France, 398 p.
- Kiernan, Vincent. 2003. « Embargoes and Science News ». *Journalism and Mass Communication Quarterly*, vol. 80, no 4 (Hiver 2003), p. 903-920.
- Kolata, Gina. 1999. « Fairness, Accuracy and the Tyranny of the Anecdote : Challenges Facing Science Reporting ». *The Quill*, vol. 87, no 2 (Mars-Avril 1999), p. 29-32.
- Kriegbaum, Hillier. 1967. *Science and the Mass Media*. New York : New York University Press, 242 p.
- Laramée, Alain. 1997. *La communication environnementale : de la problématique à l'évaluation*. Sainte-Foy (Qué.) : Télé-Université, p. 168.
- Léger Marketing. 2004. « Public Opinion Survey among Canadians : Opinions and Attitudes of Canadians on Current Events ». Omnican Study (Septembre 2004). Montréal : Léger Marketing.
- Lievrouw, Leah A. 1990. « Communication and Social Representation of Scientific Knowledge ». *Critical Studies in Mass Communication*, vol. 7 (1990), p. 1-10.
- Lucotte, Marc (dir. publ.). 1999. *Mercury in the Biogeochemical Cycle : Natural Environments and Hydroelectric Reservoirs of Northern Québec (Canada)*. Berlin : Springer, 334 p.
- Maher, T. Michael. 1999. Compte rendu de *Communicating Uncertainty : Media Coverage of New and Controversial Science*, de Sharon Friedman, Sharon Dunwoody et Carol Rogers (éd.) (Mahwah (N. J.) : Lawrence Erlbaum, 1999). *Journalism and Mass Communication Quarterly*, vol. 76, no 3 (Automne 1999), p. 606-607.
- McKenzie-Mohr, Doug. 1996. *Promouvoir un avenir viable : introduction au marketing socio-communautaire*. Ottawa : Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 44 p.
- Miller, Jon. D. 2002. « Breaking news or broken news ». *Nieman Reports*, vol. 56, no 3 (Automne 2002), p. 18-21.
- Moirand, Sophie. 2000. « Variations discursives dans deux situations contrastées de la presse ordinaire ». In *Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias : spécificités linguistiques et constructions sémiotiques*, sous la dir. de

Fabienne Cusin-Berche, p. 45-62. Coll. « Les carnets du CEDISCOR », no 6. Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 226 p.

Mooney, Chris. 2004. « Blinded by Science ». *Columbia Journalism Review*, vol. 43, no 4 (Novembre-Décembre 2004), p. 26-35.

Moseley, Stephen F. 2004. « Everett Rogers' Diffusion of Innovations Theory: Its Utility and Value in Public Health ». *Journal of Health Communication*, vol. 9, p. 149-151.

Myers, Roger Allen. 1979. « The Training of Science News Reporters ». Thèse de doctorat, Columbus, Ohio State University, 272 p.

Organisation mondiale de la santé, Joint FAO/ WHO Expert Committee on Food Additives (JECFA). 2005. <http://www.who.int/ipcs/food/jecfa/en/>, site visité le 1^{er} mars 2006.

Perreault-Labelle, Anick. 2005. « Chercheurs sur la scène publique ». *Découvrir*, vol. 26, no 1 (janvier-février 2005), p. 54-59.

Pianin, Eric. 2003. « Federal Warning On Tuna Planned : Mercury a Danger to Fetuses, Children ». *The Washington Post*, 11 décembre 2003, p. A01.

Pilgrim, Wilfred, Laurier Poissant et Luke Trip. 2000. « The Northeast States and Eastern Canadian Provinces Mercury Study : A framework for Action : summary of the Canadian Chapter ». *The Science of the Total Environnement*, vol. 261 (2000), p. 177-184.

Pritchard, David et Florian Sauvageau. 1999. *Les journalistes canadiens : un portrait de fin de siècle*. Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université Laval, 144 p.

Québec, Conseil des sciences et de la technologie. *La culture scientifique et technique : une interface entre les sciences, la technologie et la société : Rapport de conjoncture 2004*. Sainte-Foy (Qué.) : Gouvernement du Québec, 125 p.

Québec, ministère de l'Environnement, Bureau d'étude sur les substances toxiques. 1980. *L'environnement québécois et le mercure : rapport final du projet « Mercure »*. Hélène Weber (aut.). Québec : Environnement Québec, Bureau d'étude sur les substances toxiques, 179 p.

Reboul-Touré, Sandrine. 2000. « Le transgénique et le citoyen dans la presse écrite : diffusion en termes spécialisés et discours plurilogal ». In *Rencontres discursives entre sciences et politique dans les médias : spécificités linguistiques et constructions sémiotiques*, sous la dir. de Fabienne Cusin-Berche, p. 99-111. Coll. « Les carnets du CEDISCOR », no 6. Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 226 p.

Reed, Rosslyn. 2001. « (Un-) Professional Discourse ? : Journalists' and Scientists' Stories about Science in the Media ». *Journalism*, vol. 2, no 3, p. 279-298.

Rubin, David. M. et David P. Sachs. 1973. *Mass Media and the Environment : : water resources, land use, and atomic energy in california*. New York : Praeger, 319 p.

Saint-Charles, Johanne et Pierre Mongeau. 2005. *Sémato : Guide d'utilisation*. http://www.er.ugam.ca/nobel/r32700/Semato/Guide_Semato.pdf, site visité le 1^{er} mars 2006.

Saint-Charles, Johanne et Pierre Mongeau. 2005. *Communication : Horizons de pratiques et de recherche*. Sainte-Foy (Qué.) : Presse de l'Université du Québec, 410 p.

Sauvé, Lucie et Armel Boutard. 1991. « La presse écrite : un outil d'éducation relative à l'environnement ». In *Enjeux de l'information et de la communication en matière d'environnement : Recueil de textes et documents d'accompagnement*, Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, p. 59-62. Montréal : Université du Québec à Montréal, 109 p.

Santerre, Lise. 2004. La culture scientifique et technique, une interface entre les sciences, la technologie et la société : Rapport de conjoncture 2004. Sainte-Foy (Qué.) : Conseil de la science et de la technologie.

Schiele, Bernard et Réal Jantzen (dir. publ.) 2003. *Les territoires de la culture scientifique*. Lyon (Fr.) : Presses universitaires de Lyon; Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 314 p.

Schiele, Bernard. 1991. « La vulgarisation scientifique : notes pour un questionnement ». In *Vers une transition culturelle : sciences et techniques en diffusion, patrimoines reconnus, cultures menacées*, sous la direction de Marie-Jeanne Choffel-Mailfert et Joseph Romano, p. 167-177. Nancy (Fr.) : Presses universitaires de Nancy, 181 p.

Schiele, Bernard et Daniel Jacobi (dir. publ.). 1988. *Vulgariser la science : le procès de l'ignorance*. France : Champ Vallon Seyssel, 284 p.

Schmeck, Harold. 1997. « Coping With the Travails of a Science Writer ». *Nieman Reports*, vol. 51, no 2 (Été 1997), p. 62-63.

Scott, Daniel J., B. Jones, J. Audrey, R. Gibson, P. Key, L. Mortsch et K. Warriner (éd.). 2000. International Climate Change Communication Conference : actes de la conférence, University of Waterloo et Environnement Canada, (du 22 au 24 juin 2000, Kitchener-Waterloo (Ont.), Canada). Ottawa : Environnement Canada.

Shinn, Terry et Richard Whitley. 1985. *Expository Science : Forms and Functions of Popularisation*. Coll. « Sociology of the Sciences : A Yearbook », vol. 9. Dordrecht (Pays-Bas) : D. Reidel, 292 p.

Singer, Eleanor. 1990. « A Question of Accuracy : How Journalists and Scientists Report Research on Hazards ». *Journal of Communication*, vol. 40, no 4 (Automne 1990), p.102-116.

Skrotzky, Nicolas. 1989. *Science et communication : l'homme multidimensionnel*. Paris : P. Belfond, 213 p.

Soon, Willie et Robert Ferguson. 2003. *White Paper : EPA Mercury MACT Rulemaking Not Justified by Science*. Oakton (Virg.) : The Center for Science and Public Policy, 21 p.

- Tristani-Potteaux, Françoise. 1997. *Les journalistes scientifiques : médiateurs des savoirs*. Coll. « Médias poche », vol. 5. France : Économica Paris, 110 p.
- Vadrot, Claude-Marie et Marianne Dejouet. 2005. *La place de l'environnement dans les médias : avec un sondage CSA ADEME/JNE, 2005*. Paris : Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie, 30 p.
- Vigneron, Jacques et Laurence Francisco. 1996. La communication environnementale. Coll. « Poche environnement », vol. 6. France : Économica Paris, 112 p.
- Weigold, Michael F. 2001. « Communicating Science : A Review of the Literature ». *Science Communication*, vol. 23, no 2, p. 164-193.
- ZUNIGA, Ricardo B. 1981. « La recherche-action et le contrôle du savoir ». *Revue internationale d'action communautaire*, no 5/45, p. 35-44.

APPENDICE A

LISTE DES RÉFÉRENCES DE LA REVUE DE PRESSE

*Les articles précédés d'un double astérisque (**) sont ceux où les scientifiques interviewés dans ce projet de mémoire sont cités.*

Références dans *L'actualité* (par auteur et par date) :

Aubin, Benoît. 2002. « Le beau risque de Ted Moses ». *L'actualité* (Montréal), vol. 27, no 1, 1^{er} janvier, p. 22.

Dupont, Pierre. 1977. « Chez les nègres rouges du Québec gronde une colère qui vient de loin ». In « 25 ans de reportages: 1977 : Nos Indiens sur le sentier de la guerre ». *L'actualité* (Montréal), vol. 26, no 14, 15 septembre 2001 (Édition souvenir 25^e anniversaire), p. 154.

Legault, Michel. 2004. « Des vaccins pollués ». *L'actualité* (Montréal), vol. 29, no 2, 1^{er} février, p. 52.

Legault, Michel. 2003. « Autisme : le mercure descend ». *L'actualité* (Montréal), vol. 28, no 15, 1^{er} octobre, p.47.

Legault, Michel. 2003. « Pollution lumineuse ». *L'actualité* (Montréal), vol. 28, no 15, 1^{er} octobre, p.47.

Legault, Michel. 2002. « Les hôpitaux, de grands pollueurs ». *L'actualité* (Montréal), vol. 27, no 6, 15 avril, p. 34.

** Malavoy, Sophie. 2003. « Truite alors! : Le poisson aiderait à guérir la dépression, diminuerait l'agressivité et jouerait un rôle dans le développement du cerveau. Pourtant, les québécois le boudent! ». *L'actualité* (Montréal), vol. 28, no 13, 1^{er} septembre, p. 26.

(Sans auteur). 2003. « La mère de toutes les boucances ». *Géographica, L'actualité* (Montréal), vol. 28, no 12, 1^{er} août, p. 2.

Références dans Le Devoir (par auteur et par date) :

Agence Science-Presse. 2004. « Arbres dépollueurs ». *Le Devoir* (Montréal), 31 janvier, p. B6.

Agence Science-Presse. 2003. « Ces vaccins qui ne donnent pas l'autisme ». *Le Devoir* (Montréal), 20 décembre, p. B6.

Agence Science-Presse. 2001. « Moins de pollution dans nos artères ». *Le Devoir* (Montréal), 28 mai, p. B1.

Associated Press. « Femmes enceintes : Attention à certains poissons! ». *Le Devoir* (Montréal), 15 janvier 2001, p. A4.

Baillargeon, Stéphane. 2002. « Passage à tabac à la française : Première conférence internationale francophone sur le contrôle du tabac ». *Le Devoir* (Montréal), 16 septembre, p. A1.

Deglise, Fabien. 2004. « Derrière l'étiquette ». *Le Devoir* (Montréal), 18 septembre, p. D4.

Deglise, Fabien. 2004. « Dopage légal à grands coups de bavettes ». *Le Devoir* (Montréal), 10 août, p. A1.

** Deglise, Fabien. 2003. « Les Inuits font bon ménage avec le mercure ». *Le Devoir* (Montréal), 29 octobre, p. A5.

** Deglise, Fabien. 2003. « Du mercure dans le thon en boîte : Une équipe de chercheurs met en garde les femmes enceintes contre une trop grande consommation de cette chair ». *Le Devoir* (Montréal), 25 septembre, p. A4.

Deglise, Fabien. 2003. « Robert F. Kennedy Jr fustige les pollueurs : Le fils de Bobby Kennedy en appelle à la « chasse aux pollueurs » par les citoyens et les groupes environnementaux ». *Le Devoir* (Montréal), 18 août, p. A3.

** Deglise, Fabien. 2003. « Mercure à la hausse dans le thon en conserve ». *Le Devoir* (Montréal), 26 juin, p. A1.

** Desautels, Louise. 2002. « L'expert en mercure : Marc Lucotte a reçu 12,6 millions de dollars pour mettre sur pied un réseau de recherche pancanadien sur la contamination au mercure ». *Le Devoir* (Montréal), 27 avril, p. B14.

Dumais, Michel. 2001. « Des vertus du recyclage informatique et du logiciel libre ». *Le Devoir* (Montréal), 17 décembre, p. B2.

Dutrisac, Robert. 2002. « Lucien Bouchard, médiateur entre les Cris et Hydro-Québec ». *Le Devoir* (Montréal), 25 mai, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « Le pic d'émissions de gaz à effet de serre dure moins de 10 ans dans les réservoirs ». *Le Devoir* (Montréal), 9 décembre, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « Un jour sombre pour la planète ». *Le Devoir* (Montréal), 4 novembre, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « New York témoigne de son intérêt pour l'énergie verte ». *Le Devoir* (Montréal), 25 septembre, p. A6.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « Des groupes écologistes portent plainte devant l'ALENA contre les rejets américains de mercure ». *Le Devoir* (Montréal), 20 septembre, p. A2.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « La pollution augmente au Canada et diminue aux États-Unis ». *Le Devoir* (Montréal), 3 juin, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « Eau contaminée à Roxton Pond: une facture de 7000 \$ par famille : Stanley Tools accepte de faire sa part, mais une majorité de citoyens seraient opposés à être taxés de la sorte ». *Le Devoir* (Montréal), 15 avril, p. A2.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « Le Canada demande aux États-Unis de faire le ménage dans leurs centrales au charbon ». *Le Devoir* (Montréal), 2 avril, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « L'ordinateur, dévoreur insatiable de ressources : Il vaut mieux prolonger sa vie utile que de le recycler ». *Le Devoir* (Montréal), 9 mars, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « La rivière Beauharnois sera décontaminée ». *Le Devoir* (Montréal), 3 mars, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2004. « Le BAPE autorise un autre barrage sur la Péribonka ». *Le Devoir* (Montréal), 29 janvier, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Biénergie: la régie de l'électricité déboute deux groupes écologistes ». *Le Devoir* (Montréal), 28 novembre, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Hydro réclame un traitement de faveur ». *Le Devoir* (Montréal), 13 novembre, p. A2.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Après la grenaille, haro sur le plomb de pêche ». *Le Devoir* (Montréal), 31 octobre, p. B7.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Eau-Secours réclame une «audience générique» ». *Le Devoir* (Montréal), 24 octobre, p. A1.

** Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « La Nouvelle-Angleterre contaminée par les incendies dans la forêt boréale canadienne : Ces feux de forêt pourraient libérer dans l'atmosphère jusqu'à 3,5 tonnes de mercure chaque année ». *Le Devoir* (Montréal), 14 octobre, p. A2.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Échangez votre vieille «minoune» contre une passe de métro ». *Le Devoir* (Montréal), 1 octobre, p. A2.

** Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Santé et écosystèmes sont intimement liés ». *Le Devoir* (Montréal), 24 mai, p. A6.

** Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Les Phénix de l'environnement: Les responsables de l'opération «Adoptez une rivière» figurent parmi les lauréats ». *Le Devoir* (Montréal), 23 mai, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Les petites industries polluent de plus en plus : Augmentation de 66 % du côté canadien et de 29 % du côté américain ». *Le Devoir* (Montréal), 17 avril, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Au chevet du Saint-Laurent : Il y a moins de toxiques dans le fleuve mais l'écosystème continue de se détériorer ». *Le Devoir* (Montréal), 28 février, p. A3.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « Les écosystèmes aquatiques de la planète sont en danger - Le mercure comme menace réelle ». *Le Devoir* (Montréal), 7 février, p. B7.

Francoeur, Louis-Gilles. 2003. « De nouvelles lignes directrices pour lutter contre le smog et les pluies acides ». *Le Devoir* (Montréal), 4 janvier, p. A3.

Francoeur, Louis-Gilles. 2002. « Le cellulaire, ce pollueur toxique ». *Le Devoir* (Montréal), 14 décembre, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2002. « Trois lacs sous haute surveillance ». *Le Devoir* (Montréal), 30 mai, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2002. « Plusieurs scientifiques pensent que la survie de l'espèce est menacée à long terme : Attention, ours polaires en danger ». *Le Devoir* (Montréal), 22 mai, p. B5.

Francoeur, Louis-Gilles. 2002. « 6 % ou quoi ? ». *Le Devoir* (Montréal), 22 février, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2002. « Le plan Bush : croissance d'abord, écologie ensuite ». *Le Devoir* (Montréal), 15 février, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2002. « Contre-nature ». *L'agenda, Le Devoir* (Montréal), 2 février, p. 36.

Francoeur, Louis-Gilles. 2002. « Premier bilan environnemental de l'Amérique du Nord : L'Amérique du Nord a hypothéqué la moitié de ses cours d'eau ». *Le Devoir* (Montréal), 9 janvier, p. A2.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Déchets biomédicaux : Le Québec sait aussi se servir de la poubelle des autres ». *Le Devoir* (Montréal), 22 décembre, p. A6.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Déchets dangereux : l'Ontario serre la vis ». *Le Devoir* (Montréal), 20 décembre, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Production d'électricité et environnement : Le débat s'engage sur des normes harmonisées ». *Le Devoir* (Montréal), 28 novembre, p. A3.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Quand la pollution rejoint le chasseur ». *Le Devoir* (Montréal), 28 novembre, p. B7.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Poissons « fins » contenant trop de mercure : Ottawa réévalue sa politique d'information du consommateur ». *Le Devoir* (Montréal), 19 novembre, p. A4.

** Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Les poissons « fins » dépassent la norme de mercure ». *Le Devoir* (Montréal), 10 novembre, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Effet de serre : L'est de l'Amérique défie Bush ». *Le Devoir* (Montréal), 30 août, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « La CSDM se débarrasse de huit tonnes de produits toxiques ». *Le Devoir* (Montréal), 22 juin, p. A3.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Le plan énergétique des États-Unis : Un recul de 20 ans ». *Le Devoir* (Montréal), 19 mai, p. A5.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Bush lance à fond la production d'énergie : Pétrole et nucléaire auront la priorité ». *Le Devoir* (Montréal), 18 mai, p. A1.

** Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Des millions pour mesurer les impacts de la pollution par le mercure : L'UQAM dirigera un projet de recherche qui implique 14 universités ». *Le Devoir* (Montréal), 4 mai, p. A4.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Politique énergétique américaine : Le Canada ne doit rien céder sans ratification de l'accord de Kyoto ». *Le Devoir* (Montréal), 2 mai, p. A2.

** Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Les coupes à blanc libèrent du mercure : Une étude révèle un phénomène méconnu qui affecte les lacs et la faune de la forêt boréale ». *Le Devoir* (Montréal), 21 mars, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Effet de serre : Ottawa attendra Washington ». *Le Devoir* (Montréal), 17 mars, p. A1.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Sciences naturelles : Collections de recherche en danger ». *Le Devoir* (Montréal), 7 février, p. B5.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Règlement sur l'eau potable : Il faudrait d'abord régler le problème à la source ». *Le Devoir* (Montréal), 31 janvier, p. A3.

Francoeur, Louis-Gilles. 2001. « Étude canado-américaine : Les autos, dangereuses sources de mercure ». *Le Devoir* (Montréal), 23 janvier, p. A1.

** Forget, Dominique. 2003. « Penser globalement, agir localement : Du Brésil à la Côte-d'Ivoire, du Liban à l'Égypte, Jean Lebel vient en aide aux communautés les plus vulnérables de la planète ». *Le Devoir* (Montréal), 8 mars, p. B6.

Gravel, Pauline. 2003. « Le mystère de l'autisme : La génétique est de plus en plus incriminée ». *Le Devoir* (Montréal), 22 mars, p. B6.

Hébert, Michel et Presse canadienne. 2001. « Landry effectue une première mission politique aux États-Unis ». *Le Devoir* (Montréal), 27 août, p. A3.

** Kouchner, Martin. 2003. « Cohabitation insalubre : Vers une réconciliation de l'environnement et de la santé humaine ». *Le Devoir* (Montréal), 17 mai, p. G2.

** Lafleur, Claude. 2001. « CINBIOSE : La recherche scientifique appliquée au quotidien ». *Le Devoir* (Montréal), 7 avril, p. F2.

Landry, Johanne. 2002. « Plaidoyers pour une planète saine : Un environnement sans gaz nocifs réduit les coûts reliés à la santé ». *Le Devoir* (Montréal), 8 juin, p. G5.

** Lévesque, Christian. 2003. « Un enseignement venu du Sud : Une faible exposition au mercure peut provoquer des symptômes neurologiques avancés ». *Le Devoir* (Montréal), 17 mai, p. G3.

** Lévesque, Christian. 2002. « Au chevet de l'estuaire du Saint-Laurent : Bien qu'il n'existe aucun observatoire sur la pollution marine dans l'estuaire, son état de santé inquiète les spécialistes ». *Le Devoir* (Montréal), 2 novembre, p. G4.

Lord, Denis. 2001. « Prix Adrien-Pouliot : Pour se permettre la science : Michel Bergeron et la francophonie scientifique ». *Le Devoir* (Montréal), 6 octobre, p. F4.

Otis-Dionne, Geneviève. 2004. « Eaux troubles : «Les gens sont responsables de l'amélioration et de la détérioration de leur environnement» ». *Le Devoir* (Montréal), 2 octobre, p. G4.

Otis-Dionne, Geneviève. 2003. « Plaisirs retrouvés : Les baigneurs, les pêcheurs et les autres amateurs d'activités aquatiques reviennent au fleuve Saint-Laurent ». *Le Devoir* (Montréal), 26 juillet, p. A4.

Otis-Dionne, Geneviève. 2002. « La plongée dans le fleuve : Un bateau-laboratoire sera arrimé à la Chaire de recherche du Canada en écologie des eaux douces ». *Le Devoir* (Montréal), 26 octobre, p. H8.

Paré, Isabelle. 2002. « Autisme : La crainte des vaccins n'est pas fondée ». *Le Devoir* (Montréal), 2 mai, p. A2.

Presse canadienne. 2004. « La santé des Grands Lacs est menacée ». *Le Devoir* (Montréal), 14 septembre, p. A2.

Presse canadienne. 2004. « Les poissons du fleuve dépassent rarement les taux de mercure toléré ». *Le Devoir* (Montréal), 5 avril, p. A2.

Presse canadienne. 2003. « Consultation biennale sur la qualité de l'eau des Grands Lacs ». *Le Devoir* (Montréal), 20 septembre, p. A10.

Presse canadienne. 2002. « Le monopole d'Hydro est là pour rester ». *Le Devoir* (Montréal), 23 août, p. B5.

Tremblay, Mylène. 2004. « Mettre fin aux pluies acides : «Les compagnies considéreront l'avantage économique seulement lorsqu'elles seront forcées de tenir compte de l'environnement» ». *Le Devoir* (Montréal), 6 octobre, p. D2.

** Zehler, Estelle. 2003. « La somme de toutes les connaissances : L'interdisciplinarité est garante de la qualité de la recherche ». *Le Devoir* (Montréal), 17 mai, p. G5.

** Zehler, Estelle. 2001. « Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM : la pollution dans la mire ». *Le Devoir* (Montréal), 20 octobre, p. F5.

(Sans auteur). 2001. « Des films scientifiques primés ». *Le Devoir* (Montréal), 7 novembre, p. A4.

Références dans Le Droit (par auteur et par date) :

Associated Press. 2002. « [Alors que George W. Bush vient d'annoncer] ». *Le Droit* (Ottawa), 15 février, p. 21.

Associated Press. 2002. « Un niveau de pollution sans précédent à New York après le 11 septembre ». *Le Droit* (Ottawa), 13 février, p. 26.

Duquette, Patrick. 2004. « Aucune trace de contamination, selon un expert ». *Le Droit* (Ottawa), 22 janvier, p. 5.

Langlois, Christine. 2003. « Des hommes des cavernes branchés ». *Le Droit* (Ottawa), 10 octobre, p. 37.

Maltais, Murray. 2003. « Un effet bœuf ». *Le Droit* (Ottawa), 22 mai, p. 20.

Maltais, Murray. 2001. « Alerte au mercure : Le métal se retrouve dans les vieilles autos ». *Le Droit* (Ottawa), 24 janvier, p. 28.

Presse canadienne. 2004. « Révision de la consommation de poisson ». *Le Droit* (Ottawa), 22 novembre, p. 18.

Presse canadienne. 2004. « Des menaces planent sur les Grands Lacs ». *Le Droit* (Ottawa), 14 septembre, p. 20.

Presse canadienne. 2004. « « De grands bols de toilettes » ». *Le Droit* (Ottawa), 9 septembre, p. 23.

Presse canadienne. 2004. « Pollution : Washington pointé du doigt ». *Le Droit* (Ottawa), 2 juillet, p. 23.

Presse canadienne. 2004. « 2,7 millions de kilos de poisons dans la nature ». *Le Droit* (Ottawa), 2 juin, p. 27.

Presse canadienne. 2003. « Une commission se penche sur la qualité de l'eau des Grands Lacs ». *Le Droit* (Ottawa), 20 septembre, p. 38.

Presse canadienne. 2003. « Les bienfaits du sélénium ». *Le Droit* (Ottawa), 9 juin, p. 18.

Presse canadienne. 2003. « L'autisme n'est plus une maladie rare ». *Le Droit* (Ottawa), 10 mars, p. 19.

** Presse canadienne. 2003. « Les jeunes Inuits seraient contaminés au mercure et au BPC, selon une étude ». *Le Droit* (Ottawa), 5 mars, p. 13.

Presse canadienne. 2003. « L'autisme est trois à quatre fois plus répandu qu'il y a 30 ans ». *Le Droit* (Ottawa), 6 janvier, p. 10.

Presse canadienne. 2002. « Une centrale au charbon qui pollue plus que quatre provinces ». *Le Droit* (Ottawa), 18 juillet, p. 20.

Presse canadienne. 2001. « Des écologistes dénoncent les projets de centrales au charbon en Alberta ». *Le Droit* (Ottawa), 18 juin, p. 21.

(Sans auteur). 2002. « Le mercure serait un facteur de risque cardiovasculaire ». *Le Droit* (Ottawa), 29 avril, p. 16.

Références dans La Presse (par auteur et par date) :

Agence France-Presse. 2003. « Le mercure dans le poisson est peut-être moins nocif que prévu ». *La Presse* (Montréal), 29 août, p. B2.

Agence France-Presse. 2002. « Des milliers d'enfants esclaves des mines péruviennes : L'Organisation internationale du travail incite Lima à prendre conscience de ce fléau ». *La Presse* (Montréal), 13 juin, p. B5.

Agence France-Presse. 2002. « Réchauffement climatique : Écologistes et démocrates dénoncent le plan de rechange de Bush ». *La Presse* (Montréal), 15 février, p. A10.

Agence France-Presse et Agence Science-Presse. 2001. « Cimetière vert ». *La Presse* (Montréal), 2 décembre, p. B11.

Allard, Sophie. 2003. « Il fera chaud à Toronto ». *La Presse* (Montréal), 9 avril, p. A10.

Arcand, Denis. 2004. « Attention à la piquûre ». *La Presse* (Montréal), 22 octobre, p. LA PRESSE AFFAIRES6.

Associated Press. 2004. « La vérité sur le coût de l'air pur ». *La Presse* (Montréal), 23 février, p. ACTUEL11.

Associated Press. 2003. « Bush veut alléger la réglementation sur le mercure ». *La Presse* (Montréal), 8 décembre, p. ACTUEL5.

Associated Press. 2002. « Les dangers de la nature tuent trois millions d'enfants chaque année ». *La Presse* (Montréal), 4 mars, p. A7.

Associated Press. 2001. « Des parents d'enfants autistes poursuivent des fabricants de vaccins ». *La Presse* (Montréal), 4 septembre, p. A16.

Bascaron, Sylvain. 2003. « 67 000 tonnes de technologie au dépotoir ». *La Presse* (Montréal), 22 mars, p. A32.

Beaulieu, Camille. 2002. « Le traitement des BPC, une vocation économique contestée : Levée de boucliers face à un projet d'incinérateur en Ontario ». *La Presse* (Montréal), 7 novembre, p. D18.

Berger, François. 2003. « Un survol d'informations sur des faits de société ». *La Presse* (Montréal), 29 juin, p. A8.

Bérubé, Nicolas. 2002. « Le cocktail chimique de Ground Zero ». *La Presse* (Montréal), 7 septembre, p. B5.

Braut, Geneviève. 2004. « Tout savoir sur le sexe... grâce aux musées : Là où l'explicite et le bon goût cohabitent ». *La Presse* (Montréal), 22 mars, p. ACTUEL7.

- Bueckert, Dennis et Presse canadienne. 2004. « Le Canada en retard sur les É.-U. ». *La Presse* (Montréal), 2 juin, p. A4.
- Cardinal, François. 2004. « Montréal, ville lumière... ». *La Presse* (Montréal), 14 octobre, p. A24.
- Chapoutier, Katia. 2002. « Quand la pub fait un tabac ». *La Presse* (Montréal), 15 juillet, p. B7.
- Côté, Charles. 2004. « Environnement : l'année en chiffres ». *La Presse* (Montréal), 31 décembre, p. A25.
- Côté, Charles. 2004. « Diminuer les émissions de mercure ». *La Presse* (Montréal), 8 novembre, p. ACTUEL3.
- Côté, Charles. 2004. « Quelques sous pour réduire les émissions de mercure ». *La Presse* (Montréal), 25 octobre, p. ACTUEL3.
- Côté, Charles. 2004. « Recycler les ordinateurs ». *La Presse* (Montréal), 19 janvier, p. ACTUEL5.
- Côté, Charles. 2003. « L'Érié rechute, le Saint-Laurent se soigne ». *La Presse* (Montréal), 9 novembre, p. A6.
- Côté, Charles. 2003. « Québec serre la vis aux recycleurs d'automobiles ». *La Presse* (Montréal), 30 septembre, p. A5.
- ** Côté, Charles. 2003. « Aux plages, citoyens ! : Un spécialiste de santé publique veut que la population se réapproprie le fleuve Saint-Laurent ». *La Presse* (Montréal), 16 juin, p. B7.
- Côté, Charles. 2003. « Avec la bénédiction de Québec : Des milliers de tonnes de déchets toxiques enfouis à Lachenaie ». *La Presse* (Montréal), 20 mai, p. A1.
- Côté, Charles. 2003. « Les carcasses d'autos imbibées d'huiles continuent à s'empiler dans les dépotoirs ». *La Presse* (Montréal), 20 mai, p. E1.
- Côté, Charles. 2003. « Hydro-Québec veut doubler ses exportations : La société d'État plaide pour une réduction des exigences environnementales ». *La Presse* (Montréal), 13 mai, p. A4.
- Côté, Charles. 2003. « Lutte contre la pollution : L'Amérique progresse mais le Québec stagne ». *La Presse* (Montréal), 17 avril, p. B5.
- Côté, Charles. 2003. « Des restaurants poursuivis pour du mercure dans le poisson ». *La Presse* (Montréal), 14 avril, p. E3.
- Côté, Charles. 2003. « Vers l'étiquetage mondial du mercure dans les fluorescents ». *La Presse* (Montréal), 6 janvier, p. B7.
- Côté, Charles. 2002. « Le golf sera-t-il bio ? ». *La Presse* (Montréal), 30 septembre, p. B7.
- De Gheldere, Alexis. 2002. « Résurrection métallique ». *La presse de l'auto, La Presse* (Montréal), 18 novembre, p. 4.

- Espace numérique des savoirs. 2003. « Les déchets électroniques s'accumulent ». *La Presse* (Montréal), 1^{er} décembre, p. ACTUEL4.
- Espace numérique des savoirs. 2003. « États-Unis : controverse sur la lutte contre la pollution au mercure ». *La Presse* (Montréal), 16 juin, p. B7.
- Espace numérique des savoirs. 2003. « Mercure : les Nations Unies veulent limiter les émissions, les États-Unis résistent ». *La Presse* (Montréal), 17 février, p. B7.
- Fauteux, André. 2002. « La prévention comme première arme ». *La Presse* (Montréal), 21 août, p. A3.
- Fauteux, André. 2002. « Le bois traité à l'arsenic interdit dès 2004 : Aux États-Unis, les victimes réclament une interdiction immédiate ». *La Presse* (Montréal), 14 février, p. A5.
- Fleischman, Anne. 2002. « Haro sur le mercure : L'Association dentaire canadienne et Environnement Canada veulent s'attaquer aux résidus d'amalgame dentaire ». *La Presse* (Montréal), 19 février, p. A6.
- Fortin, Jean-Philippe. 2004. « L'ordi, un ogre de ressources ». *La Presse* (Montréal), 15 mars, p. ACTUEL9.
- Fortin, Jean-Philippe. 2003. « Polluantes piles de poubelles ». *La Presse* (Montréal), 15 décembre, p. ACTUEL5.
- Fortin, Jean-Philippe. 2003. « Les plombages au mercure vous empoisonnent-ils ? ». *La Presse* (Montréal), 8 septembre, p. B7.
- Fortin, Jean-Philippe. 2002. « Chasse aux braconniers ». *La Presse* (Montréal), 27 septembre, p. B1.
- Gervais, Lisa-Marie. 2004. « Vaccin contre la grippe : Faits et inquiétudes ». *La Presse* (Montréal), 31 octobre, p. ACTUEL1.
- Gervais, Lisa-Marie. 2004. « Efficace, la vaccination ? ». *La Presse* (Montréal), 31 octobre, p. ACTUEL2.
- Gingras, Pierre. 2001. « Le plomb de pêche : la principale cause de décès du huard ». *La Presse* (Montréal), 12 août, p. B10.
- HealthScout News. 2003. « Du poisson pour les futures mères ». *La Presse* (Montréal), 25 mai, p. B3.
- Khan, Joneed. 2004. « Campagne mondiale pour rouvrir le règlement de 1989 sur Bhopal ». *La Presse* (Montréal), 4 décembre, p. A25.
- ** Lachapelle, Judith. 2003. « Des BPC dans le saumon d'élevage ? ». *La Presse* (Montréal), 2 août, p. B6.
- ** Lachapelle, Judith. 2003. « Contamination au mercure : Les recommandations sur la consommation de poisson ne seraient pas assez prudentes ». *La Presse* (Montréal), 27 janvier, p. A7.

- Lachapelle, Judith. 2003. « De la fourche à la fourchette ». *La Presse* (Montréal), 19 janvier, p. B5.
- Lachapelle, Judith. 2002. « Pinte de lait et livre de beurre ». *La Presse* (Montréal), 6 avril, p. A26.
- Lachapelle, Judith. 2001. « Des microbes comme fusil ». *La Presse* (Montréal), 6 octobre, p. B6.
- Lachapelle, Judith. 2001. « Mercure dans le poisson : nouvelles mises en garde ». *La Presse* (Montréal), 1 juin, p. A4.
- Lacroix, Lilianne. 2004. « Un avenir en forme de cul-de-sac : Les maux des jeunes Inuits sont nombreux... mais les solutions possibles ». *La Presse* (Montréal), 11 décembre, p. A36.
- Lake Forester. 2003. « Il pleut du mercure en Illinois ». *La Presse* (Montréal), 9 juin, p. B7.
- Leduc, Louise. 2004. « Vaccin et autisme ». *La Presse* (Montréal), 6 février, p. A7.
- Lubrina, François. 2001. « L'environnement : dès l'école ». *La Presse* (Montréal), 7 juillet, p. G18.
- Massé, Isabelle. 2002. « Partir en fumée ». *La Presse* (Montréal), 29 juillet, p. B7.
- Pelletier, Réal. 2002. « *The New York Times*, *The Wall Street Journal*, *Business Week* : Le timide combat de Bush pour l'écologie : Les cris de « guerre au terrorisme » ont notamment pour effet de faire oublier d'autres devoirs politiques ». *La Presse* (Montréal), 10 mars, p. A12.
- Perreault, Mathieu. 2004. « Bhopal : un cocktail explosif de négligence et de pauvreté ». *La Presse* (Montréal), 28 novembre, p. PLUS5.
- Perreault, Mathieu. 2004. « Le point sur le poisson ». *La Presse* (Montréal), 7 novembre, p. ACTUEL5.
- Perreault, Mathieu. 2004. « Des espèces sur la sellette ». *La Presse* (Montréal), 7 novembre, p. ACTUEL2.
- Perreault, Mathieu. 2004. « Le rêve du charbon propre ». *La Presse* (Montréal), 26 septembre, p. PLUS3.
- Perreault, Mathieu. 2003. « Moins de mercure dans les cheveux des autistes ». *La Presse* (Montréal), 28 juin, p. B6.
- Perreault, Mathieu. 2003. « L'autisme en progression ». *La Presse* (Montréal), 3 janvier, p. A6.
- Perreault, Mathieu. 2002. « Vingt-quatre heures dans la vie de Robert Davidson ». *La Presse* (Montréal), 4 juillet, p. B7.
- Perreault, Mathieu. 2002. « Un pont entre les parents d'autistes et la science : Le débat sur les liens entre la vaccination et l'autisme fait toujours rage ». *La Presse* (Montréal), 4 mai, p. A14.

- Perreault, Mathieu. 2002. « Non au protocole de Kyoto, oui au Clean Air Act ». *La Presse* (Montréal), 12 mars, p. E4.
- Perreault, Mathieu. 2001. « Ravel emmuré dans son cerveau ». *La Presse* (Montréal), 3 novembre, p. C4.
- Presse canadienne. 2004. « Manger trop de poisson pourrait nuire au futur fœtus ». *La Presse* (Montréal), 21 novembre, p. A4.
- Presse canadienne. 2004. « Montréal parmi les championnes de la pollution des eaux ». *La Presse* (Montréal), 9 septembre, p. A18.
- Presse canadienne. 2004. « Les poissons du lac Saint-Pierre peu contaminés ». *La Presse* (Montréal), 5 avril, p. ACTUEL10.
- Regnault, Mathilde. « Pollution automobile : Québec accusé de traîner de la patte ». *La Presse* (Montréal), 27 mars, p. A8.
- St-Jacques, Sylvie. 2004. « Déménager sans polluer ». *La Presse* (Montréal), 26 juin, p. ACTUEL4.
- St-Jacques, Sylvie. 2002. « Ces polluants techno-rebuts ». *La Presse* (Montréal), 1^{er} novembre, p. B1.
- St-Jacques, Sylvie. 2002. « La poubelle asiatique ». *La Presse* (Montréal), 1^{er} novembre, p. B2.
- Stoullig, Jean-Michel et Agence France-Presse. 2002. « Les écolos américains relancent la bataille contre Bush ». *La Presse* (Montréal), 23 avril, p. A9.
- ** Trahan, Brigitte. 2004. « Des scientifiques font le point sur le lac Saint-Pierre ». *La Presse* (Montréal), 4 décembre, p. CARRIÈRES PROFESSIONS15.
- (Sans auteur). 2004. « Bébés mercure ». *La Presse* (Montréal), 16 février, p. ACTUEL9.
- (Sans auteur). 2002. « Le mercure mauvais pour le cœur ». *La Presse* (Montréal), 1^{er} décembre, p. B4.
- (Sans auteur). 2001. « Fini les thermomètres au mercure ». *La Presse* (Montréal), 12 août, p. C3.
- (Sans auteur). 2001. « Poissons dangereux ». *La Presse* (Montréal), 27 mai, p. C9.

Références dans Le Soleil (par auteur et par date) :

Angers, Gilles. 2001. « Les « corps morts » de la corvée de peinture : Comment disposer des restes de peinture et de solvant ». *Le Soleil* (Québec), 1^{er} septembre, p. F2.

** Asselin, Pierre. 2003. « La santé du Saint-Laurent s'améliore : Certaines plages pourraient même recevoir des baigneurs » les polluants ». *Le Soleil* (Québec), 28 février, p. A1.

Association France-Presse. 2003. « Nations unies : Gare au mercure! ». *Le Soleil* (Québec), 4 février, p. A8.

Association France-Presse. 2002. « Boliden refuse l'amende infligée par Madrid ». *Le Soleil* (Québec), 6 août, p. C7.

Association France-Presse. 2001. « États-Unis : Plaintes contre les vaccins contenant du mercure ». *Le Soleil* (Québec), 3 octobre, p. A5.

Association France-Presse. 2001. « Mozart serait mort pour avoir mangé du porc avarié ». *Le Soleil* (Québec), 16 juin, p. D9.

Associated Press. 2004. « Du mercure rejeté dans l'environnement ». *Le Soleil* (Québec), 21 juin, p. C11.

Associated Press. 2002. « L'environnement tue 3 millions d'enfants par an, selon l'OMS : Une conférence se penche sur l'exposition au plomb, au mercure et aux pesticides ». *Le Soleil* (Québec), 4 mars, p. A4.

Associated Press. 2001. « Poissons et fœtus ». *Le Soleil* (Québec), 15 janvier, p. A13.

Associated Press. 2001. « Des poissons dangereux pour les fœtus ». *Le Soleil* (Québec), 14 janvier, p. A8.

** Ballivy, Violaine. 2003. « Le déluge qui sauva le fjord : Les débris emportés par la crue de 1996 ont « neutralisé » les polluants ». *Le Soleil* (Québec), 26 mai, p. A1.

Benjamin, Guy. 2001. « Une usine pour traiter les cendres volantes : Ce nouveau procédé permettra aux contribuables des deux rives de réaliser des économies de 1,2 million \$ en dix ans ». *Le Soleil* (Québec), 16 novembre, p. A16.

Briand, Naomie. 2003. « Cession des bâtiments et des Sols contaminés : Murdochville et Noranda liées par la loi du silence ». *Le Soleil* (Québec), 3 juillet, p. A17.

Briand, Naomie. 2003. « Il faudra d'abord tout nettoyer : Des Murdochvillois craignent d'hériter de bâtiments et de terrains contaminés ». *Le Soleil* (Québec), 18 mars, p. A19.

Bueckert, Dennis et Presse canadienne. 2004. « Contamination au mercure : Ottawa révisé ses recommandations sur la consommation de poisson ». *Le Soleil* (Québec), 21 novembre, p. A3.

Buissières, Ian. 2003. « Grenouille à six pattes découverte à Disraëli : Le phénomène ne serait cependant pas rare ». *Le Soleil* (Québec), 8 septembre, p. A10.

Caouette, Marie. 2003. « Fini le thermomètre de verre ? ». *Le Soleil* (Québec), 14 septembre, p. A14.

Caouette, Marie. 2003. « Le sélénium, une arme contre certains cancers : Des études ont démontré qu'il renforce de plus le système immunitaire et augmente la motilité des spermatozoïdes ». *Le Soleil* (Québec), 23 mars, p. B8.

Caouette, Marie. 2003. « Plan d'action contre l'autisme : Le manque de spécialistes inquiète les parents ». *Le Soleil* (Québec), 11 mars, p. A4.

** Champagne, Anne-Louise. 2004. « L'"Amundsen" revient avec l'état de santé des Inuits à son bord ». *Le Soleil* (Québec), 7 octobre, p. A4.

Champagne, Anne-Louise. 2004. « Incinérer ou enfouir ? : Les deux options ont été examinées lors de l'élaboration du Plan de gestion des matières résiduelles ». *Le Soleil* (Québec), 26 septembre, p. A5.

Champagne, Anne-Louise. 2003. « L'eau en danger : L'environnement affecté même à l'échelle microscopique ». *Le Soleil* (Québec), 1^{er} avril, p. A6.

Champagne, Anne-Louise. 2003. « Une nouvelle vie pour les vieux ordinateurs ». *Le Soleil* (Québec), 24 mars, p. A11.

Champagne, Anne-Louise. 2002. « La mer prend du mieux : Si l'« état de santé » du Saint-Laurent s'améliore, on ne peut encore quantifier les progrès chez les organismes marins ». *Le Soleil* (Québec), 29 juin, p. D3.

Corbeil, Michel. 2002. « La « paix des braves » scellée par une poignée de main : Les travaux débutent dans deux mois à la baie James ». *Le Soleil* (Québec), 8 février, p. A1.

Corbeil, Michel. 2002. « Coon-Come endosse la « paix des braves » ». *Le Soleil* (Québec), 7 février, p. A6.

Corbeil, Michel. 2001. « Gaz à effet de serre : Gouverneurs plus ouverts que Bush ». *Le Soleil* (Québec), 30 août, p. A9.

Couture, Pierre. 2004. « Feu vert au barrage sur la Péribonka ». *Le Soleil* (Québec), 8 avril, p. C1.

Cyr, Josiane. 2001. « Autisme et nutrition, ça se tient ». *Le Soleil* (Québec), 13 mai, p. B3.

D'Allaire, François. 2001. « Danger : ne pas avaler : Difficile de savoir quels sont les risques lors de contacts avec la peau ou lors d'inhalation ». *Le Soleil* (Québec), 16 décembre, p. A8.

Fournier, Lise. 2001. « Des faits surprenants sur l'autisme ». *Le Soleil* (Québec), 4 avril, p. A8.

- Gagné, Gilles. 2003. « Plusieurs Néo-Brunswickois froids à l'idée de l'incinérateur : La levée de boucliers des Gaspésiens contre les visées de Bennett Environmental déborde la frontière ». *Le Soleil* (Québec), 23 août, p. A15.
- Gagné, Gilles. 2003. « Golfe Saint-Laurent : Haro sur le forage ». *Le Soleil* (Québec), 19 janvier, p. A10.
- Giguère, Monique. 2002. « Waskaganish en deuil de la Rupert ». *Le Soleil* (Québec), 23 mars, p. D2.
- Lacombe, Réjean. 2001. « C'est un retour à la case départ, selon l'ingénieur Louis Duchesne ». *Le Soleil* (Québec), 8 mai, p. B2.
- Lemieux, Louise. 2001. « Autisme : Le vaccin RRO est-il en cause ? ». *Le Soleil* (Québec), 7 avril, p. A32.
- Noikorn, Uamdad. 2001. « Les requins plus dangereux morts que vivants ». *Le Soleil* (Québec), 15 juillet, p. A15.
- Paquet, Stéphane. 2002. « Projet de loi américain sur l'énergie renouvelable : Pas de panique, dit Québec ». *Le Soleil* (Québec), 29 mars, p. C1.
- Presse canadienne. 2004. « Pollution dans les Grands Lacs : Nouveaux agents pathogènes, mercure et étalement urbain au banc des accusés ». *Le Soleil* (Québec), 14 septembre, p. A20.
- Presse canadienne. 2004. « Pollution au mercure : Plainte d'écolos à Washington ». *Le Soleil* (Québec), 3 juillet, p. A15.
- Presse canadienne. 2004. « Le taux de mercure ne dépasse pas la norme dans les poissons : Ils contiennent par contre d'autres contaminants en faible concentration ». *Le Soleil* (Québec), 5 avril, p. A12.
- Presse canadienne. 2003. « La qualité de l'eau des Grands Lacs s'améliore : Mais beaucoup reste à faire, préviennent les spécialistes ». *Le Soleil* (Québec), 20 septembre, p. A29.
- Presse canadienne. 2003. « Empoisonnements au mercure : La situation se détériore ». *Le Soleil* (Québec), 28 juillet, p. A4.
- Presse canadienne. 2003. « Crainte pour la décontamination ». *Le Soleil* (Québec), 20 juin, p. A17.
- Presse canadienne. 2003. « Moins de risque de dépression pour les femmes enceintes qui mangent du poisson ». *Le Soleil* (Québec), 25 mai, p. B8.
- ** Presse canadienne. 2003. « Les jeunes Inuits contaminés au mercure et au BPC ». *Le Soleil* (Québec), 5 mars, p. A8.
- Presse canadienne. 2003. « Murdochville : La contamination inquiète ». *Le Soleil* (Québec), 30 janvier, p. A15.
- Presse canadienne. 2003. « L'autisme frappe de plus en plus d'enfants ». *Le Soleil* (Québec), 6 janvier, p. A4.

Presse canadienne. 2002. « Une centrale au charbon de l'Ontario championne de la pollution au pays ». *Le Soleil* (Québec), 18 juillet, p. A5.

Presse canadienne. 2002. « La CMI recommande des données comparables sur la pollution ». *Le Soleil* (Québec), 17 juillet, p. A6.

Presse canadienne. 2002. « Poursuite de 1,25 MM \$ contre un géant pharmaceutique : Un recours collectif allègue les effets nocifs des vaccins ». *Le Soleil* (Québec), 27 mai, p. A8.

Presse canadienne. 2001. « Poisson contaminé : Au secours des Cris ». *Le Soleil* (Québec), 26 octobre, p. A6.

Presse canadienne. 2001. « Le phare de Miscou jugé dangereux pour la santé ». *Le Soleil* (Québec), 7 juillet, p. E6.

Presse canadienne. 2001. « Exportations d'énergie aux États-Unis : Les projets de Klein inquiètent; Des groupes écologistes pressent Ottawa d'empêcher les centrales au charbon en Alberta ». *Le Soleil* (Québec), 18 juin, p. A9.

Presse canadienne. 2001. « Des poissons vendus sans analyse de mercure ». *Le Soleil* (Québec), 27 mai, p. A2.

Presse canadienne. 2001. « Le recyclage des voitures provoque une pollution au mercure ». *Le Soleil* (Québec), 23 janvier, p. A15.

Presse canadienne. 2001. « Prévention des AVC chez les femmes : Deux fois moins de risques en mangeant du poisson ». *Le Soleil* (Québec), 17 janvier, p. A12.

Provencher, Normand. 2003. « Le manger et ses dangers ». *Le Soleil* (Québec), 1^{er} novembre, p. D3.

Ricard-Châtelain, Baptiste. 2003. « Étude sur les Inuits : Sédentaires mais en bonne santé! ». *Le Soleil* (Québec), 2 novembre, p. A1.

Ruel, Sylvie. 2002. « Le destroyer Nipigon bientôt coulé dans les eaux de Sainte-Luce ». *Le Soleil* (Québec), 27 juillet, p. F1.

Thériault, Carl. 2003. « Épave du « Nipigon » : Début des plongées ». *Le Soleil* (Québec), 28 juillet, p. A14.

Thériault, Carl. 2002. « Le « Nipigon » coulé au large de Sainte-Luce dans 2 mois : Il s'agira du deuxième récif artificiel dans l'est du pays ». *Le Soleil* (Québec), 8 juillet, p. A18.

Tremblay, Stéphane. 2002. « Les pétoncles de Minganie seraient contaminés au cadmium ». *Le Soleil* (Québec), 17 mai, p. A17.

Vaillancourt, Claude. 2004. « Les opposants défendent âprement leur « château » : Ils fustigent d'avance les activités du « four crématoire » ». *Le Soleil* (Québec), 15 janvier, p. A8.

(Sans auteur). 2004. « 1000 signalements d'infections alimentaires en 2003-2004 ». *Le Soleil* (Québec), 19 juin, p. B4.

(Sans auteur). 2001. « Le mercure de moins en moins utilisé dans les véhicules : Plusieurs interrupteurs de phares de voiture laissent fuir ce polluant ». *Le Soleil* (Québec), 26 novembre, p. C3.

APPENDICE B

GUIDE D'ENTREVUE (JOURNALISTES)

Parcours professionnel du journaliste

En mettant l'accent sur le journalisme en environnement, quel est votre parcours professionnel ?

- Avez-vous fait des études en journalisme ?
- Avez-vous une formation scientifique ?

Croyez-vous nécessaire pour un journaliste qui traite d'environnement qu'il ait une formation (ou un background) scientifique ?

- Votre formation scientifique (s'il cela s'applique) vous sert-elle dans votre travail de journaliste ?
- Pensez-vous qu'une formation scientifique vous manque par moments (si cela s'applique) ?

Relations avec les scientifiques

Dans le cadre de votre travail, communiquez-vous directement avec des scientifiques ?

Type de communication : face-à-face, courriel, téléphone...

- Comment préparez-vous vos rencontres avec les scientifiques ?
- En général, qualifieriez-vous vos relations avec les scientifiques de faciles ou difficiles ?
- Est-ce que vous contre-vérifiez les informations fournies par les scientifiques et pourquoi ? Si oui, comment le faites-vous ?
- Acceptez-vous que les scientifiques relisent vos textes ? Si oui, dans quel contexte ? Si non, pourquoi ?
- Contactez-vous les scientifiques vous-même ou communiquent-ils avec vous lorsqu'ils ont une information à diffuser ?
- Qui, de vous ou du scientifique, identifie la nouvelle ?

- Pouvez-vous me décrire une expérience négative vécue avec les scientifiques ?
- Pouvez-vous me décrire une expérience positive vécue avec les scientifiques ?

Pensez-vous qu'il soit nécessaire ou pertinent d'améliorer les relations entre les journalistes et les scientifiques ?

- Si oui, comment pensez-vous qu'on pourrait améliorer les relations entre les journalistes et les scientifiques ?
- Sinon, pourquoi ?
- Qu'est-ce qui est le plus facile dans vos relations avec les scientifiques ?
- Qu'est-ce qui est le plus difficile dans vos relations avec les scientifiques ?
- Préférez-vous contacter vous-même les scientifiques ou qu'ils communiquent avec vous lorsqu'ils ont une information à diffuser ?
- Qui est le mieux placé pour vulgariser la science au grand public ? Et pourquoi ? Est-ce le ou la scientifique, le ou la journaliste ou quelqu'un d'autre (précisez qui) ?
- Quelle image vous faites-vous du scientifique type ?

Relations avec le public

Qui est le public auquel vous vous adressez ?

Comment travaillez-vous une nouvelle pour la communiquer au grand public ?

- Utilisez-vous l'humour ? La dramatisation ?
- Avez-vous recours aux images ou aux métaphores pour imager vos reportages ? Si oui, quels critères président au choix de ces métaphores ?
- Adaptez-vous le vocabulaire pour le grand public ? Comment choisissez-vous les mots à utiliser ?

Questions d'ouverture

- Selon vous, quel est le rôle des médias dans le cas particulier de l'environnement ?
- Que veut le public auquel vous vous adressez ?
- Selon vous, quelle place devrait occuper l'environnement dans les médias et de quelle façon les médias devraient traiter de cette question ?

APPENDICE C

GUIDE D'ENTREVUE (SCIENTIFIQUES)

Parcours professionnel du scientifique

En mettant l'accent vos recherches en environnement, quel est votre parcours professionnel ?

- Quelles études avez-vous fait ?
- Avez-vous une quelconque formation en communications ?

Croyez-vous nécessaire pour un scientifique d'avoir une formation en communication ?

Relations avec les journalistes

Dans le cadre de votre travail, communiquez-vous directement avec des journalistes ?

Type de communication : face-à-face, courriel, téléphone...

- Comment préparez-vous vos rencontres avec les journalistes ?
- En général, qualifieriez-vous vos relations avec les journalistes de faciles ou difficiles ?
- Demandez-vous aux journalistes de relire leurs textes ? Dans quel contexte et pourquoi ?
- Quand le journaliste accepte, qu'est-ce qu'il vous cherche ?
- Dans quelle proportion trouvez-vous des erreurs ?
- Contactez-vous les journalistes vous-même ou communiquent-ils avec vous lorsqu'ils ont besoin d'une information ?
- Qui, de vous ou du journaliste, identifie la nouvelle ?
- Pouvez-vous me décrire une expérience négative vécue avec les journalistes ?
- Pouvez-vous me décrire une expérience positive vécue avec les journalistes ?

Lorsque la première question ne s'applique pas :

Dans certains cas, selon vous, pourquoi votre nom n'est jamais cité dans une revue de presse couvrant la période de 2001 à 2004 sur le mercure alors que vos recherches portent sur le mercure ?

- Pourquoi ne communiquez-vous pas avec les journalistes ?
- Refusez-vous de travailler avec tous les journalistes ou seulement avec certains d'entre eux ?
- Avez-vous pris cette décision ou la situation s'est-elle imposée d'elle-même ?
- Depuis combien de temps ?

Pensez-vous qu'il soit nécessaire ou pertinent d'améliorer les relations entre les journalistes et les scientifiques ?

- Si oui, comment pensez-vous qu'on pourrait améliorer les relations entre les journalistes et les scientifiques ?
- Sinon, pourquoi ?
- Qu'est-ce qui est le plus facile dans vos relations avec les journalistes ?
- Qu'est-ce qui est le plus difficile dans vos relations avec les journalistes ?
- Préférez-vous contacter vous-même les journalistes ou qu'ils communiquent avec vous lorsqu'ils ont besoin d'une information ?
- Qui est le mieux placé pour vulgariser la science au grand public ? Et pourquoi ? Est-ce le ou la scientifique, le ou la journaliste ou quelqu'un d'autre (précisez qui) ?
- Quelle image vous faites-vous du journaliste type ?
- Pensez-vous qu'il soit nécessaire ou pertinent d'avoir une formation scientifique pour un journaliste qui traite d'environnement ?

Relations avec le public

Qui est le public auquel vous destinez vos recherches ?

- Est-ce que la vulgarisation au grand public vous permet d'obtenir des subventions ?
- En général, trouvez-vous cette communication, dans son état actuel, satisfaisante ?
- Vous sentez-vous concerné par le fait que le grand public comprenne ou non vos recherches ?
- Êtes-vous préoccupé par la communication au grand public de vos recherches ?
- La vulgarisation au grand public vous apparaît-elle comme un investissement ?

Comment travaillez-vous une nouvelle pour la communiquer aux journalistes ?

- Utilisez-vous l'humour ? La dramatisation ?
- Avez-vous recours aux images ou aux métaphores pour imager vos reportages ? Si oui, quels critères président au choix de ces métaphores ?
- Adaptez-vous le vocabulaire pour le journaliste ? Comment choisissez-vous les mots à utiliser ?

- Communiquez-vous différemment une information à un journaliste que vous le faites au grand public ?

Questions d'ouverture

- Selon vous, quel est le rôle des médias dans le cas particulier de l'environnement ?
- Que veut le public auquel vous vous adressez ?
- Selon vous, quelle place devrait occuper l'environnement dans les médias et de quelle façon les médias devraient traiter de cette question ?

APPENDICE D

ARTICLE SCIENTIFIQUE POUR PUBLICATION

Le fossé entre les journalistes et les scientifiques : est-ce possible de surmonter les profondes divergences du vue ?

Marie-Ève Maillé^{§§}, Johanne Saint-Charles^{***} et Marc Lucotte^{†††}

Pour les scientifiques, travailler avec les médias est peut-être souhaitable, mais ce n'est certes pas facile. Les relations qu'ils entretiennent avec les journalistes sont difficiles et souvent insatisfaisantes. Au départ, des différences fondamentales existent entre ces deux acteurs de la vulgarisation. En effet, alors que le scientifique s'adresse de plus en plus à un public limité, mais hyperspécialisé, composé de pairs qui connaissent le langage et la méthodologie de la recherche, le journaliste, lui, vise à atteindre le public le plus large possible. Tout le fossé entre ces deux acteurs est là : les scientifiques sont des spécialistes et les journalistes, des généralistes. Il y a donc, à la base même de la relation, une incompatibilité fondamentale entre le scientifique et le journaliste dans leur façon d'appréhender le temps, l'actualité et le langage ou tout simplement dans leur façon respective de travailler. Cependant, et

^{§§} Étudiante, maîtrise en sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal.
maille.marie-eve@uqam.ca

^{***} Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal.
saint-charles.johanne@uqam.ca

^{†††} Institut des sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal.
lucotte.marc_michel@uqam.ca

plus encore si la science provoque d'importants débats sociaux comme c'est souvent le cas des sciences de l'environnement, les journalistes et les scientifiques sont de plus en plus appelés à travailler ensemble. En effet, des débats concernant les organismes génétiquement modifiés, les changements climatiques ou la pollution, par exemple, impliquent qu'une certaine information scientifique soit disponible et accessible pour alimenter les discussions entre les différents acteurs sociaux. Il est primordial que la science soit expliquée, diffusée et vulgarisée à la population de telle sorte que celle-ci puisse se l'approprier. (Perreault-Labelle, 2005).

Les scientifiques et les journalistes sont souvent conscients des contraintes inhérentes à leurs professions qui réduisent les chances d'atteindre l'objectif de vulgarisation des questions environnementales qui est à l'origine même de leur collaboration. Cette situation exigeait une meilleure compréhension de la relation entre le journaliste et le scientifique : c'était l'objectif de la recherche dont nous présentons les résultats saillants ici. Comme nous le verrons, malgré un objectif qui leur semble commun, le fossé est grand entre ces deux acteurs et semble même insurmontable. Un tel constat appelle une reconsidération en profondeur du modèle linéaire de la diffusion scientifique qui ne prend en compte que deux des acteurs de la connaissance scientifique et soulève maintes questions sur les normes entourant les pratiques scientifiques et journalistiques.

Quelques causes du fossé

À l'extérieur du système d'éducation ou des lieux parallèles d'éducation populaire, les endroits où le public peut avoir accès à la science vulgarisée ne sont pas très nombreux : il y a notamment les médias. Cependant, le peu de place réservée à la science dans les pages des journaux et à la télévision est jugé insuffisant par le Conseil des sciences et de la technologie (CST) du Québec (2004), particulièrement quand il est comparé à la capacité des médias « à former l'opinion publique et à façonner les représentations dans la société ». Pour faire le pont entre les

scientifiques et les citoyens, les journalistes interviennent et font en sorte, en principe, que l'information soit transmise des milieux du savoir à la population en général, en situant cette information dans son contexte social, politique, économique et environnemental.

Malheureusement, il existe un « golfe d'incompréhension mutuelle » (Krieghbaum, 1967) entre les scientifiques et les journalistes, qui nuit à leurs relations et qui résulte en une mauvaise information du public, premier perdant de la situation. Les scientifiques sont par ailleurs de plus en plus conscients que la vulgarisation pour le grand public –et non seulement la diffusion de leurs travaux auprès de leurs pairs– est devenue une activité à laquelle ils ne peuvent pratiquement plus échapper, surtout s'ils traitent de questions qui suscitent des débats sociaux, comme peuvent le faire les sciences de l'environnement, et qu'en plus, les scientifiques bénéficient de fonds publics (Skrotzky, 1989).

Il existe, dans la littérature, plusieurs causes au fossé entre les journalistes et les scientifiques. Nous avons dégagé huit éléments : l'inexactitude des journalistes dans leur travail, les mauvaises perceptions entretenues par le scientifique et le journaliste à l'égard de l'autre, les jeux de pouvoir, le langage, le rapport à l'actualité, le sensationnalisme des médias, le reportage équilibré et la relecture du texte du journaliste par le scientifique.

Plusieurs journalistes trouvent difficile de collaborer avec les scientifiques parce qu'ils les jugent souvent incapables de sortir de leur tour d'ivoire pour expliquer en mots clairs et accessibles les connaissances qu'ils génèrent et les concepts avec lesquels ils jonglent tous les jours. De la même façon, nombre de scientifiques trouvent insatisfaisantes les relations qu'ils entretiennent avec les médias et se plaignent des résultats de leurs tentatives de communication auprès du grand public. Au bout du compte, c'est le public qui paie le prix de ces mauvaises relations entre les journalistes et les scientifiques, s'il en résulte une mauvaise communication des problématiques environnementales, puisqu'il s'en trouve mal informé. Ainsi, il nous est apparu important d'approfondir notre connaissance de la relation en interrogeant

ces deux protagonistes de la communication des sciences de l'environnement sur leurs façons de travailler ensemble.

Méthodologie

Ce projet de recherche a commencé par une immersion dans le monde de la recherche sur la problématique de la contamination des ressources halieutiques par le mercure. Il est le résultat d'une formation hybride entre la communication et les sciences environnementales, un champ d'études encore peu exploré.

Pour cette recherche, le Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN), un réseau pancanadien mis sur pied en 2001, offrait une opportunité unique (www.ugam.ca/comern). À l'intérieur de ce réseau, œuvrent plus de 60 scientifiques de différentes disciplines, des sciences naturelles et de la santé aux sciences de l'éducation, qui travaillent ensemble dans le but de comprendre la problématique du mercure dans toute sa complexité. De par sa nature même, ce réseau implique la nécessité de vulgariser les connaissances mises au jour par les scientifiques, d'abord auprès des autres scientifiques impliqués dans le réseau et ensuite, auprès du grand public. La volonté de travailler de concert avec la population a été clairement exprimée dès les débuts du projet de recherche COMERN, car le public, consommateur de poissons, est le destinataire ultime des connaissances générées par le COMERN.

Notre observation participante au COMERN nous a permis de nous familiariser avec la problématique complexe de la présence du mercure dans l'environnement, mais surtout de comprendre de l'intérieur la démarche de génération de la connaissance scientifique dans un domaine très multidisciplinaire des sciences de l'environnement.

Nous avons ensuite réalisé une revue de la presse francophone canadienne; elle couvre la période de janvier 2001 à décembre 2004, soit à partir de la mise sur pied du COMERN. L'objectif de cette revue de presse était de voir la façon dont la problématique de la pollution par le mercure était traitée dans les médias écrits

québécois. Au total, ce sont 257 articles qui ont été retenus. Ils ont été publiés dans l'un des quatre quotidiens suivants : *La Presse*, Montréal, (83 articles), *Le Devoir*, Montréal, (81 articles), *Le Soleil*, Québec, (66 articles), *Le Droit*, Ottawa, (19 articles) ou dans le magazine *L'actualité*, Montréal (8 articles). Notre choix s'est arrêté sur ces cinq journaux et magazine parce que nous visions à cerner la couverture médiatique de la problématique du mercure auprès du grand public, et non pas auprès d'un public spécialisé. *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec*, bien que destinés aussi à un grand public, n'ont pas été inclus dans notre revue de presse pour la simple raison que leurs archives ne sont pas facilement accessibles au public, ni électroniquement ni sur microfilms.

D'un point de vue méthodologique, le choix de ne retenir que des chercheurs et chercheuses spécialisés sur la question du mercure, nous permettait de nous assurer que l'objet d'étude ne constitue pas un facteur de différence entre les chercheurs. Dans ce contexte, nous avons aussi opté pour un échantillon de sept scientifiques, soit ceux dont les noms apparaissaient le plus souvent dans notre revue de presse. Ensuite, deux autres scientifiques ont été choisis pour enrichir notre échantillon : ces derniers ont ceci de particulier qu'ils n'entretiennent vraisemblablement que peu de relations avec les médias, parce qu'ils n'apparaissaient pas dans notre revue de presse, malgré la grande reconnaissance dont ils jouissent auprès de leurs pairs. Cet ajout à notre échantillon vient enrichir notre analyse en nous permettant d'identifier et de comprendre les raisons (perçues ou factuelles) qui gardent un scientifique de pointe à distance des journalistes.

Ensuite, pour constituer un échantillon de journalistes, les noms des auteurs de ces 257 articles sur le mercure ont été notés. Un certain tri a été effectué pour ne conserver que les dix journalistes qui apparaissaient le plus souvent et qui étaient réputés couvrir (ou avoir couvert) les questions environnementales au sens large, ce qui incluait, dans le cas qui nous intéresse, la science, la santé, l'alimentation et l'agriculture. L'une des premières différences importantes entre chercheurs et journalistes apparaît donc dès la constitution de notre échantillon : la spécialisation. En effet, chez les journalistes, une seule personne était considérée comme étant

« spécialiste » de l'environnement. Les autres avaient des formations très différentes et c'est leur parcours professionnel qui les avait, plus ou moins par hasard, amenés à couvrir les questions environnementales au sens large. À l'opposé, les scientifiques étaient tous spécialistes de différentes disciplines de la science du mercure et menaient des recherches de pointe dans leur domaine respectif.

Les deux grilles d'entrevues (l'une pour les scientifiques, l'autre pour les journalistes) qui ont servi à mener nos 19 entretiens ont été élaborées à partir de la littérature consultée. Elles sont très semblables, puisqu'elles ont pour but de faire parler autant les journalistes que les scientifiques des mêmes sujets (Maillé, 2006). Voici les principaux thèmes sur lesquels portaient nos questions aux journalistes et aux scientifiques : leur propre parcours professionnel, leurs relations avec les journalistes ou avec les scientifiques (qui comprenait des questions factuelles sur, par exemple, le type de communication (au téléphone, par courriel ou en personne), mais aussi des questions sur leurs perceptions de la façon dont ils travaillent ensemble, comme ce qu'ils trouvent le plus facile ou le plus difficile dans leurs relations, etc.), leurs relations avec le public, et finalement, leurs perceptions du rôle des médias en environnement et de la façon dont les médias devraient traiter d'environnement.

Une analyse qualitative des réponses obtenues lors des entretiens a été menée à l'aide du logiciel *Sémato*, un logiciel d'analyse sémantique des documents écrits, conçu, notamment, pour l'analyse des entretiens semi-dirigés (Saint-Charles et Mongeau, 2005).

Au cœur du fossé : les jeux de pouvoir et le manque de rigueur

Essentiellement, notre recherche nous a permis de constater que les journalistes et les scientifiques avaient souvent des points de vue très divergents sur leur rôle respectif dans la communication et sur la rigueur du travail du journaliste. Également, notre recherche nous a révélé des pistes de solution que les personnes

interviewées, et donc que les acteurs au cœur même du projet vulgarisateur, ont avancées pour combler partiellement le fossé entre les journalistes et les scientifiques. Nous présentons d'abord les éléments qui creusent ce fossé puis, les pistes de solutions partielles dégagées par cette recherche. Il est cependant important de rappeler que nous ne présentons ici que les points saillants de notre recherche. Nous concluons cette section par un questionnement sur les normes entourant les pratiques scientifiques et journalistiques.

Des divergences de vue fondamentales

Les deux principaux éléments qui ont été identifiés comme étant des sources de frustrations pour les scientifiques ou les journalistes (ou même pour les deux à la fois) et qui ressortent le plus de notre recherche sont : la perception que les scientifiques et les journalistes entretiennent sur leur rôle respectif dans la vulgarisation des sciences au grand public et le manque de rigueur des journalistes, ce qui inclut le problème de la vitesse des médias. Ces deux sources de frustrations influencent grandement toutes les relations entre ces deux acteurs. La question de la révision du texte du journaliste par les scientifiques est également une source de frustration, à la fois pour le scientifique et pour le journaliste, que notre recherche a mis en lumière (Maillé, 2006).

La personne la mieux placée pour vulgariser la science

Nous avons voulu savoir qui nos répondants et répondantes considéraient comme étant les personnes les plus aptes à vulgariser la science au grand public; nous leur avons donc posé la question : Qui est le mieux placé pour vulgariser la science au grand public : le scientifique, le journaliste ou quelqu'un d'autre?

Nous avons obtenu essentiellement trois réponses à cette question. Sans surprise, tous ceux et celles qui ont affirmé que les journalistes étaient les mieux placés pour vulgariser la science au grand public étaient journalistes, tandis que ceux et celles ayant affirmé que les scientifiques étaient les mieux placés étaient des scientifiques. Ceux et celles qui ont répondu que c'étaient le journaliste et le scientifique ensemble qui étaient les mieux placés étaient pratiquement tous des scientifiques, alors que seule une journaliste de notre échantillon a donné cette réponse.

Ainsi, la majorité des journalistes prétendent qu'ils sont les mieux placés pour vulgariser la science au grand public et même que c'est là leur rôle. À l'opposé, les scientifiques ont plutôt tendance à penser qu'il s'agit d'un travail de partenariat entre les journalistes et les scientifiques. À l'exception d'une journaliste, les répondants n'ont pas considéré la possibilité qu'il puisse y avoir d'autres acteurs dans le débat.

Ce passage résume bien l'état d'esprit de nombreux journalistes interrogés lors de cette recherche :

[Le journaliste] est l'agent d'insertion de la science dans le débat social. Il est donc porteur des interrogations de la société. Il n'est pas là pour porter le ballon du scientifique. Le scientifique est instrumental. Le scientifique sert l'évolution de la connaissance dans des institutions, dans des contextes, dans des débats et sur des enjeux donnés. Lui, sa job, c'est de faire une démonstration au début, mais sur les enjeux, les débats et tout ça, c'est notre job. [...] Ce n'est pas la sienne. (Un journaliste)

De leur côté, la plupart des scientifiques interviewés ne conçoivent pas leur rôle dans le projet vulgarisateur autrement qu'avec la complicité du journaliste. Selon les scientifiques, les journalistes et eux sont des partenaires :

Pour moi, un reportage scientifique [...], c'est un partenariat entre un scientifique ou un groupe de scientifiques et un journaliste. Il y en a un qui apporte un contenu et l'autre, apporte un contenant. Et l'un sans l'autre, on ne peut rien faire. [...] Quand c'est unidirectionnel, c'est-à-dire que c'est le journaliste qui veut nous pomper quelque chose, c'est moins intéressant, parce qu'on n'est pas pris comme un partenaire, mais comme une source d'informations. On est à leur service. (Un scientifique)

Ces deux discours sont très différents; le scientifique perçoit plus généralement son rôle comme celui d'un partenaire de la vulgarisation, tandis que le journaliste, lui, a un peu plus tendance à faire cavalier seul et à se voir comme le seul capable de bien vulgariser la science au grand public, négligeant du même coup tous les autres acteurs sociaux (organisations non gouvernementales, institutions publiques, etc.).

Dans la vulgarisation, les scientifiques et les journalistes détiennent tous les deux une forme de pouvoir; les scientifiques, comme générateurs de la « vraie connaissance » (Shinn et Whitley, 1985), et les journalistes, comme intermédiaires obligés entre le scientifique et le public. Nous constatons que certains journalistes tiennent en effet à ce pouvoir que leur confère leur position de trous structuraux (Burt, 1995)^{††}. Par contre, selon notre recherche, les scientifiques semblent moins enclins à s'accrocher à leur pouvoir ou à tout le moins conçoivent que s'ils veulent diffuser les connaissances qu'ils génèrent, ils doivent travailler en partenariat avec les journalistes pour atteindre un public plus vaste et surtout moins spécialisé que s'ils le font avec d'autres moyens de communications, comme les conférences ou les séminaires.

Cela étant dit, nos entrevues nous laissent croire que les scientifiques ne veulent surtout pas non plus que les journalistes deviennent les seuls intermédiaires entre le public et eux, c'est pourquoi ils se voient comme des « partenaires » de la vulgarisation, ce qui est une façon pour eux de garder une forme de contrôle sur l'information diffusée. Ainsi, ils veulent éviter que le journaliste se retrouve en position de « trou structural » et dispose des informations qu'ils lui transmettent comme bon lui semble.

Cependant, le discours des scientifiques qui voient la communication comme un partenariat entre le journaliste et le scientifique est paradoxal quand on le recoupe

^{††} Comme « intermédiaire obligé » entre le scientifique et le public (selon la perception de la majorité des journalistes que nous avons interviewés), le ou la journaliste se trouve en position de trou structural parce qu'il détient des informations qu'il peut diffuser (ou non) selon des motivations et une logique qui lui sont propres, ce qui lui confère un certain pouvoir face au scientifique et au public dans le modèle triangulaire de la vulgarisation.

avec leur discours sur la rigueur des journalistes. En effet, on comprend mal pourquoi les scientifiques voudraient s'associer à un partenaire si peu rigoureux à leurs yeux. En plus, les scientifiques se voient comme des partenaires de la communication, mais ne se préparent que rarement avant une entrevue, selon nos résultats, ce qui les confine dans un rôle passif qui n'est pas celui d'un partenaire.

La rigueur des reportages scientifiques

Le manque de rigueur ou l'inexactitude des journalistes dans leur travail est un des éléments principaux de frustrations pour les scientifiques (Krieghbaum, 1967, Goodell, 1977, Hsieh, 1984 et Singer, 1990). Des scientifiques que nous avons interviewés nous ont d'ailleurs dit qu'ils trouvaient des erreurs dans tous les articles qu'ils relisaient (avant ou après la publication), en précisant toutefois qu'ils s'agissaient généralement d'erreurs mineures. Différentes causes, dans la littérature, expliquent le manque de rigueur et l'inexactitude des reportages journalistiques : du manque de formation des journalistes et des éditeurs (Case, 1992) au sensationnalisme des médias (Conseil des sciences et de la technologie, 2004 et Char, 2005), en passant par les pressions de l'industrie derrière la science (Caulfield et Bubela, 2004), la vitesse des médias (Miller, 2002), le manque de collaboration des scientifiques (Goodell, 1977 et Hsieh, 1984) et la volonté des journalistes de réaliser des reportages équilibrés (Friedman, Dunwoody et Rogers, 1999).

Les journalistes et les scientifiques que nous avons interrogés ont cependant insisté davantage sur le problème de la vitesse des médias. Les journalistes, particulièrement ceux de la presse quotidienne, ont des délais de tombée très rapprochés; le temps dont ils disposent pour faire un reportage se compte souvent plus en heures qu'en jours. Les scientifiques, de leur côté, ont souvent aussi un horaire très chargé. L'extrait d'entrevue suivant montre bien la pression que subit une journaliste par rapport au temps :

[Le plus difficile, c'est] des fois, de réussir à entrer en contact, de leur faire comprendre que j'ai besoin de leur parler tout de suite. Je sais qu'ils n'ont pas beaucoup de temps pour commenter une étude qui est sortie et qu'ils aimeraient ça pouvoir ramener l'étude chez eux le soir et la lire au complet, et de comprendre toute la démarche avant de la commenter. Sauf que moi, j'ai besoin de faire un texte tout de suite, [...] il fallait que je leur dise : « Appelez-moi dans une demi-heure, s'il vous plaît ! » Et ils n'ont pas juste ça à faire, je les comprends. (Une journaliste)

De leur côté, presque tous les scientifiques que nous avons interviewés ont déploré le besoin d'aller vite des journalistes ou « le désir d'immédiateté des médias » et cela est apparu très clairement lors des entrevues :

[Un journaliste,] c'est un homme, une femme, qui a à rencontrer une heure de tombée, qui n'a pas le temps de m'écouter pendant une heure –à moins qu'il me dise qu'il veut m'écouter pendant une heure– et qui doit raccrocher en ayant ses deux lignes prêtes pour pouvoir écrire son paragraphe. (Un scientifique)

[Un journaliste,] c'est quelqu'un qui téléphone quinze minutes avant le bulletin de nouvelles et qui veut avoir une phrase choc à placer au bulletin des nouvelles. Et ça, je ne le prends pas. Je refuse. Je pense que la majorité des journalistes, leur demande arrive à ce moment-là et il faut très rapidement réagir. C'est malheureux. (Une scientifique)

À l'opposé, selon ce que nous ont dit plusieurs locuteurs, si le journaliste prend le temps qu'il faut lors de la rencontre pour comprendre la situation ou, au moment de la diffusion, pour bien présenter l'ensemble de l'argumentation, la relation avec le scientifique est beaucoup plus satisfaisante, à la fois pour le journaliste et pour le scientifique. Nous avons cependant constaté que, la plupart du temps, le scientifique était contacté pour fournir un commentaire ou un complément d'informations sur une nouvelle d'actualité et que, dans ces cas-là, l'entrevue se faisait « à brûle-pourpoint » sans possibilité pour le scientifique de se préparer avant de répondre aux questions du journaliste.

En outre, dans leurs travaux, les scientifiques accordent une grande importance à la précision des données et aux détails d'une recherche, comme l'illustre le discours de cette scientifique :

Les besoins [des journalistes] retranchent souvent les scientifiques dans des positions où on ne peut pas aller. Ils nous demandent très souvent d'adopter une position très claire, de faire des affirmations très claires sur des choses, sans trop de nuances. Et ce n'est pas comme ça dans mon domaine de recherche. Tout n'est pas noir ou blanc. Et je sens souvent une impatience de leur côté ou un inconfort quand j'insiste pour amener la nuance. Parce que dans le fond, ce qu'ils ont besoin, c'est d'un message clair à transmettre. Et très souvent un peu alarmiste. Et je pense que dans mon domaine à moi, ces messages-là peuvent causer davantage de torts, faire plus de préjudices. (Une scientifique)

Pour les journalistes, cette zone grise est très difficile à gérer (notamment en raison du manque de temps et d'espace) et par conséquent, il en résulte parfois une sursimplification, des inexactitudes, des omissions, etc. Les propos de ce journaliste résument bien le discours des journalistes quant à cette réalité :

Oui, il y a des nuances que je vais perdre moi, parce que je ne peux pas rentrer dans le détail. Aujourd'hui, j'ai écrit sur le maïs Bt10 génétiquement modifié, je ne peux pas rentrer dans la structure moléculaire du Bt10 [...] sinon, après deux paragraphes, j'ai perdu mon lecteur. Les seuls qui vont accrocher, c'est les scientifiques. Est-ce qu'au Québec, on est une population de scientifiques? Non [...] et il faut écrire pour ces gens-là. [...] Il n'y a pas longtemps, une expérience désagréable, j'en ai eu une. [Le scientifique] me remontait ça aux origines du monde. Je ne veux pas ça. Un, je n'ai pas le temps de t'écouter pour toute cette durée-là. Deux, si tu m'expliques tes travaux à partir de l'origine du monde, ça va me prendre trois semaines à décanter ça, pour en bout de ligne, quoi? Pour apporter une petite nuance? (Un journaliste)

Dans un même ordre d'idées, l'étude de Singer (1990) sur l'exactitude des médias démontre que près de la moitié des journalistes omettent de faire mention de la méthodologie dans leurs reportages scientifiques. Les journalistes de notre échantillon nous ont effectivement dit qu'ils ne faisaient que peu de cas de la méthodologie, souvent par manque de temps et parce que ce ne sont pas des informations qu'ils cherchent à transmettre aux lecteurs. Certains d'entre eux nous

ont dit ne lire que le résumé d'une étude scientifique et, lorsqu'ils ont le temps et les connaissances, faire un survol du document. Par contre, la méthodologie est un des éléments, aux yeux des scientifiques, qui font que la science est rigoureuse et cela est particulièrement important si la problématique est complexe, comme peut l'être celle du mercure. En omettant complètement cette section d'une étude, le journaliste ne tient pas compte d'une partie de l'information et se prive d'outils pour exercer un jugement critique sur l'étude et son contexte. Cela étonne de la part de personnes qui se considèrent « agent d'insertion de la science dans le débat social ». Même si les informations concernant la méthodologie ne sont pas transmises au public, elles peuvent permettre au journaliste d'éviter les erreurs, de vérifier la profondeur de la recherche et de la situer dans son contexte. En outre, la méthodologie d'une recherche peut valider ou invalider des résultats de recherche et suivant ce raisonnement, le journaliste ne devrait pas laisser de côté la méthodologie, comme un élément sans importance dont aucun lecteur ne remarquera l'absence.

Lors de nos entrevues, un scientifique nous a rapporté une situation où il avait constaté qu'un journaliste n'avait absolument pas tenu compte de la méthodologie d'une étude dans son reportage. Le discours du scientifique révélait le tort que ce manque de rigueur journalistique pouvait causer à la relation entre le journaliste et le scientifique. En effet, ce scientifique affirmait qu'il serait probablement davantage sur ses gardes lorsqu'un journaliste chercherait à lui poser des questions. En manquant de rigueur et en mettant de côté la méthodologie, essentielle dans les cas de recherche sur des problématiques complexes comme celle de la pollution du mercure, les journalistes s'aliènent souvent la collaboration des scientifiques.

Comment combler le fossé ? Quelques pistes de solutions

Très souvent, les journalistes et les scientifiques avaient une idée de ce qui pouvait constituer, selon eux, des pistes de solutions pour combler le fossé entre les journalistes et les scientifiques. Ces trois pistes de solutions partielles sont : la

révision du texte par le scientifique, la formation scientifique des journalistes et la formation en communication des scientifiques.

La révision des textes par les scientifiques

La littérature nous avait permis d'identifier la question de la révision du texte du journaliste par le scientifique comme étant une source de conflits ou de frustrations entre le journaliste et le scientifique et nous avons donc abordé la question avec toutes les personnes interviewées. Aux journalistes, nous demandions s'ils acceptaient que les scientifiques relisent leur texte et si oui, dans quel contexte et pourquoi. Avec les scientifiques, nous allions un peu plus loin en leur posant les questions suivantes :

- Demandez-vous aux journalistes de relire leurs textes? Dans quel contexte et pourquoi?
- Quand le journaliste accepte, qu'est-ce que vous cherchez exactement?
- Dans quelle proportion trouvez-vous des erreurs?

Un seul scientifique a affirmé ne pas demander aux journalistes de relire leur texte, alors que tous les autres ont dit le faire pour y chercher les « erreurs scientifiques », les « erreurs de faits » ou les « erreurs d'interprétation » ou encore pour y chercher la « nuance ». D'autres ont dit ne vérifier que les citations qui leur sont attribuées pour s'assurer qu'elles soient exactes. Certains scientifiques ont maintenu trouver des erreurs dans tous les cas, mais en spécifiant que ce n'était généralement pas des erreurs énormes.

De leur côté, les journalistes affirment que les scientifiques, lorsqu'ils ont l'occasion de relire le texte, reviennent souvent au journaliste avec des changements insignifiants à faire. C'est pourquoi, les journalistes ont majoritairement répondu qu'ils ne laissaient pas les scientifiques relire leur texte avant la publication. Par

contre, les journalistes nous ont dit que la pratique de la révision des textes par les scientifiques était beaucoup plus répandue dans les revues spécialisées où, dans la plupart des cas, les journalistes acceptent de laisser les scientifiques relire leur texte avant qu'il aille sous presse. Certains journalistes consentent parfois à envoyer leur texte ou plus souvent, une partie de leur texte (un paragraphe ou une ou plusieurs citations) pour révision, particulièrement lorsque le sujet est complexe ou qu'il fait l'objet d'une controverse. Cette façon de faire peut constituer, pour le journaliste comme pour le scientifique, un compromis, mais certains journalistes refusent catégoriquement cette forme de révision de leur travail en soulignant que leur éthique professionnelle le leur interdit. En effet, la question de la révision du texte par le scientifique constitue un point de discorde important. Dans certains cas, les positions des journalistes et des scientifiques semblent irréconciliables tellement le sujet remet en question des valeurs d'éthique et de rigueur fondamentales aux deux acteurs.

Certains scientifiques croient qu'en acceptant que son texte soit relu, le journaliste fera du meilleur journalisme. L'un de ceux que nous avons interviewés disait : « C'est dans l'intérêt du reporter d'au moins entendre ce que j'ai à dire pour améliorer le contenu de son texte. Ils ne sont pas obligés d'accepter, mais je pense que ça fait une histoire beaucoup plus exacte. »

Effectivement, pour certains journalistes de notre échantillon, le fait de permettre au scientifique de jeter un œil à leur travail avant qu'il ne soit diffusé au public peut apporter des éléments intéressants, comme en témoigne les propos suivants :

Des fois, ça apporte des précisions. Mais ça ne veut pas dire qu'il va intervenir dans le contenu du paragraphe ou orienter le sujet. On ne lui dit pas tout, on ne lui dit pas comment ça va être intégré. On pourrait ne pas lui envoyer, mais des fois, on le fait. Ce n'est pas une polémique, une controverse. Mais c'est, des fois, précieux parce qu'ils vont nous donner des nuances, une idée, une correction peut-être. [...] [Mais] on n'acceptera pas qu'un chercheur change quelque chose, s'il ne veut plus dire ce qu'il a dit. Ça, il faut qu'il comprenne : ce qui est dit est dit. (Une journaliste)

Par contre, plusieurs journalistes nous ont dit que, lorsqu'ils accordent un droit de regard au scientifique, celui-ci accepte rarement de corriger seulement les « erreurs scientifiques », mais cherche aussi souvent à mettre son grain de sel dans le reportage. Une autre journaliste qui fait presque systématiquement relire ses textes par les scientifiques –lorsqu'elle écrit pour la presse spécialisée– considère que c'est la partie la plus difficile de son travail :

[Avec la relecture,] on s'assure finalement de l'exactitude des faits. C'est le but de faire relire. Mais c'est souvent à cette étape-là que les chercheurs ont souvent tendance à vouloir prendre le contrôle. Tu leur envoies un article de deux feuillets puis, il revient et ils ont ajouté deux feuillets supplémentaires... Des fois, [...] ils perdent de vue un peu les objectifs de communication. [...] On va toujours parcourir l'article [avec le scientifique] et souvent les délais sont courts. Je spécifie toujours que je cherche vraiment des erreurs sur des faits, des citations, quelque chose qui aurait été mal rapporté, mal cité, mais je dirais que dans 98 % des cas, les chercheurs vont aller au-delà puis vont vouloir en rajouter... (Une journaliste)

La situation s'apparente aux luttes de pouvoir décrites auparavant : le scientifique désire conserver son pouvoir sur les informations qu'il détient et le journaliste désire lui aussi conserver le pouvoir que lui confère sa position d'intermédiaire exclusif (selon sa perception) entre le scientifique et le public (Burt, 1995). Selon Hsieh (1984) et Reed (2001), et selon ce que nous ont révélé nos 19 entrevues, les journalistes sont souvent très protecteurs de l'indépendance journalistique qu'ils disent avoir à l'égard de leurs textes.

Ces derniers arguent qu'ils sont les seuls responsables de leur texte, ce qui est vrai puisque le journaliste est généralement la personne qui choisira les mots à utiliser, l'angle de l'article, le chapeau ou *lead*, etc. Cependant, les scientifiques ont presque tous la crainte qu'une erreur ou qu'une citation erronée leur soit attribuées, ce qui les discrédite, selon eux, auprès de leurs pairs. La responsabilité de l'article revient donc uniquement au journaliste, mais la responsabilité des erreurs commises par les journalistes est très souvent partagée entre les journalistes et les scientifiques, puisque ces derniers se les voient fréquemment attribuées (par leurs pairs ou par les journalistes).

Bien que plusieurs scientifiques nous aient dit être conscients que la révision du texte des journalistes n'était souvent pas possible (parce que les journalistes s'y opposent pour des raisons d'éthique ou en raison de contraintes de temps), d'autres en font pratiquement une condition pour travailler avec les journalistes. C'est le cas notamment des deux scientifiques de notre échantillon qui ne travaillaient pratiquement jamais avec les médias. Leur absence des médias ne s'explique sans doute pas par ce seul fait, mais l'impossibilité pour eux de réviser les textes des journalistes alimente leur méfiance à l'égard des médias et leur réticence à collaborer avec les journalistes.

À l'inverse, un autre scientifique nous a dit savoir que s'il exigeait de relire le texte du journaliste, c'était « une façon pour être sûr que [les médias] ne parlent pas de toi ». Un scientifique et un journaliste nous ont en effet raconté des situations où le scientifique insistait pour relire le texte, tandis que le journaliste, lui, s'y opposait catégoriquement. Dans les deux cas, le texte n'a finalement pas été publié, privant ainsi le public d'informations auxquelles il aurait peut-être été en droit de s'attendre.

La formation scientifique des journalistes

La question de la formation scientifique des journalistes a été évidemment abordée avec les journalistes et avec les scientifiques que nous avons interviewés. Sur les dix journalistes interrogés, quatre avaient reçu une formation scientifique (en génie chimique, en biologie ou en génie métallurgique). Les autres avaient des formations en communication ou en littérature, en droit et en philosophie.

La majorité des journalistes et des scientifiques que nous avons interviewés pensent qu'une formation en science pour le journaliste, bien que non obligatoire, constitue un certain avantage dans son travail. Pour plusieurs scientifiques que nous avons interviewés, nombre d'erreurs scientifiques commises par les journalistes dans leurs reportages sont dues au manque de connaissances scientifiques du journaliste et pourraient être évitées, selon eux, si ce dernier avait justement une meilleure connaissance de la science en général. Plusieurs journalistes pensent cependant

que « la curiosité », le « bon sens » et « un minimum de connaissances » sont suffisants pour comprendre les aspects scientifiques d'une problématique environnementale.

La littérature laisse entendre que le manque de rigueur des journalistes pouvait parfois être associé à leur manque de formation scientifique, parce que sans une telle formation, le journaliste n'a pas les outils nécessaires pour convaincre son éditeur (de l'importance ou de la pertinence d'une nouvelle) et pour convaincre le lecteur (Case, 1992). Ainsi, une formation en science aiderait essentiellement le journaliste à comprendre la science en général, au sens où elle l'aiderait à discerner ce qui constitue une information digne d'intérêt pour le public ou à identifier ce qui constitue des données scientifiques valables, et non au sens où elle lui permettrait de commettre moins ou pas d'erreurs scientifiques dans ses reportages. Selon certaines des personnes interrogées dans cette recherche, une formation scientifique peut aider à développer un esprit critique et une façon d'appréhender un problème selon des critères relativement plus objectifs et raisonnés. Aux yeux de bien des scientifiques, le journaliste deviendrait un intermédiaire encore plus intéressant s'il avait une formation scientifique qui l'aiderait à comprendre l'univers scientifique. C'est pourquoi nous nous permettons d'affirmer que celle-ci constitue une piste de solution pertinente –bien que non exclusive– pour combler le fossé entre le journaliste et le scientifique.

Cependant, plusieurs journalistes que nous avons interrogés ont noté que les sciences de l'environnement sont vastes et complexes et que peu de formations (sinon aucune) pourraient les préparer entièrement à interpréter et à vulgariser les différents phénomènes de pollution de l'air, de changements climatiques, de contaminants, etc., pour ne nommer que des aspects des sciences dites pures de l'environnement. Effectivement, on ne peut s'attendre d'un journaliste environnemental, même s'il a une formation universitaire en sciences, qu'il ait la même facilité à couvrir des dossiers aussi différents, mais également des problématiques qui impliquent généralement des dimensions politiques, sociales, économiques, juridiques, psychologiques, communicationnelles, etc.

Pour un ou une journaliste qui couvre les questions environnementales, une approche systémique et même écosystémique de l'environnement, dont les principes pourraient être assimilés grâce à une formation en sciences de l'environnement, pourrait être souhaitable. L'approche systémique est cependant peu utilisée en journalisme et encore moins enseignée aux étudiants, futurs journalistes. Un des journalistes que nous avons interviewé s'est dit prêt à investir peut-être quelques semaines de son temps pour étudier, dans le cadre de séminaires, par exemple, les grandes questions environnementales contemporaines. Par contre, ce même journaliste se disait conscient que son employeur ne verrait probablement pas l'utilité de le libérer de sa tâche pour une telle période sans qu'il en résulte des retombées concrètes pour le média. En d'autres termes, si le ou la journaliste ne tire pas de sa formation un ou plusieurs reportages exclusifs et accrocheurs pour le public, il est peu probable qu'il ou qu'elle participe à une telle activité.

À titre d'exemple, un réseau de recherche comme le Réseau collaboratif de recherche sur le mercure (COMERN) pourrait envisager de mettre sur pied ce genre de formation pour les journalistes. Sous la forme d'un atelier offert aux journalistes intéressés, par exemple, le COMERN pourrait faire le point sur l'état des recherches sur le mercure et diffuser aux journalistes un certain nombre de connaissances que les scientifiques jugent pertinentes à la compréhension de la problématique dans son ensemble. Par contre, lors de ses congrès annuels notamment, le COMERN a déjà convié des journalistes aux présentations scientifiques de ses membres, mais – hormis quelques rares exceptions – les journalistes n'ont pas répondu à l'appel. De plus, aucune personne parmi notre échantillon de scientifiques n'a manifesté un intérêt à collaborer à la formation des journalistes. Cependant, étant donné le peu d'intérêt également démontré par les journalistes de notre échantillon pour des formations scientifiques de ce genre (un désintérêt souvent attribué à leur employeur), il est légitime de se questionner sur la pertinence pour les scientifiques d'investir dans la formation des journalistes. Bien que généralement peu impressionnés par les connaissances scientifiques des journalistes, les scientifiques de notre échantillon semblent croire que ce n'est pas leur rôle de remédier aux

carences scientifiques des journalistes qui couvrent les questions environnementales.

Toutefois, pour Reed (2001), « la meilleure stratégie pour améliorer le journalisme scientifique serait que le journaliste applique les techniques journalistiques habituelles (comme de porter attention au contexte, [...], vérifier les sources et les intentions, etc.) ». Ainsi, peu importe que le journaliste ait ou non une formation en science, il faut qu'il fasse bien son travail et s'emploie à mettre la science dans son contexte et à questionner les intérêts de chacun des acteurs d'une problématique.

La formation en communication des scientifiques

Également, la question d'une formation en communication a été abordée avec les scientifiques que nous avons interviewés. Nous leur avons demandé s'ils considéraient qu'une formation en communication leur était nécessaire et les avis étaient assez partagés; certains semblaient dire que c'était nécessaire et pertinent, alors que d'autres n'en voyaient pas l'utilité. Cependant, deux d'entre eux avaient effectivement reçu une telle formation en communication. Dans les deux cas, il s'agissait de formation sous forme d'ateliers et d'échanges et non pas d'une formation sanctionnée par des crédits universitaires.

Pourtant, selon Reed, il serait plus facile pour les scientifiques « d'acquérir des connaissances au sujet des médias » que pour un journaliste « d'apprendre la science » (Reed, 2001). À tout le moins, cela demanderait un investissement de temps beaucoup moins considérable pour le scientifique que pour le journaliste. Si l'on pousse le raisonnement plus loin, on pourrait affirmer que la communication serait plus « facile » que la science, demanderait une petite formation de rien du tout et par conséquent, que n'importe qui –entendre n'importe quel scientifique– peut s'improviser journaliste. On pourrait même avancer que n'importe quel scientifique peut faire de la communication, puisque l'on peut devenir journaliste sans formation en communication. Cependant, aucun journaliste ne peut affirmer faire de la science et en ce sens, nous abordons à nouveau la question des jeux de pouvoir dans le

modèle de la vulgarisation; le monde scientifique semble beaucoup plus difficile à pénétrer, pour qui n'a pas la formation sanctionnée par le système en place, que le monde journalistique. Les scientifiques consolident donc leur position privilégiée de générateurs de « la vraie connaissance » à l'égard des journalistes dont n'importe qui pourrait faire le travail, toujours selon le raisonnement que la communication est plus « facile » que la science.

Au sens où nous l'entendons ici, une formation en communication médiatique pour le scientifique pourrait constituer une piste de solution intéressante pour combler le fossé entre les journalistes et les scientifiques parce qu'elle pourrait aider le scientifique à comprendre le fonctionnement des médias et peut-être, conséquemment, à entretenir des attentes plus réalistes quant au travail des journalistes et à leurs contraintes.

Les deux scientifiques de notre échantillon qui avaient déjà reçu une formation en communication médiatique, même minimale, jonglaient souvent mieux avec la contrainte de temps des journalistes que les autres scientifiques. Les scientifiques qui croyaient pertinent pour le scientifique d'avoir un minimum de formation en communication médiatique pensaient qu'il est « bon de comprendre comment les médias fonctionnent » et comprendre « comment le message peut être tourné pour avoir un impact ». Ils avaient notamment le réflexe de se préparer avant une entrevue avec un journaliste, en révisant le dossier dont il allait être question ou en cherchant à connaître le contexte de la nouvelle à paraître ou la teneur de la nouvelle que le journaliste veut mettre de l'avant. Ainsi informés, les scientifiques peuvent préparer quelques « points-clés » à aborder avec le journaliste. Par contre, selon nos résultats, plusieurs scientifiques ne se préparent pas avant de rencontrer un journaliste et certains ont même été surpris par notre question qui visait à déterminer de quelle manière ils se préparaient avant une entrevue.

Reprenant notre exemple du COMERN, étant donné que les scientifiques de ce groupe de recherche sont bien organisés en réseau, il est envisageable dans un tel contexte de dispenser à ceux d'entre eux qui sont intéressés par les relations avec les médias une brève formation en communication médiatique, dans le cadre d'un

congrès annuel, par exemple. De plus, les scientifiques du COMERN sont pour la plupart sollicités de façon plus ou moins régulière par les journalistes pour diffuser des informations au public et c'est pourquoi une formation en communication médiatique pourrait leur être fort utile. Quoiqu'il en soit, l'idée d'une formation en communication médiatique pour le scientifique fait de plus en plus son chemin, notamment dans les ministères ou les organisations gouvernementales, auprès des scientifiques qui sont de plus en plus appelés à travailler avec les médias.

Le rôle des médias et les besoins du public dans le cas de l'environnement

Jusqu'à un certain point et sur certains aspects particuliers, les scientifiques et les journalistes ont des objectifs très semblables, notamment celui de décrire honnêtement et de façon utile le monde dans lequel nous vivons (Goldstein, 1986). En ce sens, plusieurs locuteurs, des scientifiques comme des journalistes, ont évoqué l'idée que les médias avaient un rôle d'éducation populaire à remplir. Ce faisant, ils rejoignent Sauvé et Boutard (1991) au sujet de la mission pédagogique des médias. Les médias doivent certes diffuser « une information de qualité », des « nouvelles compréhensibles, pertinentes et équilibrées », mais aussi « faire une analyse critique de ce qui se passe » et contribuer à la « formation de l'opinion publique » au sujet de l'environnement. À propos du rôle des médias dans le cas de l'environnement, le discours des journalistes et celui des scientifiques se faisaient souvent écho, comme l'illustrent les deux extraits suivants :

Je suppose que c'est certainement un des secteurs, à cause de l'aspect multidisciplinaire de l'environnement, où on a besoin de simplifier et de clarifier les choses. Par exemple, je dirais que par rapport à la santé, régulièrement, un individu peut parler à son médecin, se faire expliquer par une infirmière... Donc, il y a beaucoup de portes d'entrées individuelles pour se faire expliquer les choses. Mais il n'y a pas de docteurs ou d'infirmières en environnement. Donc, on n'a pas accès à une information de tous les jours sur l'environnement, comme pourrait avoir un enfant avec sa maîtresse d'école. D'où l'importance d'avoir [dans les médias] une information en environnement beaucoup plus fréquente et large et disponible. (Un scientifique)

C'est un sujet qui préoccupe les gens. Donc, oui, c'est capital parce que c'est ce qui informe le public, mais [la couverture] n'est pas toujours bien fait[e]. Parce qu'il y a toutes sortes de façons de parler de l'environnement et des fois, on fait de fausses peurs ou on ne donne pas les dossiers complets. [...] Parce qu'il y a un événement en arrière de ça, il y a des déversements, il y a des catastrophes, il y a des investissements, des développements, donc, ça fait beaucoup la nouvelle. Quand quelque chose fait beaucoup la nouvelle, on peut traiter en profondeur ou pas. C'est très important la place des médias pour l'environnement, c'est capital, parce que c'est toute l'éducation du public. C'est un domaine où il faut éduquer le monde. (Une journaliste)

Certains locuteurs nous ont dit que les médias devaient amener les gens à une « action populaire ». Les informations transmises à la population par les médias devraient être, selon nombre de nos locuteurs, suffisantes, exactes et complètes pour permettre aux gens de poser des gestes concrets pour protéger l'environnement ou leur santé. En effet, selon certains de nos locuteurs, le public cherche essentiellement à comprendre comment il est personnellement affecté par l'environnement et sa dégradation. Les gens voudraient surtout des informations de proximité, à l'échelle locale, qui fournissent des données concrètes sur les gestes qu'ils peuvent poser :

Les consommateurs auxquels je m'adresse sont généralement intéressés seulement par les choses qui les touchent directement. Ils peuvent ne pas être intéressés par la réduction de l'usage de pesticide sur leur terrain [...] ou par l'usage de pesticides plus sécuritaires, mais s'ils perçoivent que ça peut les affecter eux et leur famille, là, je peux avoir leur attention. [...] Quand je travaillais sur le poisson, c'était très important parce que nous avons dans la région beaucoup de femmes enceintes ou allaitant et de jeunes enfants et ils entendent dire un jour qu'il ne faut pas manger de poisson et le lendemain, ils entendent dire qu'il faut manger du poisson et ils essaient de savoir c'est quoi l'information exacte. (Un scientifique)

C'est sûr que, quand tu es monoparentale avec un cégep terminé laborieusement et un salaire annuel de 17 000 dollars, le fait de savoir qu'on est en train de mettre du béton sur un marais [...], tu t'en [fous] un peu quand même. Pis le Suroît, tu t'en fous. Pis Kyoto, tu t'en fous. Par contre, les pesticides sur les fruits et légumes de tes enfants, tu es peut-être plus sensible à ces questions-là. (Un journaliste)

La citation qui précède relève la contradiction entre les rôles de creuset des débats sociaux et d'éducation souvent prêtés aux médias et la manière dont les journalistes travaillent. En effet, ne dire au public que ce qu'il veut entendre n'apparaît pas comme la meilleure façon de susciter un débat social.

Par ailleurs, de nombreux journalistes et scientifiques nous ont affirmé que les médias devaient rester loin du sensationnalisme en environnement, qu'il leur fallait éviter de seulement « tirer les sonnettes d'alarme ».

Sauf que le problème, c'est que [l'environnement] est connecté –je ne sais pas si c'est obligatoire– à un volet de nouvelles, qui sont, elles, liées à une annonce gouvernementale, un accident, une publication... Des fois, je trouve ça un peu étonnant qu'il n'y ait pas un style de chronique qui revient régulièrement et qui refait l'état d'un problème régulièrement. Il faut qu'il y ait une nouvelle. Or, par exemple, on va parler des changements climatiques à l'occasion d'un congrès, d'un meeting d'une signature, d'une tornade, alors qu'on pourrait très bien en parler en dehors de ça. Il n'y a pas besoin de nouvelles ou d'événements pour en faire une nouvelle parce que c'est en continu une nouvelle. (Un scientifique)

Pour éviter ce sensationnalisme, des journalistes ont affirmé qu'ils doivent adopter une « approche multidisciplinaire » et réaliser des « dossiers de plus longue haleine ». Selon un scientifique de notre échantillon, il faut notamment « décoller l'environnement des questions d'actualité ».

Cette dernière proposition ramène à la question du sensationnalisme des médias que nous avons déjà mentionnée comme étant une cause du fossé entre les journalistes et les scientifiques. En ce sens, la proposition est tout à fait logique, puisque si le sensationnalisme des médias, leur quête de sujets chauds, collés à l'actualité, contribue à creuser le fossé entre les journalistes et les scientifiques, une couverture médiatique de l'environnement qui serait moins sensationnaliste serait une façon de faire potentiellement plus satisfaisante pour nos deux acteurs. Cependant, étant donné la structure des médias, il est légitime de se questionner sur la façon dont un journaliste pourrait s'y prendre pour « décoller l'environnement de l'actualité », particulièrement dans les quotidiens, qui ont des délais de tombée très serrés. Les propositions des journalistes faites dans le paragraphe précédent sont

intéressantes, mais ne peuvent à elles seules freiner la vitesse de la machine médiatique.

En plus, il apparaît important de soulever le fait que, même si tous s'accordent sur le rôle éducatif des médias, comme en font foi les extraits d'entrevue présentés, personne ne semble remettre en question la structure même des médias et les problèmes qui y sont associés (vitesse, manque de rigueur, quête de sensationnalisme, etc.) et qui nuisent à cet objectif éducatif, en plus de nuire aux relations entre les journalistes et les scientifiques. Sans une profonde remise en question des façons de faire des médias, qui ne peut être le travail d'une seule personne, l'objectif éducatif que l'on attribue volontiers aux médias dans le domaine de l'environnement sera encore longtemps difficilement atteint.

Le fonctionnement, la structure et l'institutionnalisation des médias et de la science maintiennent les rapports de pouvoir entre les journalistes et les scientifiques. Effectivement, les uns comme les autres s'en remettent à la tradition, au fonctionnement, aux structures, aux contraintes de leur domaine respectif pour ne pas changer. Dans nos entrevues, les journalistes n'ont que rarement remis en question le fonctionnement des médias; ils ont certes déploré la vitesse des médias, leur manque de temps pour bien faire leur travail, la quête de sensationnalisme, le manque de rigueur occasionnel des pupitres, etc., mais très souvent, ils les acceptent aussitôt comme étant des contraintes inhérentes à leur métier, des aspects qu'ils ne peuvent changer. De leur côté, les scientifiques aussi ne remettent que très peu en question les institutions qui les ont menés là où ils sont; même s'ils se disent préoccupés par la communication de leur recherche, ils rechignent souvent à investir le temps nécessaire pour ce faire (formation, entrevues, etc.) et ils ne se formalisent pas outre mesure que les organismes subventionnaires n'en tiennent pas compte dans l'attribution du financement, selon notre étude.

Conclusion

À bien des égards les scientifiques et les journalistes sont en accord sur la façon dont la science des questions environnementales devrait être vulgarisée, et ce, dans l'intérêt du public. Ils s'entendent en effet généralement sur ce que veut le public et sur la place que devrait occuper l'environnement dans les médias et sur la façon dont les médias devrait traiter de ces questions. Par contre, c'est dans la pratique, plus précisément dans la façon de travailler ensemble, notamment en raison des contraintes de chacun, que les points de vue des scientifiques et des journalistes divergent.

Même si un fossé réel et profond existe entre le journaliste, généraliste, et le scientifique, spécialiste, nous avons présenté quelques pistes de solutions partielles pour combler ce fossé. Elles sont d'autant plus intéressantes qu'elles ont été proposées par les acteurs au cœur de la problématique eux-mêmes. Il ne s'agit pas là, évidemment, de solutions miracles qui combleraient une fois pour toutes le fossé entre les scientifiques et les journalistes, mais elles font partie d'un processus de réflexion qui mérite, à notre avis, d'être enclenché. Les incompatibilités profondes entre les scientifiques et les journalistes dans leur façon de travailler révélées par notre recherche et présentées ici appellent effectivement une importante reconsidération de la relation entre ces deux acteurs. Il est impensable d'espérer que les journalistes soient un jour aussi spécialisés que le sont les scientifiques dans leur domaine de recherche, tout comme il serait illusoire de croire que tous les scientifiques seront un jour capables de fournir en termes simples des informations vulgarisées aux journalistes qui auront systématiquement les capacités de les communiquer au grand public de façon efficace. La solution est peut-être à mi-chemin entre ces deux extrêmes : la surspécialisation des scientifiques et la généralisation des journalistes. Cela ne signifie pas toutefois que les deux acteurs doivent abandonner leur rôle premier, soit celui de faire avancer la connaissance avec des recherches de pointe dans le cas du scientifique et celui de diffuser une information rigoureuse au plus grand nombre dans le cas du journaliste. Les

journalistes et les scientifiques devront plutôt réfléchir aux façons de se rejoindre dans un partenariat profitable à tous, mais surtout au public. En somme, pour atteindre cet objectif de vulgarisation de la science des questions environnementales à la population, il nous apparaît plus que jamais essentiel de revoir en profondeur la façon de travailler ensemble des journalistes et des scientifiques, et, dans une autre mesure, la structure et les institutions médiatiques et scientifiques qui contribuent à isoler ces deux acteurs de la communication scientifique.

Bibliographie

Burt, Ronald S. 1995. « Le capital social, les trous structuraux et l'entrepreneur ». *Revue française de sociologie*, vol. 36, p. 599-628.

Case, Tony. 1992. « Journalists and Scientific Illiteracy ». *Editor & Publisher*, vol. 125, no 51, p. 15-16.

Caulfield, Timothy A. et Tania M. Bubela. 2004. « Do the Print Media "Hype" Genetic Research? A Comparison of Newspaper Stories and Peer-Reviewed Research Papers ». *Canadian Medical Association Journal*, vol. 170, no 9 (27 avril 2004), p. 1399-1407.

Caulfield, Timothy A. et Tania M. Bubela. 2004. « Media Representations of Genetic Discoveries : Hype in the Headlines? ». *Health Law Review*, vol. 12, no 2, p. 53-61.

Char, Antoine. 2005. « L'éthique de l'émotion ». In *Communication : horizons de pratique et de recherche*, sous la dir. de Pierre Mongeau et Johanne Saint-Charles, p. 259-276. Sainte-Foy (Qué.) : Presses de l'Université du Québec, 410 p.

COMERN, site Internet du Réseau collaboratif de recherche sur le mercure.
<http://www.unites.ugam.ca/comern/indexfr.html>.

Friedman, Sharon, Sharon Dunwoody et Carol Rogers (éd.). 1999. *Communicating Uncertainty : Media Coverage of New and Controversial Science*. Mahwah (N. J.) : Lawrence Erlbaum, 277 p.

Friedman, Sharon, Sharon Dunwoody et Carol Rogers (éd.). 1986. *Scientists and Journalists : Reporting Science as News*. New York : Free Press, 333 p.

Goldstein, Jeffrey H (éd.). 1986. *Reporting Science : The Case of Aggression*. Hillsdale (N.J.) : L. Erlbaum, 121 p.

Goodell, Rae. 1977. *The Visible Scientists*. Boston : Little, Brown and Company, 242 p.

Hsieh, Ying-Chun. 1984. « Science and the Press in Taiwan : an Analysis of the Relationship Between Scientists and Science Journalists ». Thèse de doctorat, Urbana-Champaign, University of Illinois at Urbana-Champaign, 230 p.

- Krieghbaum, Hillier. 1967. *Science and the Mass Media*. New York : New York University Press, 242 p.
- Maillé, Marie-Ève. 2006. « Comment combler le fossé entre les scientifiques et les journalistes en environnement ? ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 194 p.
- Perreault-Labelle, Anick. 2005. « Chercheurs sur la scène publique ». *Découvrir*, vol. 26, no 1 (janvier-février 2005), p. 54-59.
- Québec, Conseil des sciences et de la technologie. *La culture scientifique et technique : une interface entre les sciences, la technologie et la société : Rapport de conjoncture 2004*. Sainte-Foy (Qué.) : Gouvernement du Québec, 125 p.
- Reed, Rosslyn. 2001. « (Un-) Professional Discourse? : Journalists' and Scientists' Stories about Science in the Media ». *Journalism*, vol. 2, no 3, p. 279-298.
- Saint-Charles, Johanne et Pierre Mongeau. 2005. *Sémato : Guide d'utilisation*. Site de Sémato : http://www.er.uqam.ca/nobel/r32700/Semato/guide_Semato_avril_05.pdf.
- Sauvé, Lucie et Armel Boutard. 1991. « La presse écrite : un outil d'éducation relative à l'environnement ». In *Enjeux de l'information et de la communication en matière d'environnement : Recueil de textes et documents d'accompagnement*, Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, p. 59-62. Montréal : Université du Québec à Montréal, 109 p.
- Sémato, site Internet du logiciel. <http://fable.ato.uqam.ca/guidexpert-ato/gea.asp>.
- Shinn, Terry et Richard Whitley. 1985. *Expository Science : Forms and Functions of Popularisation*. Coll. « Sociology of the Sciences : A Yearbook », vol. 9. Dordrecht (Pays-Bas) : D. Reidel, 292 p.
- Singer, Eleanor. 1990. « A Question of Accuracy : How Journalists and Scientists Report Research on Hazards ». *Journal of Communication*, vol. 40, no 4 (Automne 1990), p.102-116.
- Skrotzky, Nicolas. 1989. *Science et communication : l'homme multidimensionnel*. Paris : P. Belfond, 213 p.